

En Grande-Bretagne

LE SYNDICAT DES GENS DE MER
LANCE UN ORDRE DE GRÈVE
alors que le congrès
des Trade Unions
entérine le « contrat social »

LIBRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 000 ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 40 rls. ; Italie, 200 l. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 21
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris n° 696772
Tél. : 246-72-23

MAO TSE-TOUNG EST MORT

Le comité central du P.C. chinois rend hommage au « grand maître du prolétariat international, des nations et des peuples opprimés »

UN VIDE ÉNORME

Il est difficile de définir ce qui suscite la plus grande émotion quand disparaissent les monstres sacrés d'une époque et les bâtisseurs d'histoire : conscience de la fragilité d'un destin humain égal pour tous ; affliction des disciples et de tous ceux à qui l'œuvre accomplie a apporté une vie meilleure ou qu'un intense « culte du chef » transforme désormais en orphelins ; enfin, le sentiment du vide soudainement créé à la tête d'une nation.

Si de très grands personnages du dernier tiers de siècle, Churchill, de Gaulle, Adenauer, sont morts après avoir quitté leurs fonctions, seuls Roosevelt, Staline et Kennedy ont disparu au faite des honneurs, comme le maître de la Chine.

Les historiens commenteront sans doute longtemps l'extraordinaire prestige acquis par Mao tant chez lui qu'à l'extérieur, au point que le rêve de tout homme d'État étranger était d'être reçu dans le célèbre bureau chargé de livres de la Cité interdite. Comme pour Tito — ultime grand survivant de la dernière guerre mondiale encore en vie — sa gloire était d'abord celle du succès atteint à l'issue d'un très long combat, celle aussi du défi lancé contre plus fort que lui, mais, dans l'incertitude générale et finalement victorieux. Les États-Unis et Tchécoslovaquie d'abord, l'U.R.S.S. ensuite, en furent l'expérience.

Le triomphe d'une révolution plus complexe et radicale que tout ce qui avait été vu précédemment dans l'histoire, même en Russie, puis l'unification et la restauration de l'indépendance de la plus vieille et grande nation de la terre, voilà ce que personne ne pourra enlever à Mao.

Les mythes seront bien entendu contestés, et pas seulement sur le plan de la morale et du droit dit « bourgeois ». Comme tout révolutionnaire, Mao Tse-tung a hérité sans ménagement les obstacles et même les vies, toutes les fois qu'il a jugé nécessaire, sans approcher pourtant, et même de loin, ce qu'il faut dans le genre son ancien allié Staline. Il a eu aussi le grand mérite, à la différence de ce dernier, de prévoir très tôt les dangers de la « déviation bureaucratique » dans un régime socialiste, et de s'y opposer avec une rare constance.

Y est-il vraiment parvenu ? De la « campagne des cent fleurs » dans les années 50 à la « lutte contre la bourgeoisie au sein du parti », dont l'affaire Peng Hsiao-ping, ces derniers mois, n'a été que le dernier rebondissement, Mao Tse-tung n'a cessé depuis près de vingt ans de seconder l'appareil qu'il voyait s'organiser à divers niveaux de la machine d'État et du parti. « Fen sur le quai » général, ce qu'il fallait beaucoup d'audace et d'originalité de la part d'un chef de parti pour lancer un tel mot d'ordre, déclenchant une révolution culturelle dont les débordements allaient mettre en péril toute autorité dans le pays.

Cela dit, Mao a surtout gouverné, du moins dans les dernières années de sa vie, par le verbe, sans toujours bien voir que les détenteurs du pouvoir réel, les fonctionnaires du gouvernement, de l'armée et du parti, fiers d'ordre et tout naturellement attachés à leurs privilèges, ne se laissent pas impressionner. Leur autorité d'ailleurs n'était-elle pas nécessaire à la bonne marche des affaires, surtout dans le système très hiérarchisé qu'est resté malgré tout celui du socialisme, même chinois ? Encore maintenant ses plus ardents détracteurs semblent se recruter beaucoup plus parmi les hommes de plume que parmi les hommes de gouvernement, fatigués des campagnes incessantes contre les « déviations ».

Aujourd'hui, pourtant, les uns et les autres ont intérêt à serrer les rangs. C'est à cette seule condition qu'ils parviendront un jour, s'il est possible, à combler l'énorme vide qui s'est créé à la tête de la Chine.

Mao Tse-tung est mort, le jeudi 9 septembre, à Pékin, à 0 h. 10 heure locale, soit 18 h. 10 mercredi à Paris. La nouvelle a été annoncée par Chine nouvelle à 10 heures (heure de Paris). L'agence a diffusé un long communiqué rédigé par le comité central du P.C., le gouvernement, l'Assemblée et la commission militaire du comité central. Mao, qui aurait eu quatre-vingt-trois ans le 26 décembre, est décédé « à la suite de l'aggravation de sa maladie et en dépit des soins intensifs qui lui ont été prodigués par tous les moyens ». Le président souffrait depuis longtemps de la maladie de Parkinson.

La population chinoise s'attendait à la disparition de Mao. Le communiqué diffusé par la radio a néanmoins fait l'effet d'une bombe. Les drapeaux ont immédiatement été mis en berne et dans

les rues de la capitale les haut-parleurs diffusent successivement des marches funèbres et « l'Internationale ». Aucun service d'ordre particulier n'a cependant été mis en place.

Le communiqué publié à Pékin insiste à la fois sur le rôle joué par Mao au service de la révolution chinoise, et sur l'apport de sa pensée au plan international : lutte contre le « révisionnisme », animé par la clique renégate soviétique, et combat pour la libération des peuples. Mao est qualifié de « grand maître du prolétariat international, des nations et des peuples opprimés ». Il a « renforcé la dictature du prolétariat » — ce qui constitue sa « grande contribution historique » et a « fait avancer l'histoire de l'humanité ».

Mao Tse-tung ne laisse pas de successeur dési-

gné à la présidence du parti communiste et le vide provoqué en janvier par la mort du premier ministre Chou En-lai n'a pas été comblé. M. Hua Kuo-feng est certes désormais le numéro un du régime depuis l'élimination de M. Teng Hsiao-ping des organes dirigeants du parti, du gouvernement et de l'armée, mais il détient le pouvoir depuis trop peu de temps pour être en mesure de s'imposer comme le chef incontesté.

● A MOSCOU, où la personnalité de Mao Tse-tung avait, au moins autant que sa politique, provoqué un déluge de commentaires critiques, voire d'injures, la nouvelle du décès du président a été annoncée sans commentaire par l'agence Tass quelques minutes seulement après la diffusion du communiqué de Chine nouvelle.

Un choc auquel les autorités avaient préparé la population

De notre correspondant ALAIN JACOB

Pékin. — La mort du président Mao Tse-tung a été annoncée simultanément par la radio et par l'agence Chine nouvelle à 10 heures, heure de Pékin. Le bruit courait depuis le début de l'après-midi qu'une communication importante était imminente, et, à l'heure dite, des groupes de Chinois, le visage grave, étaient réunis autour des postes de radio. Beaucoup ne purent retenir leurs larmes lorsqu'ils comprurent le deuil qui frappait la nation. Dans les heures qui suivirent, des groupes se formaient sur les trottoirs pour commenter la nouvelle. Aucun service d'ordre particulier cependant n'avait été mis en place. Devant la résidence du président, deux sentinelles montaient la garde, en début d'après-midi, comme à l'accoutumée.

La relative rapidité avec laquelle la nouvelle a été annoncée — beaucoup plus tôt par rapport à l'heure du décès que pour Chou En-lai le 8 janvier — laisse supposer, d'une part, que l'aggravation de l'état de santé du président Mao permettait de prévoir sa fin imminente, d'autre part que toutes les dispositions ont été prises depuis plusieurs jours pour faire face à l'événement.

Dans la population, le choc est

indéfinissable. Sans doute les esprits ont-ils été, en partie, préparés de plusieurs façons. D'abord, par les images montrant le président de plus en plus affaibli. Ensuite, par l'annonce en juin que son état de santé ne lui permettait plus de recevoir de visiteurs étrangers.

(Lire la suite page 7.)

L'homme qui a refait la Chine

par ALAIN BOUC et ROBERT GUILLAIN

Dans le raccourci d'une vie, l'aventure de Mao Tse-tung déroule le film prodigieux des révolutions de la Chine contemporaine. Par sa naissance en 1893, il plonge encore dans la vieille Chine impériale. Sa prime jeunesse en voit l'ébranlement avec la guerre sino-japonaise (1895), la révolte des Boxers (1900) et le partage du pays par les Occidentaux. À dix-neuf ans, il s'engage dans la république de Sun Yat-sen. A trente-quatre ans, il commence son long combat contre la dictature de Tchiang Kai-chek. A cinquante-six ans, enfin, le voilà à la tête d'une Chine qu'il a conquise au communisme.

AU JOUR LE JOUR

LES DIEUX DU SIÈCLE

Quand un chef sacré meurt de vieillesse en ce monde, les peuples désespérés considèrent toujours cette mort comme une mort violente.

Lorsque les écoliers de l'an 3000 ouvriront leur livre d'histoire à la page du vingtième siècle, ils liront peut-être : « U.R.S.S. : Staline ; Yougoslavie : Tito ; Grande-Bretagne : Churchill ;

France : de Gaulle ; Chine : Mao. » Ils demanderont alors : « C'était le nom des capitales ? », et l'instituteur répondra : « Non, c'était le nom des dieux de ce siècle. » Et les enfants des écoles se gratteront la tête, pensant qu'il devait être difficile pour les hommes de vivre en un temps où les dieux mouraient.

BERNARD CHAPUIS.

LA V^e RÉPUBLIQUE AUJOURD'HUI

L'ÉTAT BLOQUÉ

On parlait naguère de « société bloquée ». À présent, ce que ris- que de démontrer le gouvernement Barre, deux semaines après sa formation, c'est la manière dont la V^e République est devenue un État bloqué. Un appareil figé. Avec des mécanismes, grippés, qui entravent son fonctionne-

par R. ER-GÉRARD CHWARTZENBERG

ment, qui le mettent pratiquement hors d'usage. Hors service. En tout cas pour servir l'ensemble de la collectivité nationale. Pourtant, la science politique

« systématique » ou fonctionnaliste le souligne volontiers : la vertu principale d'un système politique, c'est sa « capacité d'innovation », d'évolution. C'est son aptitude à convertir les attentes sociales en décisions politiques. En demeurant flexible et maniable. Pour s'adapter simplement aux développements politiques et sociaux. Pour réagir fidèlement aux influences de son « environnement ».

Or, aujourd'hui, l'appareil du pouvoir paraît incapable d'organiser ou de canaliser le changement véritable. Tant il est devenu rigide. Tant il s'installe dans l'impasse politique et constitutionnelle. Tous freins serrés, la machine de l'État tourne sur elle-même sans enclencher réellement aucun des mécanismes du renouvellement. Ni le changement de gouvernement à l'initiative de l'exécutif. Ni la crise ministérielle ouverte au Parlement. Ni la perspective de l'alternance. Aucun de ces amorces de la démocratie ne paraît véritablement en état de marche.

Parler d'impossible changement de gouvernement peut sembler étrange quinze jours après que M. Barre a remplacé M. Chirac. Certes, vu de l'Élysée ou des clans U.D.R., l'événement est considérable. Mais un changement de premier ministre n'est pas un changement de gouvernement. Pour le reste, la « nouvelle » équipe se compose aux trois quarts de membres de l'ancienne.

(Lire la suite page 12.)

GUY CROUSSY
le Loup-Cervier

roman

« Le Loup-Cervier, cette année, devrait convaincre que Guy Croussy est un de nos meilleurs jeunes romanciers contemporains... Camus et Moravia ne sont pas loin... »

PAUL MORELLE « LE MONDE »

JULLIARD

D'un grand prince poète

Parmi les contradictions qui, selon Mao, tissent l'histoire nécessaire des hommes et des sociétés, les socialistes, compris, l'en distingue une étonnante, glorieuse, qui n'a pas tout à fait échappé à celui qui en est le lieu : savoir celle qui oppose aux directives de Yanan, à tout ce qui s'imprime en Chine désormais sous le nom de poésie — et dont Michelle Loi vient de proposer en version française un volumineux dossier — les poèmes de langue classique élaborés par Mao en personne. Depuis la « grande révolution culturelle » en particulier, ce décalage du passé — un passé de près de quatre millénaires — les quelques poèmes publiés par celui qui fut le maître de la Chine font figure, dans les lettres chinoises arisées, de ces pitons qui émergent d'une zone géographique érodée : les cheminées des fées.

Cheminées des fées, en vérité : quel plus bel et juste éloge leur administrateur, puisque l'écrivain a ce double rôle de mainteneur et de chambouleur : maintenir d'une langue qu'il s'agit de transmettre intelligible à ses fils et arrière-neveux ; chambouler de tout ce qui dans cette langue est verrouillé, de tout ce qui dans quelque société qu'il vive, féodale, capitaliste, socialiste, fasciste, doit être changé, renouvelé ou détruit.

ETIEMBLE.
(Lire la suite page 3.)

refait la

En même temps, Mao Tse-toung s'efforce d'organiser la relève à la direction du parti et de l'Etat. Pour prévenir une évolution semblable à celle qui a permis à Khrouchtchev d'imposer une nouvelle ligne politique trois ans après la mort de Staline, il veut installer ses successeurs de son vivant. Dès janvier 1958, il de-

responsables quotidiennes, il se retirerait. Lui, sur le « deuxième front », celui des questions idéologiques. La décision est prise en fin d'année, alors que la campagne du Bond en avant bat son plein.

fait lano par le comité central d'accompagnement du remplacement de Peng Teh-huai par Lin Piao au ministère de la Défense. Les problèmes, cependant, ne sont qu'à demi résolus. Lin Shao-chi, président de la République depuis 1962, a subi une certaine influence dans le parti, et surtout dans l'Etat. Celui qui alors fait figure de successeur sur scène d'une « nouvelle génération » du « premier front » des responsabilités gouvernementales que Mao a abandonné. Les maux de la Chine sont nombreux. En 1960, l'effondrement de la production agricole et les désordres entraînés dans l'industrie par la guerre civile ont été aggravés par les difficultés économiques créées par les soviétiques ébranlant les certitudes aux échelons centraux et locaux.

la production restait la même, mais elle était livrée à l'Union soviétique qui se montrait de plus en plus hostile. Dans les rangs divisés du P.C., on en vint à mesurer tout question, parfois la méconnaissance du chef du parti. Après tout, disent ses adversaires en 1962, « s'opposer au président Mao, ce n'est que s'opposer à un échec ». Il est difficile de traverser les œuvres de Mao Tian-tseu alors que Liu Shao-chi faisait rééditer sa brochure *Pour être un bon communiste* en l'expurgant de toutes les décisions à l'égard des étudiants. La brochure devient le livre de chevet des cadres.

[illegible]

mière année, qu'il dirige, arrive dans le nord-ouest du pays. C'est pour cela, la fin de la Longue Marche.

1937. - Le Kouomintang et le P.C. s'entendent sur le principe d'une lutte en commun contre les japonais. La guerre sino-japonaise commence en juillet.

1941. - Le Kouomintang reprend ses attaques contre les troupes communistes. Mao organise un mouvement de rectification « dans le parti ».

1945. - Après de multiples discussions entre le P.C., le Kouomintang et les autorités américaines en Chine, Mao se rend en août à Chongking, pour parier avec Tchiang kai chek sur la fin et l'unité du pays. Les négociations aboutissent à un accord le 10 octobre, mais les hostilités reprennent rapidement. Après un bref accord de cessez-le-feu, en janvier 1946, la guerre civile éclate de nouveau en juillet.

1949. - Le Kouomintang, occupé en janvier par l'armée communiste. Celle-ci passe le Yangtsé en mai. Les troupes nationalistes sont en déroute et Mao proclame la fondation de la République populaire le 1^{er} octobre. Il devient président du gouvernement central populaire. En décembre, il se rend à Moscou et y signe un traité d'alliance et d'amitié le 14 février 1950.

1951. - Mao lance une série de campagnes (réforme des milieux intellectuels, lutte contre les éléments corrompus dans l'administration). Il appelle à la vigilance à l'égard des contre-révolutionnaires.

1952. - Mao est élu président de la République et le 15 août 1952.

1955. - Il recommande l'accélération de la collectivisation dans les campagnes.

1956. - Les dirigeants font comprendre dans la presse qu'ils n'approuvent pas entièrement les critiques formulées à l'égard de Staline dans le Congrès soviétique. Les statuts du parti ne font plus référence à la pensée de Mao.

1957. - Le président du parti insiste, dans la 1^{re} séance solution des problèmes, sur le rôle du peuple dans la lutte des classes d'une part, sur le maintien nécessaire des libertés fondamentales pour la majorité de la population d'autre part.

1958. - La dernière session du congrès du P.C., Lin Biao-chi annonce le grand Bond en avant.

Mao Tse-toung a éprouvé, dans sa propre vie, les horreurs de la guerre contre le Kouomintang, les forces japonaises, puis contre les troupes américaines en Corée. Le plupart de ses compagnons des premiers jours au sein du parti sont morts avant l'avènement de la République populaire. Sa première femme fut exécutée par le Kouomintang en 1927. Un de ses frères, Mao Tse-tou, fut tué en 1935, au cours d'une bataille contre les forces gouvernementales. Un autre, Mao Tse-min, fut exécuté par le Kouomintang au Sinkiang en 1943. Enfin, son premier fils, Mao An-yang, mourut en Corée, en 1950, alors qu'il pilotait un avion des forces aériennes chinoises.

ROBERT BEAUVAIS

**nous serons
tous des
Protestants**

**"Je savais déjà pour les suédois,
pour les norvégiens, les juifs,
les franc-maçons, les intellectuels
de gauche et les veuves américaines
mais je ne savais pas qu'enz aussi
ils étaient partout."**

JEAN-FRANÇOIS KAHN

COLLECTION "LES IMPRÉVUS"

PLON

26 décembre 1933. — Mao Tsé-toung suit dans le village de Chang-shan (province du Houan-an).

1937. — Il est marié par sa famille à une jeune fille de quatre ans, ce qui ne peut considérer comme un mariage comme valable.

1939. — Début de ses études à l'école primaire.

1913. — Il est admis à l'école secondaire de Changsha avant de suivre, deux ans plus tard, les cours de l'école normale d'Instituteurs.

1915. — Mao devient secrétaire de l'association des étudiants.

1917. — La revue « Nouvelle Jeunesse » publie son « Étude sur la situation de la Chine », dirigée par le marxiste Li Tsé-chao. Il y rencontre aussi Chen Tsé-hsin et Chang Kuo-tai, futurs dirigeants du P.C. Un groupe pour l'étude du marxisme se constitue à l'université.

1919. — Mao retourne à Changsha et fonde pendant l'été la « Revue du Jeune Chien », qui développe les idées du mouvement du 4 mai 1919.

1921. — Il organise un groupe communiste dans le Houan-an. Des cellules sont créées dans plusieurs grandes villes du pays.

1921. — Mao participe en juillet à la fondation du P.C.C. à Changsha; en septembre, il est nommé secrétaire du parti pour le Houan-an.

1922. — Il dirige avec Li Shao-chi la grève des mineurs d'Anyuan, et devient président de l'association syndicale des mineurs. Il est élu l'année suivante au comité central du P.C.C.

1924. — Les membres du P.C. excent, nombreux, dans le Koumintang et Mao devient membre suppléant du

comité central de cette organisation.

1925. — Il entreprend en mai d'organiser le mouvement paysan du Hunan. Menacé d'arrestation, il se réfugie à Hongkong, où il dirige le bureau des affaires paysannes du Kuomintang.

1927. — Rapturé avec le Kuomintang, il est à Mao participe à la session du comité exécutif de l'organisation. En avril, Tchang Kaï-chek commence à faire massacrer les communistes. Mao dirige le mouvement de Nanchang et la naissance de l'armée rouge. Mao, arrêté en septembre, s'évade. En octobre, il établit une base dans la région de Chingkingshan. En novembre, il est exclu du bureau politique du parti communiste et se réfugie à Hongkong. En 1930, les forces de Chu Teh, de Lin Biao et de Peng Teh-huai se joignent aux siennes peu après. Mao devient le responsable politique de l'ensemble, et Chu Teh, le chef militaire.

1930-1931. — Tchang Kaï-chek lance les premières, deuxième et troisième offensives contre les bases rouges et d'«antantissement» contre les communistes. En novembre 1931, la République des soviets est proclamée à Nanchin. Mao en est nommé président.

1932. — La République déclare la guerre au Japon, avec lequel le Kuomintang conclut peu après un accord de coopération. La campagne d'encerclement se lance, suivie en octobre 1933 de la ciqulquée, qui fut la plus dangereuse pour l'armée rouge.

1934. — L'armée rouge marche vers le Nord comme en octobre.

1935. — Mao devient président du bureau politique du P.C.C. lors de la conférence de Tsunyi. Il le restera jusqu'à sa mort. La pre-

Chine, Mao se rend en août à Chongking, pour y parler avec Chiang Kai-shek, afin d'obtenir le gain et de l'unité du pays. Les négociations aboutissent à un accord le 10 octobre, mais les hostilités reprennent le 14 novembre. Les deux brefs accord de cessez-le-feu, en janvier 1946, la guerre civile éclatera de nouveau en juillet.

1949 — La République est occupée en janvier par l'armée du communisme. Celle-ci pousse le Yangtze en mal. Les troupes nationalistes sont en retraite. Mao proclame la fondation de la République populaire le 1^{er} octobre. Il devient président du gouvernement central populaire. En décembre, il se rend à Moscou et y signe un traité d'amitié et d'amitié le 14 février 1950.

1951. — Mao lance une série de campagnes (réforme des milieux intellectuels, lutte contre les éléments corrompus dans l'administration). Il appelle à la vigilance à l'égard des contre-révolutionnaires.

1952. — Il est élu président de la République populaire.

1955. — Il recommande l'accélération de la collectivisation dans les campagnes.

1956. — Il dirigeait tout comprendre dans la presse qu'il n'approuvait pas entièrement les critiques formulées à l'égard de Staline et du parti communiste. Les statuts du parti ne font plus référence à la pensée de Mao.

1957. — Le président du parti insiste, dans « La juste solution des problèmes », sur le fait que le peuple, sur la persistance de la lutte des classes d'une part, sur le maintien nécessaire des libertés fondamentales pour la majorité de la population d'autre part.

1958. — Il annonce la session du congrès du P.C. Liu Shao-chi annonce le 8 Août Bond en avant.

مكتبة ابن الجوزي

RÉSIDENT
ne qu

tion interne

ir deux fronts

s date

1976 1.520

MAO TSE-TOUNG

a refait la Chine

loulent la terre, engagé de la main-d'œuvre. Certains responsables n'hésitent pas à distribuer les fonds collectifs. Les spéculateurs tirent profit des différences de prix entre les provinces. Dans les usines, l'extension des primes et des stimulants matériels rapprochent le système des salaires chinois de celui des économies capitalistes.

L'administration elle-même semble suivre le mouvement. Certains secteurs importants comme les services de la propagande, ceux

de la culture, la mairie de Pékin, des départements de l'État-major continuent d'affirmer leur fidélité au président, mais tiennent pour lettre morte ses directives. La situation est critique. De 1962 à 1964, c'est-à-dire pendant toute la période précédant la révolution culturelle, Mao Tse-toung multiplie les avertissements, les avertissements de menaces de plus en plus claires. D'année en année, méthodiquement, il va reprendre en main la direction des affaires du pays.

Former « la génération des successeurs »

Le premier succès est obtenu lors de la session du comité central de septembre 1962. Mao fait adopter sa thèse sur la possibilité d'une « restauration du capitalisme ». Il lance le mot d'ordre : « Ne jamais oublier la lutte de classe ». L'année suivante commence le mouvement d'éducation socialiste, destiné surtout aux campagnes. Les paysans pauvres (les paysans sans terre de l'ancien régime) devaient de nouveau s'associer pour défendre la collectivisation contre les éléments politiquement incertains qui détenaient le pouvoir ici et là. Le mouvement allait rencontrer des résistances. L'opposition, au lieu de freiner, préférait l'exagérer pour le saboter. Elle attaque un grand nombre de cadres locaux, démantelant ainsi beaucoup de militants.

Mao Tse-toung, cependant, veille à élargir progressivement la campagne. En 1964, il proclame qu'il faut former « la génération des successeurs », celle qui aura pour tâche de maintenir en Chine l'idéal socialiste et la combativité du parti. L'école de la pensée de Mao Tse-toung, qui, jusqu'alors, était menée surtout dans les casernes, s'étend peu à peu aux milieux intellectuels.

Des débats s'engagent sur la littérature et sur l'Opéra de Pékin. La campagne est placée sous la responsabilité de la femme de Mao Tse-toung, Chiang Ching. Dans l'année, les thèses du chef du parti sur la guerre populaire ne font pas l'unanimité. Les partisans d'une armée de métier bien équipée en armes classiques s'opposent à ceux qui préfèrent un corps nombreux d'unités territoriales assurant l'autodéfense, associées à des troupes dotées d'un armement nucléaire coûteux mais capable d'acquiescer les grandes puissances. Le débat se développe en 1965 sur ce point et connaît une première conclusion l'année suivante avec l'élection du chef d'État-major et la dénomination ouverte des thèses du maréchal Peng Te-huai.

Les tensions sont telles dans le parti et dans l'État qu'une simple discussion n'y peut mettre un terme. Mao Tse-toung, qui, au début de 1965, avait indiqué la voie à suivre, décide d'écarter Lin Biao-chi, préparant la plus grande bataille politique de sa carrière. C'est la révolution culturelle, menée de 1966 à 1968.

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

lution culturelle et la perte d'influence de la faction conservatrice que dirigeait Lin Biao-chi. Des candidatures nouvelles apportent du sang frais au sein du comité central. Mais ce renouvellement s'opère grâce à une sur-représentation des militaires qui président les comités révolutionnaires de province ou d'arrondissement. L'importance reconnue à l'armée s'exprime encore avec éclat au sein même du bureau politique, auquel accèdent les chefs d'État-major, et dans la mesure éminente occupée par le ministre de la Défense, Lin Biao, vice-président du parti, successeur désigné et « meilleur élève du président Mao ».

Le chef du parti peut croire avoir échappé à la rétrograde. Il lui restait pourtant à livrer la bataille la plus risquée et à échapper au piège conçu par son « plus proche compagnon d'armes ». A partir de 1970, par une intervention, s'aperçoit progressivement que le vice-président du parti devient son rival. Les services de propagande cherchent de manière de plus en plus pressante les louanges du vainqueur de la campagne de Mandchourie. Ils accordent à Lin Biao une position presque égale à celle de Mao. Ils publient ses citations, le donnent en exemple et pour tout le peuple, tout le pays et toute l'armée.

Un poète est vacant, celui de président de la République qu'occupait Lin Biao-chi. Lin Biao le convoque et tente de faire nommer à la tête de l'État lors de la session du comité central tenue à Lushan en août-septembre 1971. Par une intervention brutale, Mao fait échouer sa tentative et, mis en éveil, entreprend dans les mois suivants de saper la position occupée par Lin Biao. Il écarte Chen Po-tai, allié du vice-président dans le comité permanent du bureau politique, réorganise la région militaire de Pékin, entame la critique violente des conceptions philosophiques idéalistes qu'il reproche à Chen Po-tai et Lin Biao.

Mao Tse-toung, en tout cas, a fort à faire pour guider cette révolution culturelle qui dure plus longtemps que prévu. Il dirige le mouvement par ses directives renouvelées de mois en mois et par les injonctions qu'il adresse aux dirigeants du parti. Les tensions sont telles dans le parti et dans l'État qu'une simple discussion n'y peut mettre un terme. Mao Tse-toung, qui, au début de 1965, avait indiqué la voie à suivre, décide d'écarter Lin Biao-chi, préparant la plus grande bataille politique de sa carrière. C'est la révolution culturelle, menée de 1966 à 1968.

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

lution culturelle et la perte d'influence de la faction conservatrice que dirigeait Lin Biao-chi. Des candidatures nouvelles apportent du sang frais au sein du comité central. Mais ce renouvellement s'opère grâce à une sur-représentation des militaires qui président les comités révolutionnaires de province ou d'arrondissement. L'importance reconnue à l'armée s'exprime encore avec éclat au sein même du bureau politique, auquel accèdent les chefs d'État-major, et dans la mesure éminente occupée par le ministre de la Défense, Lin Biao, vice-président du parti, successeur désigné et « meilleur élève du président Mao ».

Le chef du parti peut croire avoir échappé à la rétrograde. Il lui restait pourtant à livrer la bataille la plus risquée et à échapper au piège conçu par son « plus proche compagnon d'armes ». A partir de 1970, par une intervention, s'aperçoit progressivement que le vice-président du parti devient son rival. Les services de propagande cherchent de manière de plus en plus pressante les louanges du vainqueur de la campagne de Mandchourie. Ils accordent à Lin Biao une position presque égale à celle de Mao. Ils publient ses citations, le donnent en exemple et pour tout le peuple, tout le pays et toute l'armée.

Un poète est vacant, celui de président de la République qu'occupait Lin Biao-chi. Lin Biao le convoque et tente de faire nommer à la tête de l'État lors de la session du comité central tenue à Lushan en août-septembre 1971. Par une intervention brutale, Mao fait échouer sa tentative et, mis en éveil, entreprend dans les mois suivants de saper la position occupée par Lin Biao. Il écarte Chen Po-tai, allié du vice-président dans le comité permanent du bureau politique, réorganise la région militaire de Pékin, entame la critique violente des conceptions philosophiques idéalistes qu'il reproche à Chen Po-tai et Lin Biao.

Mao Tse-toung, en tout cas, a fort à faire pour guider cette révolution culturelle qui dure plus longtemps que prévu. Il dirige le mouvement par ses directives renouvelées de mois en mois et par les injonctions qu'il adresse aux dirigeants du parti. Les tensions sont telles dans le parti et dans l'État qu'une simple discussion n'y peut mettre un terme. Mao Tse-toung, qui, au début de 1965, avait indiqué la voie à suivre, décide d'écarter Lin Biao-chi, préparant la plus grande bataille politique de sa carrière. C'est la révolution culturelle, menée de 1966 à 1968.

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

lution culturelle et la perte d'influence de la faction conservatrice que dirigeait Lin Biao-chi. Des candidatures nouvelles apportent du sang frais au sein du comité central. Mais ce renouvellement s'opère grâce à une sur-représentation des militaires qui président les comités révolutionnaires de province ou d'arrondissement. L'importance reconnue à l'armée s'exprime encore avec éclat au sein même du bureau politique, auquel accèdent les chefs d'État-major, et dans la mesure éminente occupée par le ministre de la Défense, Lin Biao, vice-président du parti, successeur désigné et « meilleur élève du président Mao ».

Le chef du parti peut croire avoir échappé à la rétrograde. Il lui restait pourtant à livrer la bataille la plus risquée et à échapper au piège conçu par son « plus proche compagnon d'armes ». A partir de 1970, par une intervention, s'aperçoit progressivement que le vice-président du parti devient son rival. Les services de propagande cherchent de manière de plus en plus pressante les louanges du vainqueur de la campagne de Mandchourie. Ils accordent à Lin Biao une position presque égale à celle de Mao. Ils publient ses citations, le donnent en exemple et pour tout le peuple, tout le pays et toute l'armée.

Un poète est vacant, celui de président de la République qu'occupait Lin Biao-chi. Lin Biao le convoque et tente de faire nommer à la tête de l'État lors de la session du comité central tenue à Lushan en août-septembre 1971. Par une intervention brutale, Mao fait échouer sa tentative et, mis en éveil, entreprend dans les mois suivants de saper la position occupée par Lin Biao. Il écarte Chen Po-tai, allié du vice-président dans le comité permanent du bureau politique, réorganise la région militaire de Pékin, entame la critique violente des conceptions philosophiques idéalistes qu'il reproche à Chen Po-tai et Lin Biao.

Mao Tse-toung, en tout cas, a fort à faire pour guider cette révolution culturelle qui dure plus longtemps que prévu. Il dirige le mouvement par ses directives renouvelées de mois en mois et par les injonctions qu'il adresse aux dirigeants du parti. Les tensions sont telles dans le parti et dans l'État qu'une simple discussion n'y peut mettre un terme. Mao Tse-toung, qui, au début de 1965, avait indiqué la voie à suivre, décide d'écarter Lin Biao-chi, préparant la plus grande bataille politique de sa carrière. C'est la révolution culturelle, menée de 1966 à 1968.

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

lution culturelle et la perte d'influence de la faction conservatrice que dirigeait Lin Biao-chi. Des candidatures nouvelles apportent du sang frais au sein du comité central. Mais ce renouvellement s'opère grâce à une sur-représentation des militaires qui président les comités révolutionnaires de province ou d'arrondissement. L'importance reconnue à l'armée s'exprime encore avec éclat au sein même du bureau politique, auquel accèdent les chefs d'État-major, et dans la mesure éminente occupée par le ministre de la Défense, Lin Biao, vice-président du parti, successeur désigné et « meilleur élève du président Mao ».

Le chef du parti peut croire avoir échappé à la rétrograde. Il lui restait pourtant à livrer la bataille la plus risquée et à échapper au piège conçu par son « plus proche compagnon d'armes ». A partir de 1970, par une intervention, s'aperçoit progressivement que le vice-président du parti devient son rival. Les services de propagande cherchent de manière de plus en plus pressante les louanges du vainqueur de la campagne de Mandchourie. Ils accordent à Lin Biao une position presque égale à celle de Mao. Ils publient ses citations, le donnent en exemple et pour tout le peuple, tout le pays et toute l'armée.

Un poète est vacant, celui de président de la République qu'occupait Lin Biao-chi. Lin Biao le convoque et tente de faire nommer à la tête de l'État lors de la session du comité central tenue à Lushan en août-septembre 1971. Par une intervention brutale, Mao fait échouer sa tentative et, mis en éveil, entreprend dans les mois suivants de saper la position occupée par Lin Biao. Il écarte Chen Po-tai, allié du vice-président dans le comité permanent du bureau politique, réorganise la région militaire de Pékin, entame la critique violente des conceptions philosophiques idéalistes qu'il reproche à Chen Po-tai et Lin Biao.

Mao Tse-toung, en tout cas, a fort à faire pour guider cette révolution culturelle qui dure plus longtemps que prévu. Il dirige le mouvement par ses directives renouvelées de mois en mois et par les injonctions qu'il adresse aux dirigeants du parti. Les tensions sont telles dans le parti et dans l'État qu'une simple discussion n'y peut mettre un terme. Mao Tse-toung, qui, au début de 1965, avait indiqué la voie à suivre, décide d'écarter Lin Biao-chi, préparant la plus grande bataille politique de sa carrière. C'est la révolution culturelle, menée de 1966 à 1968.

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

lution culturelle et la perte d'influence de la faction conservatrice que dirigeait Lin Biao-chi. Des candidatures nouvelles apportent du sang frais au sein du comité central. Mais ce renouvellement s'opère grâce à une sur-représentation des militaires qui président les comités révolutionnaires de province ou d'arrondissement. L'importance reconnue à l'armée s'exprime encore avec éclat au sein même du bureau politique, auquel accèdent les chefs d'État-major, et dans la mesure éminente occupée par le ministre de la Défense, Lin Biao, vice-président du parti, successeur désigné et « meilleur élève du président Mao ».

Le chef du parti peut croire avoir échappé à la rétrograde. Il lui restait pourtant à livrer la bataille la plus risquée et à échapper au piège conçu par son « plus proche compagnon d'armes ». A partir de 1970, par une intervention, s'aperçoit progressivement que le vice-président du parti devient son rival. Les services de propagande cherchent de manière de plus en plus pressante les louanges du vainqueur de la campagne de Mandchourie. Ils accordent à Lin Biao une position presque égale à celle de Mao. Ils publient ses citations, le donnent en exemple et pour tout le peuple, tout le pays et toute l'armée.

Un poète est vacant, celui de président de la République qu'occupait Lin Biao-chi. Lin Biao le convoque et tente de faire nommer à la tête de l'État lors de la session du comité central tenue à Lushan en août-septembre 1971. Par une intervention brutale, Mao fait échouer sa tentative et, mis en éveil, entreprend dans les mois suivants de saper la position occupée par Lin Biao. Il écarte Chen Po-tai, allié du vice-président dans le comité permanent du bureau politique, réorganise la région militaire de Pékin, entame la critique violente des conceptions philosophiques idéalistes qu'il reproche à Chen Po-tai et Lin Biao.

Mao Tse-toung, en tout cas, a fort à faire pour guider cette révolution culturelle qui dure plus longtemps que prévu. Il dirige le mouvement par ses directives renouvelées de mois en mois et par les injonctions qu'il adresse aux dirigeants du parti. Les tensions sont telles dans le parti et dans l'État qu'une simple discussion n'y peut mettre un terme. Mao Tse-toung, qui, au début de 1965, avait indiqué la voie à suivre, décide d'écarter Lin Biao-chi, préparant la plus grande bataille politique de sa carrière. C'est la révolution culturelle, menée de 1966 à 1968.

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

Mao s'attaque d'abord au point faible de l'adversaire : les écrivains et intellectuels groupés autour du maître de Pékin. La bataille commence en 1966, avec le journal de Chang-chi critique une pièce qui dépeint indirectement la réhabilitation de Peng Te-huai. Le maître de Pékin, se sentant visé, tente de freiner le débat ; il est alors mis en accusation.

En mai 1966, le comité central désavoue ceux des adversaires de Mao qui se sont découverts. La révolution culturelle commence véritablement. Elle va apporter des changements dans le régime

D'un grand prince poète

(Suite de la première page.)

C'est notre Chénier, sur des pensées nouvelles faisant des vers amers... Dussé-je ici peiner et découvrir ceux de mes amis sinologues, bien meilleurs juges que moi de la poésie en wen yen, en langue écrite, je tiens en effet que les poèmes de Mao sont bien supérieurs à ses pauvres traités de philosophie, et à sa politique culturelle (celle en vérité de sa trop jeune femme). Quelque répugnance que j'éprouve pour les arguments d'autorité ou de prestige, il me semble que si Paul Demiéville a traduit ces textes-là, qui avaient eu l'honneur d'une version et d'un documentaire officiels à Pékin, c'est qu'il les jugeait dignes. Curieux poèmes, comme tous ceux de ce style.

Il me semble que si l'on en voulait restituer toutes les nuances il faudrait quasiment juxtaposer un mot de latin, un de français médiéval, une expression de Villon, une autre de Ronsard, un cliché racinien, un adjectif hugolien, quelques allusions aux Pélides, à l'Ida, aux Neuf Sœurs, etc. C'est pourquoi, sans aucun doute, Mao, lorsqu'il les fit publier en 1967, avoua son hésitation : « Comme ces vers sont écrits en style ancien, je n'ai pas voulu les publier officiellement, de peur d'encourager une tendance ténace et d'exercer sur la jeunesse une action pernicieuse. » De sorte que, en effet, cette année-là, durant mon séjour en Chine, on nous disait et redisait qu'il fallait admirer, non point imiter, les poèmes de Mao. Combien plus pernicieux aujourd'hui, puisque l'un d'eux se réfère à Confucius avec un contre-sens fait exprès, mais avec un élogisme qui classerait aujourd'hui Mao parmi les confucianistes honnêtes, bons à tuer : Le Maître l'a bien dit.

Vous lisez bien : Le Maître l'a bien dit. Le Maître, c'est Confucius, et peu importe en l'espèce qu'on tire ou casse tout ce qui est en question, aujourd'hui à la question : Combien plus pernicieux, puisque tel

autre poème, composé en 1935, durant la Longue Marche, et dédié aux monts Kouen-Louen, célèbre un vieux mythe chinois, celui de la Grande Paix, qu'on obtiendra en divinant la terre chinoise : séparées en trois parts les montagnes fameuses. J'en donnerais une à l'Europe. Une à l'Amérique ; Et j'en garderais une pour la Chine. Monde en paix !

Emouvante contradiction, celle du prince poète, dans le druit il de la tradition chinoise, plus poète assurément que prince, en ce sens que les Cent Fleurs, le Grand Bond en avant, la grande révolution culturelle, illusions de poète, erreurs de politicien, prouvent que le pouvoir charismatique du président Mao s'exerce surtout selon les forçures, les fantasmes, les pulsions du dernier poète en langue classique du sa littérature.

Longue très longue vie

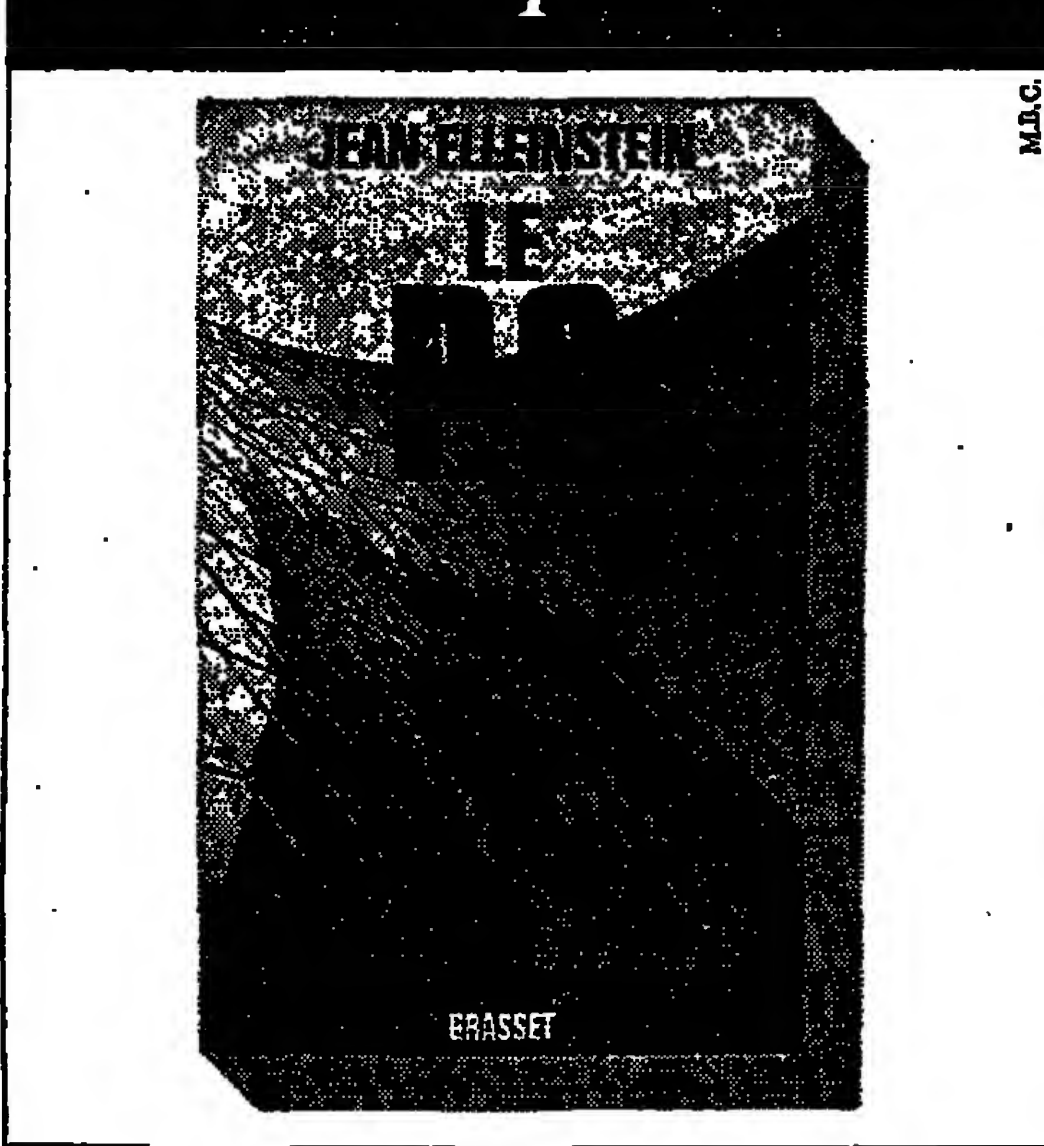
En cet Mao me touche à vil, que le poète en lui dévora l'homme d'Etat, et que, chatouilleux comme tous les poètes, il n'a jamais pardonné à Teng Hsiao-ping les critiques dont dès 1956 celui-ci l'avait harcelé. Qu'on vienne après ça, selon Mao le philosophe, nous serier que l'histoire est nécessaire ! Si Chou avait survécu à Mao, Teng Hsiao-ping aurait succédé à Chou, le pragmatisme, et la Chine aurait sans doute fait l'économie des révolutions de palais (coups d'Etat) que ce soient les seules qui succéderaient au poète qui, pour avoir vécu trop vieux, sera un jour aussi contesté, en sa qualité d'homme d'Etat, que ce soit la plus noire, Khrouchtchev. Mais, au poète Mao, longue, longue, très longue vie dans les lettres chinoises ! Voilà tout le mal que je lui souhaite, à lui, et du même coup à ce pays dont il restera, selon son vœu, le second Tse-tsun Che Houang-li.

ETIEMBLE.

Les écrits

- ŒUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG. Pékin. Ed. en langues étrangères.
- 1. Période de la première guerre civile révolutionnaire (mars 1926-mars 1927). Période de la deuxième guerre civile révolutionnaire (octobre 1928-août 1937) (1965).
- 2. Période de la guerre de résistance contre le Japon (1937-8 mai 1941).
- 3. Période de la guerre de résistance contre le Japon (11 mai 1941-3 août 1945) (1965).
- 4. Période de la troisième guerre civile révolutionnaire (août 1945-septembre 1949) (1962).
- ECRITS MILITAIRES DE MAO TSE-TOUNG. Ed. en langues étrangères (1964).
- ECRITS DIVERS DE MAO TSE-TOUNG. Ed. en langues étrangères de Pékin, par ordre chronologique de rédaction : 1927 : Rapport sur l'enquête menée dans le Houma à propos du mouvement paysan. 1928 : Pourquoi le pouvoir ouvrier peut-il exister en Chine ? (éd. 1960). 1930 : Une étincelle peut mettre le feu à toute la paille (éd. 1961). 1936 : Les problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine (éd. 1960). 1937, juillet : De la pratique ; août : De la contradiction (éd. 1961).
- 1938 : De la guerre prolongée (éd. 1960). 1939 : Les questions de stratégie dans la guerre de partisans antijaponaise (éd. 1960). 1939 : La révolution chinoise et le parti communiste chinois (éd. 1960). 1940 : La démocratie nouvelle (éd. 1955). 1942 : Interventions aux conférences sur la littérature et l'art à Yenan (éd. 1962). 1945 : « Comment Yankong déplaça les montagnes ». 1957 : De la juste solution des contradictions au sein du peuple (éd. 1965). 1965 : Publication en Chine du « Petit Livre rouge » (édité en France en 1966). 1971 : Message : « Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais » (28 mai 1970).
- MAO TSE-TOUNG, textes 1949-1958, édition intégrale de la réforme agraire aux communes populaires. (Éditions du Cerf, 1975).
- MAO TSE-TOUNG et la construction du socialisme. Textes inédits traduits et présentés par Hu Chi-hsi. (Éditions du Seuil, collection « Politique », 1975).
- MAO TSE-TOUNG. Le grand livre rouge. Ecrits, discours et entretiens, 1949-1971. Trad. de l'allemand par Jeanne-Marie Gaillard-Piquet. Textes présentés par Helmut Martin. (Flammarion, Paris, 1975).

vient de paraître



La révolution fourvoyée

★ Directeur d'études à l'Ecole
pratique des hautes études en sciences
sociales.

I.P.E.C. 45 Bd St-Michel 633.81.23 / 033.45.8

150

RÉSIDENT

irvoyée

Vers une démocratisation

ACHÉ M.P. 2600

150

MAO TSE-TOUNG

Une philosophie de la révolution par les masses populaires

par JEAN GOLFIN (*)

Le socialisme de Mao Tse-toung a voulu être une synthèse entre des changements radicaux et un réalisme typiquement chinois. Cette synthèse, c'est la révolution conçue comme un mouvement ininterrompu par lequel l'homme réforme sa vision du monde et crée ainsi une civilisation nouvelle. Car, pour Mao, la formation d'un Etat moderne et puissant serait sans lendemain si elle ne s'accompagne pas de la naissance d'une civilisation qui soutienne cet Etat et le justifie en lui conférant sa finalité. Face à l'ancienne Chine, dominée par le mandarin et l'humble soumission des gouvernés au gouvernant, la « voie nouvelle » se présente comme prolétarienne, militante et critique : ces trois caractères font son originalité.

Mais croire que les structures économiques, la technique et l'ensemble des forces matérielles peuvent engendrer, par leur simple jeu, cette morale nouvelle, c'est, aux yeux de Mao Tse-toung, commettre l'erreur capitale du « révisionnisme ». Lorsqu'il dit, avec Marx, que l'existence sociale détermine la conscience, il entend qu'elle définit la conscience à promouvoir et par d'autres moyens. L'entreprise socialiste consiste précisément à la promouvoir, c'est-à-dire à faire naître un peuple nouveau à partir du peuple donné. Or, si le pouvoir politique s'établit par la force, un peuple nouveau ne se forge pas de cette manière, mais par la vertu de l'éducation.

Le socialisme de Mao, c'est un grand effort d'éducation qui relève essentiellement du peuple lui-même auquel on demande d'agir selon cette morale nouvelle. De même que, dans le passé, le peuple suivait la « voie confucéenne », ainsi, aujourd'hui, il est invité à suivre la « voie nouvelle », à l'incarner dans la vie de tous les jours et, peu à peu, à la faire devenir civilisation. Le socialisme de Mao Tse-toung, c'est avant tout une « école », dans laquelle le peuple est à la fois le maître et l'élève.

Naturellement, l'immense population chinoise a besoin d'être organisée et dirigée dans cette entreprise, et ces tâches relèvent du parti. Mais le parti, s'il définit les intérêts à long terme et les étapes du mouvement, ne décide pas de l'entreprise elle-même. Au contraire, il doit être le premier à s'y soumettre, le premier à réaliser pour lui-même les traits de la société nouvelle ; et cela au nom de sa dignité d'« avant-garde du prolétariat » et de sa fonction, dont l'instrument principal est l'exemple, non le commandement.

Certes, le parti et les membres du parti se distinguent du peuple ordinaire, mais par des exigences et non par des privilèges. S'ils cèdent à la tentation de se reconstruire en « classe dirigeante », de se séparer du peuple, de se situer au-dessus de lui, ils perdent le droit de diriger le pays, comme, dans l'ancien temps, une dynastie pouvait perdre le « mandat du ciel ». Une telle éventualité n'est pas impensable : elle a justifié la révolution culturelle. « Notre ciel à nous », disait Mao Tse-toung, c'est le peuple chinois.

II — L'ESPRIT DE LUTTE
Mao n'a jamais caché que son entreprise se heurtait à des obstacles et à des résistances. Le fait lui apparaît même nécessaire et souhaitable. Dans l'univers, en effet, tout obéit à la loi de la contradiction et de la lutte, unique moteur du mouvement et du progrès. Absolu omniprésent, la lutte qui pénètre tout de part en part exige un esprit militant.

I — LE PRIMAT DU PEUPLE
C'est au peuple, dans sa grande majorité paysanne, que Mao a confié la tâche de bâtir la société nouvelle, socialiste par sa base économique, prolétarienne dans son esprit. Ce socialisme est d'ailleurs très mitigé : les moyens de production, en effet, appartiennent à l'Etat, aux collectivités locales, — provinces, communes populaires, villages — et, dans une certaine mesure, aux familles. Mais ces structures, établies par le pouvoir politique, demeurent fragiles si elles ne sont pas animées par un esprit correspondant, c'est-à-dire des idées et des attitudes concrètes.

Or la longue période de la guerre révolutionnaire a fait éclore, dans un moment qui les exigeait, des « belles qualités de l'âme prolétarienne », qui sont celles des pauvres et des opprimés : oubli de soi, service mutuel, dévouement, ingéniosité, affrontement de toutes les difficultés, mort comprise, existence frugale. Le monde que détermine cet esprit prolétarien est rude, austère, voué au travail avec toute l'endurance, la patience, la ténacité et la compétence que le travail exige ; l'intérêt public y doit avoir la primauté sur toutes les formes de l'intérêt privé ; et tout ce qui se fait doit y être marqué de l'esprit de pauvreté. Pour Mao Tse-toung, le prolétariat n'est pas une « classe économique » : il est un « esprit », et qui doit demeurer tel, même lorsque les conditions matérielles de l'existence approcheront de l'abondance. C'est en ce sens, qu'il faut comprendre ce qu'il n'a jamais cessé de répéter : la Chine ne changera pas de couleur. Elle ne reviendra pas au monde de la possession et à l'esprit de jouissance.

Le véritable facteur de progrès : les périodes d'équilibre et de paix ne pouvant être que transitoires et éphémères. Il s'agit toujours d'échapper à la tentation du confort et de la sécurité, ces nouveaux opiums du peuple que les « ennemis » savent manipuler pour résister au renouvellement. En fin de compte, la révolution telle que l'entend Mao Tse-toung est un état d'esprit : elle n'a rien à voir avec la destruction inconsidérée des biens matériels et encore moins avec la négation de l'héritage du passé, ou de l'apport des autres peuples. Elle ne prétend pas non plus changer l'homme, mais bien changer un « certain homme », celui qui se détermine par l'appât du gain, des honneurs et du profit, pour faire apparaître l'homme qui se détermine par des valeurs contraires.

Tout le problème du socialisme réside dans cet aménagement des rapports sociaux sur de nouvelles bases et dont Mao Tse-toung attend qu'il entraîne la naissance d'une Chine moderne, puissante, économiquement prospère et culturellement avancée. Il est permis de douter du succès de l'entreprise sous tous ses aspects. Mao Tse-toung, lui-même ne s'est pas fait illusion et c'est pourquoi il a tellement insisté sur l'esprit de lutte. Mais il savait aussi que le peuple chinois sera pendant longtemps, et peut-être toujours, un peu-

ple pauvre, même dans un Etat prospère et, à la limite, riche. Or, il était capital de persuader ce peuple qu'il est le plus heureux de la terre dans la société nouvelle. Et pour cette tâche, il savait qu'il pouvait compter sur la fierté, l'ingéniosité, le savoir-faire et la patience des millions de Chinois.

Il l'a dit lui-même et sa réflexion met en lumière le fond même de sa pensée qui unit révolution et nationalisme : les mêmes qualités du peuple qui ont fait la grandeur de la Chine impériale peuvent seules faire la grandeur de la Chine nouvelle. Pour ce qui est de sa vie intérieure, la Chine socialiste n'est pas sortie du cadre global de l'Empire. Et ce n'est pas sans raison que le seul philosophe quotidiennement critique soit Confucius. C'est lui, en effet, qu'il s'agit de remplacer par la « voie » nouvelle. La voie confucéenne prétendait définir la civilisation : la « voie » nouvelle se veut elle aussi exemplaire.

Que le socialisme de Mao Tse-toung ait intégré des éléments marxistes, c'est un fait indiscutable : qu'il soit marxiste reste sujet à examen. Il est chinois en tout cas et il véhicule plus de traditions chinoises qu'il ne l'avoue lui-même.

(*) Auteur de la Philosophie de Mao Tse-toung.

Et à mesure que par la critique le peuple prend conscience de l'effet pernicieux de la vision du monde passée et décadente, il la rejette en la remplaçant par la vision nouvelle et progressiste. De cette manière encore, il réalise toujours plus profondément son unité interne et vivante, il devient le grand peuple révolutionnaire animé d'une « pensée » unique. Car la lutte comme la critique ne sont pas conquises par Mao Tse-toung comme des exercices de rhétorique ; elles se déroulent au sein de l'action quotidienne ; elles sont même, à ses yeux, la nature même de l'action. Et c'est ainsi qu'il a compris la célèbre remarque de Marx : la philosophie ne doit pas se contenter d'expliquer le monde, elle doit le transformer. Et le monde à transformer, c'est d'abord le monde humain, l'esprit d'un chacun. Par là et par là seulement se réalisera la transformation du monde matériel.

Pour Mao Tse-toung, le révisionnisme, c'est précisément le contraire : croire que la transformation du monde matériel entraînera celle de l'homme.

IV — UNE SOCIÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRE
Ainsi engagée dans la lutte et dans la critique, permanente, la société socialiste en gestation se définit comme une société « révolutionnaire ». La révolution, pense Mao Tse-toung, n'est pas un moment particulier de la vie d'un peuple, mais la nature de son entreprise sociale et par conséquent, son caractère permanent.

Cela signifie que, pour lui, le « déséquilibre » est un état normal, permet de mobiliser le peuple en permanence, de l'unifier dans une commune volonté orientée sur une cible. Mao Tse-toung a toujours rapporté la victoire à l'unité comme à sa cause directe et l'unité se réalise, en dépit des divergences épi-

Le Monde de l'éducation

Le numéro de septembre est paru

LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES

Alsacien - Basque - Breton
Corse - Flamand - Occitan

Bannis de l'école par la III^e République, emportés par l'exode rural et les grands bouleversements sociaux de XX^e siècle, les « patois » français étaient en passe de disparaître. Ce reflux est maintenant stoppé. Les mouvements régionalistes ont retrouvé vigueur et audience. Des couches nouvelles refusent l'uniformisation centralisatrice et tentent de retrouver les racines du terroir. L'administration elle-même l'admet désormais : les langues et les cultures régionales font partie d'un patrimoine à préserver.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)
France : 50 F - Étranger : 68 F
5, rue des Italiens - 75422 Paris Cedex 09

GSCX

Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.
Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lenteur.

3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

PORTE BLINDEE

Tél. 336.41.55 535.33.25

pose sous 48 h

OFFRE EXCEPTIONNELLE

1500 F TTC seulement en 3 versements de 500 F (incluant montage et main d'œuvre)

Serrures 5 points Super Sécurité.

Blindage d'acier électro-soudé 16/10 "ANTI-EFFRACTION".

4 goussets "ANTIVOL".

1 certificat de garantie de 2 ans délivré à la pose.

LA CLEF ROUGE.

Siège social : 24, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris.
Cannes (39.15.13) - Marseille (53.40.98) - Nice (88.62.58)

SOLDES

jusqu'à 50%

sur fins de séries 20% sur la collection de TAPIS d'origine IRAN - CHINE CAUCASE

Les Lisses de France
98 bd haussmann Paris 8^e
tél. 522 88 25 / 88 68
VELIZY 2 tél. 946 28 36

LE NOUVEL ECONOMISTE

cette semaine réformes: les Français préfèrent l'argent

CHAQUE VENDREDI

ASIE

LA SANTÉ EN CHINE

NEUF CENTES MILLIONS DE CROISÉS

IV. — Sublimation sexuelle et maîtrise démographique

Les plantes et l'aiguille d'acupuncture sont les deux moyens simples, économiques et sans risques sur lesquels repose la médecine traditionnelle chinoise.

Au-delà du concept psychosomatique qui les sous-tend, l'une et l'autre suggèrent, au départ d'une tradition millénaire et d'une participation populaire massive, des approches scientifiques originales et qui pourraient être fructueuses tant en pharmacologie qu'en neurophysiologie (« le Monde » des 7, 8 et 9 septembre).

En vingt ans, le taux de mortalité a été réduit en Chine de plus de moitié et l'explosion démographique qui menaçait tant de pays en voie de développement semble en voie d'être maîtrisée par une réduction drastique, elle aussi de plus de moitié, du taux des naissances.

La croissance des populations de Pékin et de Changhaï est, nous a précisé la directrice nationale du bureau d'état chargé du planning familial, inférieure à 4 p. 100 (à titre d'exemple, elle est à New-York de 5 p. 100 chez les Blancs et de 17 p. 100 chez les Noirs). La Chine semble être ainsi le premier pays non industrialisé qui ait réussi à contrôler sa démographie, et cela par des moyens relevant essentiellement de l'éducation et de l'action communautaire.

Les difficultés inextricables dans lesquelles se débat l'Inde, en dépit d'efforts techniques et psychologiques allant jusqu'à la coercition, soulignent qu'il en était fait d'emblée, conçue. Le groupe qui la dirige dépend directement du Conseil des affaires d'Etat (ou gouvernement populaire) et comporte des représentants des ministères de l'éducation, de la santé, des finances, du commerce, ainsi que des responsables des organisations de masse.

Des organismes spécialisés sont chargés de diffuser et de mettre en œuvre les moyens et les concepts définis par ce groupe (ou « bureau d'état chargé du planning familial ») : à tous les échelons des structures chinoises, provinces, villes, districts, quartiers, communes populaires, usines, brigades et équipes de production.

Ainsi, dans les usines, c'est le chef d'atelier ou le chef de production qui est responsable de l'entreprise éducative, à laquelle participent un groupe de volontaires, hommes et femmes, ainsi que les médecins et sages-femmes des consultations citadines, ou les « médecins aux pieds nus » des zones rurales. L'effort de formation du « contingent technique » est prioritaire, a été conduit tambour battant depuis quinze ans, et il n'est plus aujourd'hui un seul agent sanitaire, « médecin aux pieds nus », spécialiste quelconque, plus un seul hôpital, dispensaire ou comité révolutionnaire, qui ne soit techniquement préparé à la diffusion des moyens contraceptifs, tous gratuits.

Avortement, stérilet et continence

Le choix de ces moyens est laissé aux utilisateurs. Le stérilet est employé par plus de 50 % des femmes, et les pilules, diaphragmes, préservatifs et autres dispositifs par 10 %. Le pilule et le diaphragme ont la préférence d'une femme sur quatre dans les villes. Le stérilet est massivement utilisé dans les campagnes. Il est utilisé en place de trois ans (villes) à dix ans (zones rurales), et les modèles qui nous ont été montrés par le médecin-chef de l'hôpital gynécologique de Pékin vont des dispositifs de type ancien anneau utérin, toujours en usage.

L'avortement est libre, sur simple demande de l'intéressée. Il est pratiqué selon la méthode de l'aspiration dont les Chinois ont été les promoteurs mondiaux. Le fait que l'hôpital gynécologique de Pékin en pratique trois cents par mois (pour quatre cents accouchements) donne une idée de la fréquence des interruptions de grossesse.

Notre question sur le mode d'analogue utilisé pour ces avortements, ou pour des accouchements éventuellement difficiles, a provoqué l'ahurissement du gynécologue : « Aucune analgésie, a-t-elle dit, l'avortement, même au troisième mois, est sans douleur, même difficile, ne sont pas douloureux ». Ce qui confirme nos remarques précédentes sur l'élevation du seuil de la douleur en Chine populaire.

La stérilisation est libre, sur simple demande, même si le demandeur n'a pas d'enfants, et elle se fait par voie abdominale chez la femme. Elle donne lieu à un congé payé de sept jours chez l'homme, d'un mois chez la femme. Pour l'avortement avant le deuxième mois, le congé est de deux semaines. Une « aide ménagère », homme ou femme, est déléguée

De notre envoyée spéciale
le docteur
ESCOFFIER-LAMBIOTTE

auprès de la femme en congé aux frais de la collectivité. Tous ces moyens sont réservés aux femmes mariées, et une puissante répression sociale pèse sur celles qui les demanderaient ou les emploieraient avant le mariage. Celui-ci doit être tardif, sous peine des mêmes pressions : à la campagne, vingt-trois ans chez les filles, vingt-cinq ans chez les garçons ; à la ville, vingt-cinq ans chez les filles, vingt-huit ans chez les garçons.

Une intense propagande est menée à cette fin, et elle s'inscrit dans la ligne la plus orthodoxe de l'idéologie totalitaire, de sa liturgie et de son catéchisme. Les immenses affiches qui parsèment le pays, les brochures, articles, conférences, films ou théâtre sont à ce titre significatifs.

Pour une transcendance révolutionnaire

Il ne s'agit pas comme à l'ère Maurice de dire « petite famille, famille heureuse », mais de motiver l'élan révolutionnaire. L'attitude la plus répandue, intitulée « Plan de la révolution des naissances pour la révolution », montre autour d'un « médecin aux pieds nus » six groupes d'hommes, de femmes et d'enfants armés de fusils, de pioches, de marteaux, de fusils, de livres ou de perles de bié, sous les six slogans suivants : « Pour appliquer la pensée de Mao ! », « Pour consolider la révolution ! », « Pour nous préparer contre la guerre ou un désastre national et pour le peuple ! », « Pour appuyer la révolution mondiale ! », « Pour élever les successeurs de la révolution ! » et « Pour promouvoir la révolution et la production et nous préparer contre la guerre ! ».

Dans la stricte conception soviétique observée et confirmée de toutes parts, et qui stupéfie, intrigue ou rend soupçonneux tous les Occidentaux, la part de la répression paraît beaucoup moins importante que celle de la sublimation.

Penser, comme l'a fait notre délégation, que l'instinct sexuel est si fondamental que rien ne peut étouffer montre à la fois le degré d'imprégnation freudienne des sociétés pourvues de richesses mais non d'idéal, et une absence complète de culture historique ou religieuse.

Baignés dès la plus tendre enfance (2) d'une idéologie explicative, puissamment conditionnée, et motivée par un combat pour la dignité collective que les luttes périodiques antirévisionnistes ne cessent de stimuler, occupés jour et nuit, à la ville ou au champ, par l'enjeu du combat, les Chinois subliment, dans cette idéologie, leurs pulsions sexuelles, comme l'avaient fait avant eux à une moindre échelle les fervents de l'islam ou de la chrétienté.

Et ce peuple dont on cru, durant cinq mille ans, était l'exception au besoin universel et fondamental de transcendance et de religiosité démontre bien, au contraire, que le mysticisme militant est la force la plus puissante qui puisse animer l'homme, et que l'universalité de cette force implique nécessairement qu'elle soit un caractère inné de la nature humaine.

La situation de la pathologie mentale apporte, elle aussi, une preuve significative de la vérité de cette sublimation. En dépit d'une répression sexuelle intense, les névroses (ou troubles psychologiques essentiellement compensés par l'environnement) seraient, semble-t-il, presque inexistantes. Leur traitement, si besoin est, se voit entrepris par les masses et l'apprentissage idéologique.

La fréquence des psychoses (surtout, schizophrénie, psychose maniaco-dépressive, etc.) est, en revanche, la même qu'en Occident, et leur étude, comme leur traitement, s'inspire des règles les plus nettement organisées de la génétique, de la chimie cérébrale et de la psycho-pharmacologie.

La campagne menée pour l'assuétude des mœurs, pour le mariage tardif et pour la limitation des naissances à deux, espacées de plus de trois ans, appuie, certes, sur une intense propagande et sur une mobilisation positive des masses. Mais certains signes laissent

(1) Il est intéressant de noter que la « moralité » ou « minorité » qui occupent les frontières territoriales de la Chine ne sont pas soumises à la répression de limitation démographique ; mais encore, la natalité y est fortement encouragée, en des lieux éloignés et de zones traditionnelles et confucianistes, l'application d'une politique de « trois enfants par famille » humaine, voire respectueuse.

(2) Les « enfants de la révolution », et tel que nous avons pu l'observer à la cité ouvrière de Tiao-Yang, d'enfants de trois à cinq ans qui « obéissent » au parti se tournent « vers Mao comme le tourteron vers le soleil » et même le « bras de Pékin » qui les mènera vers le soleil, est sur ce plan salutaire.

sent entrevoir aussi l'inquiétante puissance des contraintes individuelles et collectives.

Les « registres de menstruation » tenus pour chaque femme dans des cahiers et des communes ouvrières ou rurales, registres qui permettent, certes (ou bien ordonnent-ils ?), l'avortement précoce, ouvrent sur ce qui nous semble être l'une des plus secrètes et des plus fondamentales libertés personnelles, une effrayante perspective.

Les séparations familiales, en outre, une autre. Elles semblent fréquentes et nombreuses, et les pères ou les mères qui, à cause de leur affectation professionnelle, ne voient leurs enfants et leur conjoint qu'une fois l'an ou plus rarement encore témoignent de l'immensité des sacrifices individuels chez un peuple qui fut toujours et qui reste centré sur le culte familial.

Certaines normes de ce culte s'inscrivent dans la droite ligne de la tradition confucéenne. Et c'est dans le combat mené pour la maîtrise démographique que le choix de Confucius comme cible de la lutte antirévisionniste, choix incompréhensible pour nombre d'Occidentaux, prend toute sa signification.

Ce n'est pas parce qu'une tradition ou une morale révélée est plus que millénaire que son influence sur les comportements est nécessairement moins grande. L'Occident chrétien en sait quelque chose, ou les luttes menées pour la liberté de conscience, d'avortement, de divorce ou même d'émancipation féminine l'ont été avant tout contre la doctrine romaine.

Rompant, effectivement, avec des prescriptions vieilles de deux mille cinq cents ans, et démythifiant, pour ce faire, leur auteur ramené au rang vulgaire des hommes, les Chinois ont fait de la violence de faire admettre que la fille vaut le garçon, que la mère peut donner à ses enfants son propre nom, que le garçon, lui-même, doit venir à son tour, que la fille si la famille n'a pas d'héritier mâle, bref, qu'un couple qui n'a que deux filles ne doit pas se sentir dévalué et souhaiter un troisième enfant.

Démystification, décentralisation, appel à la responsabilité personnelle et collective, et la tout est fait dans la mesure où tout cela, tels sont les principes sur lesquels s'est appuyé le combat démographique de la Chine, et tels sont ceux, précisément, sur lesquels se fonde le système de santé. Un système essentiellement cohérent avec cette idéologie, et dont il est par conséquent difficile de transposer les concepts ou les innovations à la société si profondément différente qui est la nôtre.

Bien d'autres éléments sont à prendre en considération : — La notion selon laquelle la maladie n'affecte pas seulement un individu mais, par sa répercussion, tout le système social, entière, que tous se doivent donc de la combattre, et que la prévention est le devoir de chacun, et le devoir de tous ;

— La richesse et la perpétuelle nouveauté d'expérimentations continues, et qui contrastent si cruellement avec l'immobilisme de nos institutions ; — Le pragmatisme avec lequel l'expérience des hommes, le sens du bien public et le goût des responsabilités trouvent leur place, aux côtés de l'apprentissage intellectuel, dans le choix et la formation des futurs médecins ;

— La détermination, sans cesse, de voir en son malade un objet clinique, alors qu'il doit être compris et traité dans la totalité de sa condition humaine ; — Le principe essentiel voulant que le médecin — qu'il soit chassé ou aux pieds nus — soit au service du peuple, alors qu'en Occident une idéologie périmée accepte encore qu'il vende ses services au patient, et qu'il le vende dans un système concurrentiel où subsiste la course au profit, aux honneurs, ou au prestige personnel.

L'ouverture complète de centres hospitaliers, les plongées hors les murs de leur personnel, et l'orientation des priorités scientifiques non par le talent des élites mais par les véritables besoins de la population ; Tout cela, vu des pays où les systèmes sanitaires sont, avant tout, dominés par l'inhérence, l'individualisme égoïste et le gaspillage, tout cela laisse à réfléchir. Mais l'impressionnant courant de fraternité, de solidarité, d'abnégation et de ferveur qu'inspire à l'évidence le règne de la nécessité, a-t-il jamais pu dans l'histoire, et pourra-t-il cette fois survivre à un mouvement qui conduit inéluctablement du règne du monolithisme et de la conformité sociale à celui du pluralisme et de la liberté ?

Telle est la seule, et la vraie question que posent à l'Occident et du fond de l'Asie neuf cents millions de croisés sanitaires.

FIN

DIPLOMATIE

VERS LA REPRISE DU DIALOGUE NORD-SUD

Les « huit » étudient un projet de compromis sur l'endettement des pays pauvres

Lors du conseil des ministres qui s'est tenu le 8 septembre, M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a évoqué avec optimisme la prochaine reprise des travaux des commissions de la Conférence pour la coopération économique internationale (C.C.E.I.), appelée également « dialogue Nord-Sud ». Il n'a pas dévié les raisons de son optimisme et l'on ne peut être sûr, actuellement, que les quatre commissions de la conférence reprendront leurs travaux le lundi 13 septembre, comme il avait été décidé en juin.

Depuis ce moment, les travaux de la conférence Nord-Sud, au niveau des hautes fonctionnaires comme au sein des quatre commissions spécialisées, ont abouti à une impasse. Les vingt-sept membres de la conférence, réunis à Paris, industriels et dix-neuf nations en voie de développement, se sont séparés le 18 juillet sans être parvenus à s'accorder sur la liste des questions que les quatre commissions devaient tenter de régler en priorité avant de céder la place, en décembre, à la conférence ministérielle finale (le Monde du 29 juillet).

Las de promesses qu'ils estiment sans lendemain et soupçonnant les pays industrialisés de ne chercher qu'à gagner du temps, les « dix-neuf » avaient exigé de ceux-ci qu'ils s'engagent fermement sur deux points essentiels pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international : la maintenance du pouvoir d'achat et le développement ; l'allègement radical de leur endettement.

Sur le second point, il a été impossible de s'entendre. Les pays pauvres, qui s'opposent à ceux-ci qu'ils s'engagent fermement sur deux points essentiels pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international : la maintenance du pouvoir d'achat et le développement ; l'allègement radical de leur endettement.

Les pays industrialisés, menés par les États-Unis, ont répondu qu'il ne saurait être question de moratoire général, mais seulement d'une étude cas par cas. Dans l'impossibilité de s'entendre, les membres de la conférence ont chargé les deux coprésidents de la C.C.E.I., MM. MacEachen, ministre des affaires étrangères du Canada, et Guerrero, ministre des affaires étrangères de l'Argentine, de poursuivre les négociations internationales, de procéder à des consultations afin de sortir de l'impasse.

M. Mac Eachen a mis au

point un projet de compromis que M. Guerrero aurait assorti de quelques réserves et compléments. Aux termes de ce texte, les commissions pourraient évoquer le fond des problèmes qui intéressent en priorité les « dix-neuf », notamment celui de leur endettement, leurs conditions d'engagement, mais la conférence ministérielle finale.

C'est ce compromis que les huit pays industrialisés, membres de la conférence, à savoir les États-Unis, le Canada, la C.E.E., le Japon, l'Australie, la Suède, la Suisse et l'Espagne devaient examiner ce jeudi 9 septembre, au siège de l'O.C.D.E. et éventuellement ratifier dans la soirée. Les dix-neuf pays en voie de développement s'opposaient à leur tour vendredi 10 et samedi 11 septembre, avenue Kléber.

Dans les milieux diplomatiques, on pense généralement que l'accord va se faire sur ce compromis

et que le dialogue Nord-Sud pourra reprendre le 13.

Les « dix-neuf » sont de plus en plus convaincus d'autre part, qu'ils ne peuvent guère attendre de concessions du chef de file des pays industrialisés, les États-Unis, en période d'élections présidentielles. En outre, plusieurs d'entre eux mettent quelque espoir dans l'élection de M. Jimmy Carter, réputé plus favorable à l'économie que M. Ford et à l'économie. En conséquence, l'idée d'une prolongation de la conférence de la coopération économique internationale gagnée du terrain. C'est ainsi qu'à Colombo, le paragraphe de l'un des textes du cinquième « sommet » des pays non alignés rappelant l'engagement de la conférence Nord-Sud de clore ses travaux en fin d'année 1976 — qu'elle ait abouti ou non — a disparu de la version définitive du texte adopté.

JEAN SCHWOEBEL

M. GEOFFROY DE COURCEL QUITTE SES FONCTIONS DE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Geoffroy de Courcel, ambassadeur de France, quittera, sur sa demande, le 15 septembre, le secrétariat général du ministère des affaires étrangères.

M. de Courcel, qui aura soixante-quatre ans le 11 septembre, a travaillé depuis plus de deux ans que, pour des raisons personnelles et pour donner l'exemple en faisant « place aux jeunes » dans une administration où le renouvellement est si urgent, il a quitté le plus haut poste de la hiérarchie diplomatique avant l'âge de la retraite (soixante-cinq ans). Sa décision, maintenant, en proie à un malaise qui s'aggrave, vient de changer de titulaire, n'en pose pas moins un problème au gouvernement. Des projets de réforme du ministère, en proie à un malaise qui s'aggrave, sont en attente depuis de nombreux mois (le Monde des 30, 31 mai et 1^{er} juin). — M. D.

[M. Geoffroy de Courcel occupait le poste de secrétaire général du Quai d'Orsay depuis janvier 1973. Entré dans la carrière diplomatique en 1937, il fut en poste

à Varsovie et à Athènes avant d'être nommé directeur de l'enseignement supérieur en 1958. Une rencontre devait alors orienter le reste de sa carrière : celle du général de Gaulle, qui sous-secrétaire d'Etat à la guerre en mai 1940, le prit comme aide de camp. Le 17 juin 1944, le lieutenant de Courcel accompagna le général de Gaulle dans l'avion qui l'emmenait à Londres, et il sera premier engagé des Forces françaises libres.

En juillet 1943, le général de Gaulle le nomme directeur adjoint de son cabinet, puis, en juillet 1944, commissaire de la République dans les territoires libérés. Après la guerre, M. de Courcel reprit la carrière diplomatique : successivement sous-directeur d'Europe, conseiller à Rome, directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères, puis, en 1954, comme directeur des affaires politiques et économiques au ministère des affaires étrangères, puis, en 1958, comme secrétaire général permanent de la diplomatie nationale.

Revenu au pouvoir, le général de Gaulle le nomme, en septembre 1958, représentant de la France à l'O.T.A.N., puis, en 1959, secrétaire général de la présidence de la République. Enfin, en 1962, il est nommé ambassadeur à Londres, où il restera dix ans, et de Courcel a été élevé en 1965 à la dignité d'ambassadeur de France.]

AMÉRIQUES

Argentine

Les militaires font état d'importants succès dans la lutte contre les mouvements de guérilla

Le gouvernement militaire argentin a promulgué, le 8 septembre, une loi interdisant toute forme de conflit social. Cette loi, applicable dans les cas de situation troublée, prévoit des peines de un à six ans de prison pour les auteurs de fait de grève ou de lock-out.

Onze personnes ont été victimes, dans la seule journée du 7 septembre, de la vague de violence politique qui secoue l'Argentine depuis plus de deux ans. Parmi elles figurent M. Daniel Casta, sous-directeur de la Banque d'Etat, et le directeur de la Santa-Fe, dont l'assassinat a été revendiqué par les Montoneros, péronistes d'extrême gauche. Huit guérilleros et un policier ont d'autre part péri dans des affrontements. Au total, plus de huit cent cinquante personnes sont mortes pour des raisons politiques depuis le début de l'année en Argentine.

Cependant, les militaires, au pouvoir depuis près de six mois, font état d'importants succès dans leur lutte contre la guérilla.

Buenos-Aires (A.F.P.). — Les militaires argentins, qui ont pris le pouvoir le 24 mars dernier, estiment avoir marqué des points décisifs contre les organisations de guérilla, d'extrême gauche. L'Armée révolutionnaire du peuple (E.R.P., marxiste-léniniste) a perdu les trois quarts de ses dirigeants, et les Montoneros, après un échec, ont été contraints de se retirer, à récemment affirmé le commandant en chef de la région militaire, le général Benjamin Menéndez. Selon un responsable de l'état-major des forces armées, « l'E.R.P., en tant qu'organisation subversive susceptible de monter des opérations militaires coordonnées, n'existe plus ». « Il reste certainement des militants dans le pays, mais les forces armées ont perdu leur encofrement, leurs moyens de propagande et la majeure partie de leur armement ».

En ce qui concerne les Montoneros, à ajouté ce même officier, ils ont subi de lourdes pertes parmi leurs éléments les plus radicalisés, qui menaient des actions conjuguées avec l'E.R.P. Il leur reste encore des hommes, mais accablés à la défensive et réduits à des formes de terrorisme individuel qui ne débouchent sur rien ».

En cinq mois, les affrontements entre militaires et policiers et groupes de guérilleros ont fait officiellement trois cent quarante morts parmi des milliers de civils. Ce chiffre est à ajouter celui de cent quatre-vingt-huit inconnus retrouvés criblés de balles, assassinés par des groupes d'extrême droite qui les accusaient de faire partie de la subversion.

Les forces armées ont réussi, d'autre part, à détruire, en grande partie, les fabrications de matériel de propagande et d'armement des deux organisations de guérilla au cours des deux derniers mois. Le 13 juillet dernier, une impasse dans le matériel ultra-moderne a été estimée à près d'un million de dollars et ainsi découverte dans un bunker souterrain à Cordoba, à 8 km au nord-ouest de Buenos-Aires. L'E.R.P. y était notamment ses deux publications, l'hebdomadaire El Combustible et le mensuel Estrella Roja. Les forces de police ont également mis la main sur une autre imprimerie, de moindre importance, appartenant aux Montoneros, et situées dans la banlieue de Buenos-Aires, à San Andrés.

Le 1^{er} septembre, d'autre part, les forces militaires faisaient tomber le principal arsenal militaire des guérilleros. Elles ont découvert neuf milliers de fabrication d'armes d'un dévalant sortir dix mille pistolets-mitrailleurs. Elles ont arrêté sept techniciens chargés de la fabrication d'armes, parmi lesquels plusieurs étrangers. Cette opération faisait suite à la destruction de stocks d'armes et d'ateliers de réparation dans plusieurs villes de province en juillet et août.

Etats-Unis

M. REAGAN FERA CAMPAGNE POUR M. FORD

Washington (A.F.P.). — M. Ronald Reagan, qui depuis son échec à la convention républicaine de Kansas-City, n'avait appuyé que du bout des lèvres le président Ford, s'est finalement engagé, sans équivoque, à faire campagne pour lui. L'ancien gouverneur de Californie a décidé de prononcer une série de discours pour aider M. Ford dans sa bataille contre le candidat démocrate.

Le président, de son côté, a eu le 8 septembre un élément de satisfaction : son collègue pour la vice-présidence, M. Robert Dole, a été disculpé par celui-là même qui l'avait accusé d'avoir touché de la main de M. Ford une contribution de 2000 dollars.

SOLJENTSYNE S'INSTALLERAIT DANS LE VERMONT

Washington (A.F.P.). — Les autorités américaines ont accordé, mercredi 8 septembre, un visa de résident permanent à l'écrivain soviétique en exil Alexandre Soljentsyne, qui se trouve aux États-Unis pour une série de conférences, indique-t-on de source autorisée à Washington. On confirme de même que Soljentsyne a décidé de s'installer aux États-Unis avec sa famille.

Depuis son départ d'U.R.S.S. en février 1973, le prix Nobel de littérature résidait à Zurich avec sa femme et ses enfants. Mais l'écrivain a décidé de quitter la Suisse pour aller vivre, selon certaines informations, des lectures de menaces écrites en russe lui intimant de cesser sa propagande antisoviétique.

Soljentsyne envisage de s'installer dans le Vermont : un de ses amis, le docteur Nicholas Ferrushin, de l'université McGill de Montréal, a confirmé au téléphone, tout en refusant de préciser où se trouvait à présent le prix Nobel.

C'est à lui de le dire s'il le décide, a-t-il indiqué. Il a ses raisons pour garder secret son lieu de retraite. Selon certaines indications non confirmées, l'écrivain soviétique se trouverait à présent à Massena, localité toute proche de la frontière canadienne, dans l'Etat de New-York.

EUROPE

Grande-Bretagne

L'exécutif national travailliste propose la nationalisation de quatre banques et de sept compagnies d'assurances

De notre correspondant

Londres. — La gauche du parti travailliste a lancé, mardi 7 septembre, la bataille des nationalisations des banques et des compagnies d'assurances. L'exécutif national du Labour, où les modérés se trouvent en minorité, a en effet présenté le plan qu'il déposera le mois prochain devant le congrès annuel du parti, à Blackpool. Pour être officiellement inscrit au programme électoral des travaillistes, ce projet devra recueillir l'assentiment des deux tiers des congressistes. Mais le premier ministre, M. James Callaghan, qui prêche sans doute ne pas indisposer les milieux d'affaires dans la conjoncture économique actuelle, a déjà exprimé son opposition à une réforme jugée prématurée.

Le document de l'exécutif national préconise la nationalisation de quatre grandes banques de dépôt : Barclays, Lloyds, Midland et National Westminster — ainsi que d'une banque d'affaires dont le nom n'est pas révélé. Il souhaite également la nationalisation de sept grandes compagnies d'assurances (1) (représentant au total les deux tiers des fonds collectés), qui, comme les banques, seraient placées sous le contrôle de la Banque d'Angleterre.

Les banques nationalisées continueraient toutefois à exercer séparément leurs activités sous leurs noms actuels, pour répondre aux besoins diversifiés de la clientèle. La Banque d'Angleterre, la vieille dame de Threadneedle Street, elle-même nationalisée il y a trente ans, n'échapperait pas aux critiques. Son rôle officier

de représentants auprès du gouvernement des intérêts privés de la City continuera de faire soupçonner dans l'opinion publique d'influences politiques irrégulières», indique notamment le document.

Le rôle réservé à la Banque d'Angleterre serait d'apporter son soutien à la stratégie industrielle du gouvernement en mettant à sa disposition les ressources provenant du secteur bancaire nationalisé et des assurances. L'exécutif national accorde en effet les institutions financières d'investir davantage dans la propriété foncière et l'immobilier que dans l'industrie. En revanche, il se déclare « convaincu que les pouvoirs publics en Grande-Bretagne doivent avoir autant de parts dans les banques et les assurances que leurs homologues en France ».

Ces déclarations ne contribueront certainement pas à raffermir le cours de la livre sterling, déjà fortement ébranlé par les perspectives d'une grève dans la marine marchande et le déficit de la balance des paiements courants. Ce déficit s'est élevé, selon la Trésorerie, à 553 millions de livres sterling pour le deuxième trimestre de 1976, contre 39 millions (chiffre révisé) durant les trois premiers mois de l'année.

(Interim.)

(1) Les auteurs du projet reprochent aux compagnies d'assurances de servir les intérêts de la clientèle de frais administratifs et de commissions. Ils visent la Commercial Union, la Royal, la Prudential, la Guardian Royal Exchange, la General Accident, la Sun Alliance et la London Legal and General.

ALORS QUE LE CONGRÈS DES TRADE-UNIONS ENTÉRINE LE « CONTRAT SOCIAL »

Le Syndicat des gens de mer lance un ordre de grève

De notre correspondant

Londres. — La journée du mercredi 8 septembre restera dans les annales de l'histoire du syndicalisme britannique. Quelques heures avant que le congrès des trade unions n'entérine à main levée, à Brighton, le « contrat social » sur la limitation à 4,5 % des augmentations salariales pendant un an, le conseil exécutif du Syndicat national des gens de mer a lancé à ses trente-huit mille membres un mot d'ordre de grève générale pour samedi. Les marins entendent obtenir immédiatement une augmentation de 6 livres par semaine qu'ils ne devraient toucher, en vertu des règles du contrat social, qu'au mois de janvier.

Leur décision remet en cause directement à la fois l'autorité du gouvernement et celle des instances du TUC. Elle fait peser de sérieux risques sur l'économie britannique en interrompant les importations de produits agricoles, plus nombreuses à cause de la sécheresse, et de matières premières ainsi qu'en donnant au mauvais moment un coup de frein aux industries exportatrices.

La grève a été qualifiée par M. Les Murray de « hautement regrettable ». L'attitude des marins est embarrassante pour le secrétaire général du TUC, qui a pourtant réussi à mener à bien des débats particulièrement difficiles devant le congrès. Quelques deux mille manifestants se sont rassemblés devant le dôme de Brighton, transformé en salle de conférence. Les délégués ont bruyamment le droit au travail. Ils ont injurié copieusement les délégués à leur arrivée. Ces manifestations n'ont pas empêché le TUC de confirmer sa

Interim.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

M. Vorster annonçait prochainement des réformes intérieures

De notre correspondant

La situation demeure tendue au Cap, où quatre manifestants ont été tués mercredi 8 septembre par la police.

M. Botha, ministre sud-africain de la défense, a déclaré d'autre part, dans une interview au journal de Johannesburg « The Citizen », que l'armée sud-africaine avait déjà traversé « certaines frontières » à la poursuite de « terroristes » et qu'elle était prête à nouveau à agir de même.

Enfin, le congrès du parti nationaliste pour l'Etat libre d'Orange s'est ouvert mercredi en présence de M. Vorster, auquel on prête l'intention d'annoncer prochainement des réformes intérieures.

Johannesburg. — « Je vous promets que je m'engageai totalement dans mes prochains entretiens avec M. Ian Smith et M. Henry Kissinger car notre avenir et celui de vos enfants en dépendent », a déclaré, mercredi 8 septembre, à Bloemfontein, le ministre sud-africain, devant le M. John Vorster, premier ministre du parti nationaliste pour l'Etat libre d'Orange.

Après avoir, il s'était excusé de ne pas pouvoir encore dévoiler la teneur de ses discussions avec le président américain, M. Vorster a déclaré, à la veille du week-end, à Zurich, « Rien n'est terminé, et l'Afrique du Sud n'est pas le seul pays concerné ». Il a cependant ajouté : « Il dépendra de ces discussions que l'Afrique du Sud soit épargnée de la menace communiste. Vous pouvez dire ce que vous voulez des Etats-Unis, mais je continuerai à les soutenir car ils ne sont pas communistes ».

Au sujet de la Namibie, M. Vorster a répété qu'il refusait de parler aux représentants de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), et que celui-ci devait décider de son avenir. Il a également souligné qu'il était pas question de céder Walvis Bay au futur Etat namibien. Un projet de loi, a-t-il annoncé, sera déposé au Parlement, qui prévoira le rattachement de cette ville à l'administration de Pretoria.

Walvis Bay, seul port en eau profonde et seul débouché pour le pays, est une enclave sud-africaine dont tous les Namibiens, qu'ils soient de la SWAPO ou qu'ils soient de la conférence constitutionnelle, réclament la restitution au Sud-Ouest africain.

M. Vorster s'est d'autre part restreint sur les projets de réforme intérieure qu'il lui prête. Il a cependant dit qu'il était prêt à renouer avec les Noirs des villes pour parler des salaires, du marché de l'emploi et autres sujets. Mais qu'il refuserait d'accorder le suffrage universel comme le demandent les manifestants.

Le premier ministre, qui réunira à huis clos les parlementaires et les représentants provinciaux du Parti nationaliste vendredi 10 septembre, à Pretoria, pourrait, selon de nombreuses personnalités politiques, annoncer, dans les jours suivants d'importantes mesures. Une date est avancée, celle du lundi 13 septembre, premier jour du congrès du parti nationaliste pour le Transvaal, et dixième anniversaire de l'arrivée de M. Vorster à la tête du gouvernement.

Ces mesures consisteraient en un assouplissement de l'apar-

Ouganda

LE MARÉCHAL IDI AMIN DADA FAIT L'ÉLOGE DE LA MÉDECINE TRADITIONNELLE

Nairobi (Reuter). — Le maréchal Idi Amin Dada a fait l'éloge de la médecine traditionnelle africaine mercredi 8 septembre, à Kampala, à l'ouverture de la vingt-sixième assemblée régionale de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.).

« Que nous le voulions ou non, la majorité des habitants de ce pays en voie de développement sont soignés par les guérisseurs », a ajouté le président à vie de la République ougandaise. « Il est grand temps de revoir le statut de cette majorité silencieuse du personnel de santé, a-t-il dit dans son allocution retransmise par Radio-Ouganda. De son côté, le docteur Telford Mahler, directeur général de l'O.M.S., a évoqué les problèmes de manque de main-d'œuvre qualifiée et de ressources financières qui se posent dans le domaine de la santé en Afrique.

M. FORD ANNONCE UN « EFFORT IMPORTANT » DES ETATS-UNIS POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

M. Kissinger a rendu compte, mercredi 8 septembre, au président Ford de ses entretiens de Zurich avec M. Vorster, premier ministre sud-africain. A l'issue de son tête-à-tête avec le secrétaire d'Etat, M. Ford a déclaré que les Etats-Unis sont prêts à soumettre aux pays intéressés des « idées » sur la façon de régler les problèmes d'Afrique australe. Après avoir indiqué qu'il n'y avait pas de plan américain, M. Ford a estimé que M. Kissinger avait réalisé de « bons progrès » et qu'il était temps pour Washington d'entreprendre un « effort important » pour éviter une escalade de la violence dans le sud de l'Afrique. « Ceci est dans notre intérêt et dans celui de la paix mondiale », a-t-il ajouté. A propos d'une éventuelle « nouvelle africaine » de M. Kissinger, le chef de la Maison Blanche a indiqué qu'il ne prendrait aucune décision avant d'avoir eu connaissance du rapport de M. William Schauffele, secrétaire d'Etat adjoint, actuellement en mission dans plusieurs capitales africaines. M. Schauffele a été reçu, mercredi, à Dar-es-Salaam par le président tanzanien, M. Julius Nyerere. Il était attendu, ce jeudi, à Lusaka, capitale de la Zambie. A son arrivée à Paris pour un séjour privé de quarante-huit heures, avant une visite officielle au Mexique, M. Omar Bongo, président du Gabon, a déclaré, mercredi, que les récents entretiens de M. Kissinger à Zurich étaient « une perte de temps ». « La seule solution pour résoudre les problèmes d'Afrique australe, a-t-il ajouté, est de prendre les armes ». (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

Après le retrait du Gabon

L'OCAM NE COMPTE PLUS QUE NEUF MEMBRES

Le Gabon ayant décidé, le 7 septembre, de se retirer de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM) de Monrovia (9 septembre), le nombre des membres de cette organisation de coopération régionale, créée en février 1965, s'est réduit à neuf. Ce sont : Côte d'Ivoire, Bénin, Haute-Volta, Mauricie, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal et Togo.

Le Gabon demeure au sein des organismes spécialisés de l'OCAM, mais des rumeurs persistantes ont cours ces temps derniers sur un retrait possible de ce pays de la compagnie multinationale Air Afrique.

A deux mois du onzième « sommet » de l'OCAM, prévu à Kigali (Rwanda) en principe en novembre prochain, le retrait du Gabon de l'organisation sera durement ressenti. Ce « sommet » aura à décider notamment de la création du Fonds de solidarité de l'OCAM, qui doit venir en aide aux pays les plus pauvres de l'organisation. Or le Gabon était le pays du groupe qui dispose le plus de ressources financières grâce à son pétrole et à ses autres richesses minières.

Le quotidien l'Union de Libreville commentait la décision gabonaise, notant dans son numéro du 8 septembre : « Le retrait de notre pays, vache latière de toujours, nous enterra d'énormes dépenses inutiles, dont le Gabon en retour ne retire aucun bénéfice... Car l'OCAM, organisme anachronique et sectaire, est le prolongement du vieux jeu en Afrique des anciennes puissances colonisatrices... » (Reuter.)

PROCHE-ORIENT

Liban

La situation militaire se dégrade à nouveau

De notre correspondant

Beyrouth. — Les divers fronts de Beyrouth, le long de la ligne de démarcation, de la zone de la sirène et de Tripoli, sont plus actifs depuis le début de la semaine. Unique point de passage entre les deux secteurs, la place du Musée est quasi fermée depuis que, lundi, des coups de feu ont été tirés contre des véhicules et des membres de la « force de paix arabe ». Celle-ci a accusé la droite chrétienne d'avoir ouvert le feu sur elle. Son commandant menace de retirer ses troupes, ce qui aurait pour conséquence la fermeture de ce point de passage.

Toujours sur cette même place du Musée, l'ancien siège de la sirène, tenu depuis plusieurs mois par les moutabittoun (nassériens indépendants), a été détruit, mercredi, par un commando de la droite chrétienne qui a réussi à s'y infiltrer et à le dynamiter. Les gravats qui jonchent le carrefour et les francs-tireurs rendent le passage encore plus dangereux. Ces travaux, qui ont duré quelques jours, à Beyrouth-Ouest, avant son entrée en fonctions. Les négociations en cours pour ouvrir une voie d'accès au palais présidentiel de Baabda, utilisable à partir des deux secteurs de Beyrouth, sont au point mort. L'objet en était de permettre au nouveau chef de l'Etat de s'installer le 23 septembre au siège de la présidence, malgré l'état de délabrement des lieux, endommagés par les bombardements.

Conséquence directe de la dégradation de la situation dans ce secteur : une réunion, au siège du Parlement, provisoire situé près de la ligne de démarcation, entre le président élu, M. Sarkis, et le numéro 2 du Fath, M. Abou Ayad, a dû être décommandée. Le président Sarkis semble ainsi avoir été empêché par la droite chrétienne de mettre à exécution le projet qui lui était prêt de se rendre pour quelques jours à Beyrouth-Ouest, avant son entrée en fonctions. Les négociations en cours pour ouvrir une voie d'accès au palais présidentiel de Baabda, utilisable à partir des deux secteurs de Beyrouth, sont au point mort. L'objet en était de permettre au nouveau chef de l'Etat de s'installer le 23 septembre au siège de la présidence, malgré l'état de délabrement des lieux, endommagés par les bombardements.

La situation s'est également détériorée dans la région de Baalbek, où des grèves et des manifestations contre la présence militaire syrienne d'un ampleur difficilement vérifiable ont été signalées. Enfin, on parle de plus en plus de l'ouverture d'un nouveau front, à l'extrême sud du pays, à proximité des villages chrétiens de Rmeiche et d'Aïn-Ebel, très proches de la frontière israélienne.

Pourtant, pour des raisons propres à chaque camp, les principaux protagonistes de la guerre civile libanaise ont intérêt à ce que la passation des pouvoirs présidentiels se déroule sans incidents. En conséquence, dans l'entourage du président Sarkis, ne désespère-t-on pas d'obtenir une trêve qui, espère-t-on, durerait jusqu'au « sommet » arabe de fin octobre. A cette occasion, le

nouveau chef de l'Etat libanais lancerait aux Arabes un appel pour qu'ils cessent de créer des divergences et aux « républicains de compte » en territoire libanais.

LUCIEN GEORGES.

LA « PRAVDA » CRITIQUE OUVERTEMENT L'INTERVENTION SYRIENNE

(De notre correspondant.)

Moscou. — Dans un commentaire signé « l'observateur », la Pravda du 8 septembre critique pour la première fois ouvertement l'intervention syrienne au Liban. Sous le titre éloquent : « Trouver l'issue de l'impasse libanaise », le quotidien du P.C.U.S. rappelle ce qui a toujours été la position de Moscou : « Les Libanais eux-mêmes doivent trouver cette issue sans aucune pression de l'extérieur, afin de conserver l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de leur pays ».

En même temps, et pour la première fois, le quotidien soviétique critique les positions extrémistes d'une partie des forces progressistes au Liban : « C'est le cas des tentatives de déclencher d'emballement tout propos de paix, ce que font certains éléments progressistes au sein du mouvement palestinien et du front des forces patriotes ». C'est toutefois vis-à-vis de Damas que la prise de position de la Pravda est plus nette. Elle affirme d'emblée : « Le développement de la coopération de la Syrie avec l'O.L.P. et les organisations patriotes nationales du Liban favorise de nombreux obstacles sur le chemin de la normalisation au Liban. Mais surtout il favoriserait la consolidation du front arabe de lutte contre l'agression israélienne, contre les plans d'expansion de l'impérialisme pour une paix juste ».

Proche-Orient. — L'« observateur » de la Pravda condamne enfin l'intervention syrienne au Liban : « Quelles qu'aient été les considérations de Damas pour faire entrer ses troupes au Liban, sa décision s'est retournée contre le mouvement palestinien, elle a permis à la droite porteur des coups sensibles aux Palestiniens et aux patriotes libanais. On comprend donc pourquoi les organisations progressistes libanaises, l'O.L.P. et de nombreux pays du monde arabe et des autres régions réclament le retrait des troupes syriennes du Liban. — Une façon comme une autre de dire que l'U.R.S.S. est favorable à ce retrait, sans toutefois souligner qu'elle l'ajoute.

Interim.

Une étude des « Nouveaux Cahiers » sur le « giscardisme » et Israël

Des rapports transformés dans la forme, pas dans le fond

Les Nouveaux Cahiers (1), revue trimestrielle sous les auspices de l'Alliance israélite universelle, présente, dans sa dernière livraison, une étude de M. Samy Cohen, intitulée « Le giscardisme et Israël », dont voici des extraits :

(...) Sommes-nous, témoins, deux ans après la dernière élection présidentielle, d'une transformation profonde des rapports entre la France et Israël ? Dans la forme, oui. Dans le fond, non. Sans vouloir minimiser systématiquement la volonté du chef de l'Etat de redonner aux rapports franco-israéliens un climat de confiance et de dialogue, on ne peut manquer de s'interroger sur le sens profond de l'évolution de l'attitude française. L'embargo a été levé, mais quel est le sens de cette décision ? L'attitude des Israéliens. Cela lui est aussi inutile que nuisible. Inutile car, malgré l'embargo, Israël n'a jamais cessé de recevoir les pièces détachées qui lui étaient nécessaires. Nuisible car la levée de l'embargo avantage plus les Arabes qu'Israël.

La levée de l'embargo est avant tout une décision politique. Contrairement à l'Allemagne ou au Japon, la France a besoin d'exporter des armes pour équilibrer son commerce extérieur. La levée de l'embargo, c'est aussi la conclusion logique d'une longue politique pleine d'ambiguïtés et de contradictions. Si l'embargo n'a jamais été strictement appliqué à l'égard d'Israël, il l'a été encore moins vis-à-vis du monde arabe. Le gouvernement français a voulu des armements à l'Irak parce qu'il n'en avait pas fait un « pays du champ de bataille », alors que le pays avait participé — ne serait-ce que d'une façon limitée — à la guerre de six jours. Il a poursuivi ses livraisons de Mirage à la Libye, connaissant les intentions belliqueuses du colonel Kadhafi, quitte à donner des assurances à l'opinion.

Acte de haute rentabilité économique, la levée de l'embargo autorise désormais une politique arabe sans complexe, sans fausses vérités. Plus besoin de chercher des justifications, de faire valoir des arguments moraux, philosophiques ou politiques. Désormais, on vend des armes à tout le monde, donc surtout aux Arabes. On le fait à visage découvert sans honte. Plus question de dénigrer, de s'excuser, de se justifier.

D'autre part, la cessation de l'embargo diplomatique, illustrée par la visite de M. Jean Sauvage, ambassadeur en Israël, première visite officielle d'un ministre français, annonce d'un indice de changement, n'est pas le fruit d'une initiative giscardienne mais

(1) 45, rue La Bruyère, Paris-6.

Je m'abonne à 1500

Up 1.50

La grande ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Son 20^e et dernier tome est paru!

Toute la presse française est enthousiasmée!

"(L'Universalis) stimule l'intérêt, force l'admiration, prête à la discussion."

J. Piatier **Le Monde**

"La plus grande Encyclopédie française depuis Diderot."

J.J. Brochier **magazine littéraire**

"L'entreprise encyclopédique la plus ambitieuse que la France ait connue."

LA VIE FRANÇAISE

"Incontestablement, l'Universalis est une des plus nobles réalisations... de l'édition française."

P. Kyria **COMBAT**

"La devise de l'Encyclopædia Universalis, ce n'est pas tout savoir mais tout comprendre. C'est d'abord un instrument de culture."

J. Brice **LE FIGARO**

"C'est un superbe monument : le seul digne de l'Encyclopédie de Diderot au XVIII^e siècle."

G. Lapouge **France-Soir**

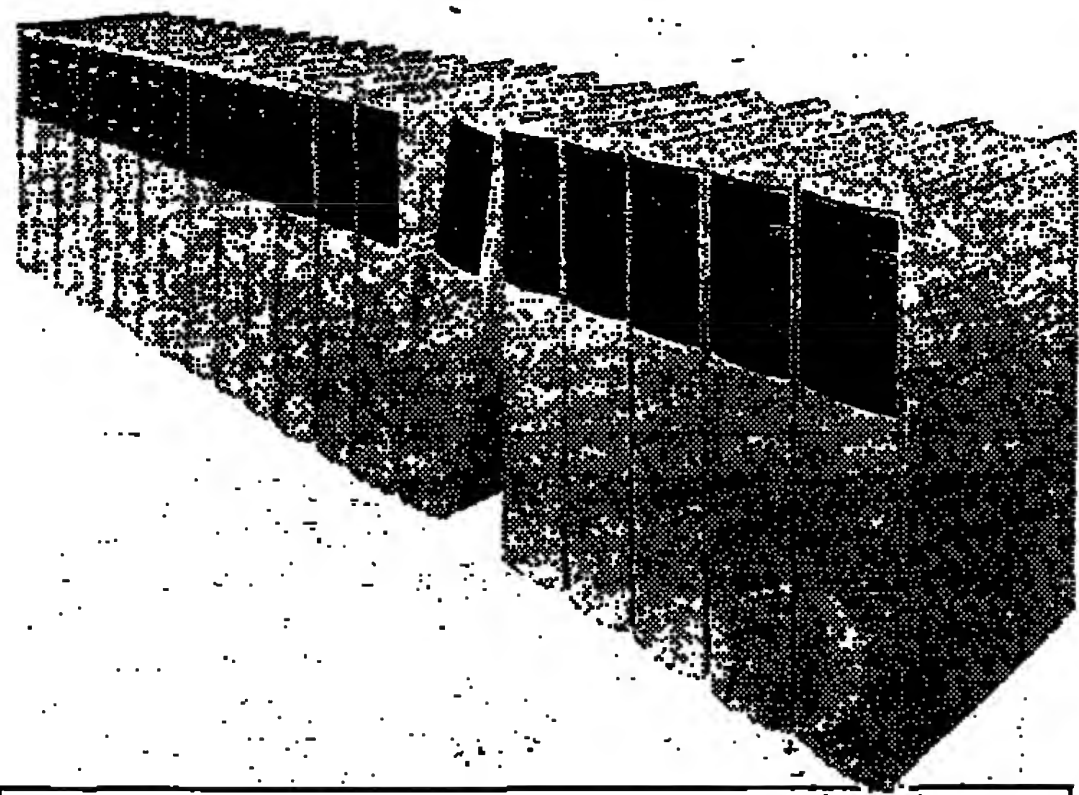
"L'Encyclopædia Universalis a comblé un vide vieux de plus d'un siècle, en mettant à la disposition du spécialiste comme de l'honnête homme moderne un outil de connaissance à la fois efficace et de haut niveau, qui répond aux besoins de notre nouvelle culture."

P. Desgraupes

"Une encyclopédie qui n'assène pas le savoir, mais qui donne envie de réfléchir."

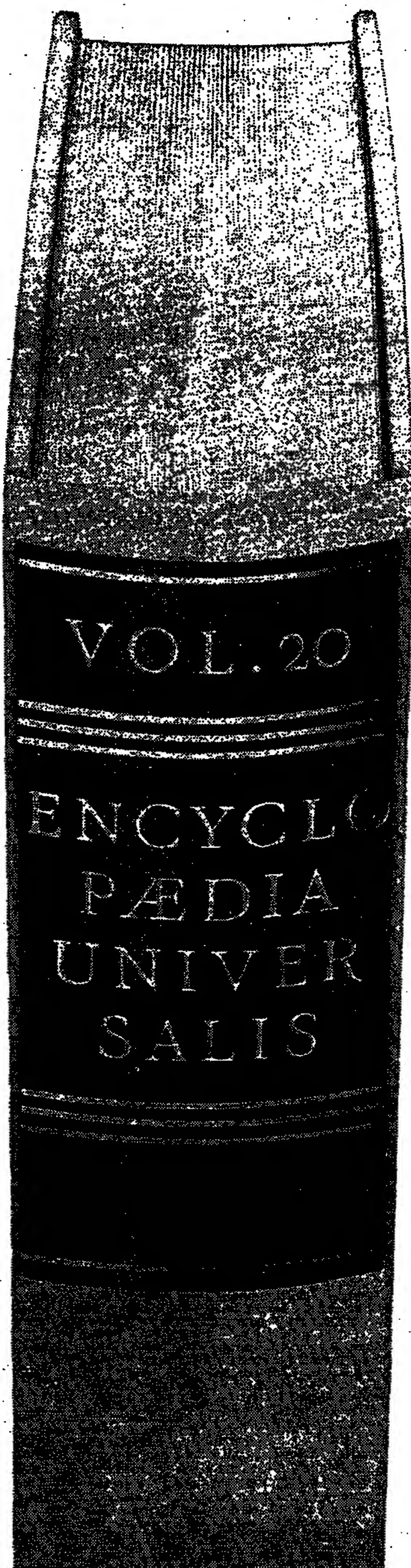
Les Echos

"Le premier volume invite déjà au voyage."



L'UNIVERSALIS... 20 volumes (20 x 30 cm), 60 kg, 25 000 pages... 15 000 dessins, cartes, tableaux, schémas et photographies en noir et en couleur, 30 000 000 de mots, 6 000 articles principaux et 13 500 articles de complément rédigés par 3 000 des plus grands spécialistes de France et du monde entier.

L'UNIVERSALIS... Une élégante et très solide reliure ivoire gravée à l'or. Une mise en page heureuse et d'une extrême clarté. Des textes limpides et précis. Une orientation de pensée ultra-moderne.



Nous vous offrons, chez vous, un examen **GRATUIT** du premier volume

L'Encyclopædia Universalis a reçu dans toute la presse un accueil unanimement favorable : vous avez pu en juger d'après les extraits de presse, représentatifs de toutes les tendances de l'opinion, que nous avons réunis ci-contre.

Mais, c'est vous, au fond, qui serez le meilleur juge. Nous tenons à ce que vous décidiez, en toute connaissance de cause, de souscrire à l'Encyclopædia Universalis : c'est pourquoi nous vous offrons d'examiner gratuitement, chez vous, pendant 10 jours, le premier volume : 1.099 pages - 285 articles - 263 signatures illustres - 1.200 illustrations, photos, schémas, tableaux.

L'art abstrait, l'évolution de l'affiche, l'analyse mathématique ou l'ancien régime, l'alchimie ou les théories d'Adler, l'aérotrain, les transports aériens ou l'industrie aérospatiale : tous ces sujets et bien d'autres sont traités dans ce premier volume.

Ainsi, vous vous arrêterez sur le sujet qui vous attire plus particulièrement et vous partirez à sa découverte. Vous constaterez que chacune de vos questions trouve une réponse et que cette réponse provoque une nouvelle question, tenant constamment votre curiosité en éveil.

C'est alors que vous déciderez en toute connaissance de cause de souscrire ou non à l'ensemble de la collection. Vous aurez la possibilité de recevoir en une seule fois l'ensemble des 20 volumes, tout en bénéficiant des conditions réservées aux amis du Club Français du Livre.

Bon d'examen gratuit du tome 1

de l'Encyclopædia Universalis

à retourner au Club Français du Livre

7, rue Armand Moisant - 75754 Paris - Cedex 15

Veillez m'envoyer pour un examen de dix jours, gratuitement et sans engagement de ma part, le tome 1 de l'Encyclopædia Universalis. Si je n'en suis pas satisfait, je vous le retourne avant 10 jours dans son emballage d'origine et je ne vous devrai absolument rien. Si je désire le conserver, je bénéficierai des conditions de souscription exceptionnelles pour la totalité des 20 volumes de l'Encyclopædia Universalis. Ces conditions me seront indiquées dans le bulletin accompagnant le tome 1.

Nom

Prénom

N° et rue

Code postal [] [] [] [] Ville

Date Signature

Offre valable uniquement pour la France métropolitaine.

5603

A travers le monde

Éthiopie

QUATRE CENTES BOURSES D'ÉTUDES ont été offertes à l'éthiopie par l'Union soviétique pour l'année universitaire 1976-1977. Le ministre de l'éducation éthiopien, M. Valéry Giscard d'Estaing, a annoncé mardi 7 septembre le ministère de l'éducation éthiopien pour l'année universitaire 1976-1977. Le ministre de l'éducation éthiopien, M. Valéry Giscard d'Estaing, a annoncé mardi 7 septembre le ministère de l'éducation éthiopien pour l'année universitaire 1976-1977. Le ministre de l'éducation éthiopien, M. Valéry Giscard d'Estaing, a annoncé mardi 7 septembre le ministère de l'éducation éthiopien pour l'année universitaire 1976-1977.

Inde

TRENTE-TROIS MEMBRES DU PARLEMENT ont été élus en vertu de la loi sur l'état d'urgence, à l'occasion de la session du 9 septembre, l'opposition, qui a diffusé la liste des élus incarcérés. — (Reuters)

Japon

L'AFFAIRE DU MIG-25 SOVIÉTIQUE. — Le ministre japonais des affaires étrangères a confirmé, mercredi 7 septembre, que des experts nippons examinent les caractéristiques techniques du Mig-25 soviétique qui a atterri lundi dans l'archipel. Il dément que des experts américains participent à cette étude, mais n'exclut pas que les renseignements soient transmis à Washington. Une source militaire avait précédemment indiqué, aux États-Unis, que des techniciens américains étudiaient l'appareil. — (A.F.P.)

Libye

LES AUTORITÉS LIBYENNES RETIENNENT EN PRISON depuis six mois à Tripoli un journaliste de nationalité yougoslave auquel elles reprochent d'appartenir à un réseau d'espionnage. Cependant, aucune charge précise n'aurait été retenue contre lui. Le journaliste M. Branislav Petrovitch, dont le nom de plume est Barney Petrovitch, est un ancien collaborateur de l'agence libyenne de presse et, occasionnellement, des agences Reuters et France-Presse. Selon un porte-parole de l'ambassade de Yougoslavie à Tripoli, le gouvernement libyen a fait plusieurs démarches auprès des autorités libyennes à son sujet, mais sans obtenir de réponse. — (A.F.P.)

Micronésie

UNE NOUVELLE CAPITALE POUR LA MICRONÉSIE. — Le Congrès de l'archipel, sous mandat américain, a officiellement décidé que Pohnpei deviendrait la capitale de la région. L'administration centrale était jusqu'à présent située à Salapou, chef-lieu du district des Mariannes, qui est devenu territoire américain.

Philippines

NEUF CENT VINGT-NEUF PERSONNES DÉTENUES EN VERTU DE LA LOI MARTIALE ont été relâchées entre le 1^{er} juillet et le 6 septembre par les forces armées, indique une source officielle. On estime qu'un total de quatre mille cent soixante-douze personnes se trouvent encore dans des centres de détention en vertu de la loi martiale. — (A.F.P.)

Sahara occidental

M. MOHAMED SALEM OULI SADEK, secrétaire général de l'information du gouvernement sahraoui, a indiqué, mardi 7 septembre, à Alger, que le congrès du Front Polisario, qui s'est tenu du 26 au 30 août, a désigné un « conseil exécutif », ou « conseil de commandement de la révolution », selon la nouvelle dénomination, et d'autre part, un bureau politique du Polisario. Le comité exécutif, qui comprend neuf membres, est l'organe suprême, et détient le « pouvoir de décision politique et militaire ». — (A.F.P.)

Tunisie

COMMENTAIRE LES PROTESTATIONS HOLLANDAISES à la suite de la décision des autorités tunisiennes d'interdire au DC-9 de la ELA détourné dans la nuit du 4 au 5 septembre par un commando palestinien la piste de l'aéroport de Tunis-Carthage, l'agence Tunis-Afrique-Presse estime qu'il s'agit là d'une « mauvaise humeur qui n'a pas sa raison d'être ». « La Tunisie, fondamentalement opposée à la piraterie aérienne, entend faire en sorte que tout le monde sache que ses aéroports sont inaccessibles à ce genre d'opération », affirme-t-elle. Elle précise que le commandant du DC-9 a appris la fermeture de l'aéroport à 22 h. 20 et qu'il ne s'est posé qu'à 22 h. 12, ce qui démontre, selon elle, que l'avion aurait eu assez de temps et de carburant pour se diriger vers un autre aéroport. — (Corresp.)

POLITIQUE

Un premier ministre à part entière

Expliquant, le 25 août au soir, à la télévision les raisons pour lesquelles il venait de faire appel à un nouveau chef de gouvernement, M. Valéry Giscard d'Estaing avait notamment indiqué : « Il me semble être l'homme public le plus apte à résoudre le problème le plus important pour la France, à l'heure actuelle qui est celui de la lutte contre l'inflation », mais il avait précisé quelques jours plus tard : « M. Barre exercera la plénitude des fonctions de premier ministre et il l'a dit tout à l'heure sur le parvis de l'Élysée avec mon plein accord. »

Le nombre et la diversité des rendez-vous inscrits sur l'agenda du chef de gouvernement pour les semaines qui viennent portent en effet, témoignage de sa volonté d'être un premier ministre à part entière pour lequel la mise au point du plan de lutte contre l'inflation constitue une tâche prioritaire mais non exclusive.

M. Barre, qui reçoit à déjeuner, ce jeudi, en présence de M. René Haby, les vingt-sept recteurs d'université, présidera, le mardi 15, la séance d'ouverture de la vingt-neuvième session de l'Institut des hautes études de la défense nationale. Le 21, à la veille du conseil des ministres qui adoptera le plan anti-inflation, il présidera, à Paris, la séance d'ouverture de la réunion des ministres des finances de la zone franc.

Ultérieurement, le premier ministre prendra le pouls des deux principales formations de la majorité présidentielle en participant, le 24 septembre à Deauville, à la journée nationale des républicains indépendants, puis, le 1^{er} octobre à Rocamadour, à la dernière des trois journées

parlementaires de l'U.D.R. Ce dernier contact sera particulièrement utile et instructif, car si la « grogne » de la formation gaulliste est moins visible que celle des membres du Centre des démocrates sociaux, les amis de M. Giscard d'Estaing sur l'avenir du régime et sur les desseins présidentiels avec autant de perplexité que ceux de M. Lecanuet. Les uns et les autres semblent craindre d'être voués à se fonder au sein de quelque vaste « rassemblement giscardien » et manifestent sans plus tarder le souci de préserver leur liberté de mouvement. Le C.D.S. veut être assuré que « l'autonomie et la personnalité de chaque formation seront pleinement respectées », et M. Pierre Charpy précise, ce jeudi, dans la Lettre de la nation, à propos du plan anti-inflation : « Quand l'U.D.R. le connaîtra, elle dira : oui » ou « non » et elle est assez grande pour ne demander à personne comment elle doit répondre. »

Nul n'a oublié le clair avertissement que le président de la République avait lancé le 25 août : « J'ai observé que le mouvement des partis politiques commençait à exercer une influence excessive sur l'action gouvernementale. »

On est porté à en conclure que M. Barre ne sollicitera pas un vote de l'Assemblée nationale après le débat auquel donnera lieu, le 5 octobre selon toute vraisemblance, sa déclaration de politique générale. Le 6 juin 1974 M. Chirac avait soumis son programme à l'approbation des députés, mais il s'était échappé à personne que depuis lors la situation politique et l'équilibre des forces ont profondément évolué.

RAYMOND BARRILLON.

LES ACTIVITÉS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE...

M. Giscard d'Estaing devait présider, jeudi 9 septembre, un déjeuner réunissant le ministre des affaires étrangères, M. Louis de Guiringaud, et le ministre de la coopération, M. Robert Galley, pour évoquer la politique africaine de la France. Il avait auparavant reçu Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, puis M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement des hautes études de la défense nationale, nouvel élu à l'Académie française, devant lui être présenté et il devait ensuite s'entretenir successivement avec MM. Duranfort, ministre délégué à l'économie et des finances, et Raymond Barre.

... ET CELLES DE M. BARRE

M. Raymond Barre a reçu, jeudi 9 septembre, à déjeuner, à l'hôtel Matignon, en présence de M. René Haby, ministre de l'éducation, les vingt-sept recteurs d'université. Mme Alice Saunier-Setit, secrétaire d'État aux universités, en voyage, n'y participait pas. M. Barre présidera, le mardi 14 septembre, la séance inaugurale de la vingt-neuvième session de l'Institut des hautes études de la défense nationale à l'École militaire, et, avant la fin du mois, il se rendra à Taverny pour visiter le F.C. souterrain des forces aériennes stratégiques. A cette occasion, il déjeunera avec les responsables de la défense nationale.

Le 21 septembre, M. Barre présidera la séance d'ouverture de la réunion à Paris des ministres des finances de la zone franc. Vendredi 24 septembre, le premier ministre assistera à Deauville à la Journée nationale des républicains indépendants, et il prendra la parole le 1^{er} octobre à Rocamadour pour la dernière séance des journées parlementaires de l'U.D.R.

M. Jacques Chaban-Delmas s'est refusé, au micro de R.T.T., mercredi 8 septembre, à commenter les propos prêtés à M. Giscard d'Estaing selon lesquels des responsables pourraient lui être confiés au sein de la majorité.

Le maître de Bordeaux a déclaré : « J'ai pris connaissance des propositions du président de la République. Il ne m'appartient pas de les commenter. En ce qui me concerne, je demeure attaché à la politique que j'ai commencée à engager pendant trois ans à l'hôtel Matignon, politique que l'on connaît et qui me paraît plus que jamais indispensable pour la France. »

M. Chaban-Delmas a rendu hommage au premier ministre, M. Raymond Barre, « homme de haute espérance », ajoutant : « J'attends avec le plus vif intérêt son plan de lutte contre ce véritable cancer qu'est l'inflation. »

M. Charles Bignon, député U.D.R., a indiqué, mercredi 8 septembre, à Avranches (Manche), au cours des journées d'études des membres du groupe parlementaire européen, que ce dernier va être saisi d'une motion de mandat d'urgence au sujet de la réunion d'anciens S.S. en Bavière, les 17 et 18 septembre. Le Monde du 9 septembre

L'ÉTAT BLOQUÉ

(Suite de la première page.)

Pourtant, le 25 août, au soir de la démission du ministère Chirac, M. Giscard d'Estaing accordait à la télévision une interview remarquable. Pour constater que le gouvernement démissionnaire donnait « le sentiment et parfois l'image de la division ». Pour signifier que ce gouvernement conçoit une politique qui n'était « pas clairement décrite et pas clairement perçue par l'opinion française ». Deux jours plus tard, cependant, le chef de l'État, reconnu au gouvernement vingt-huit membres de l'équipe sortante. Bref, rien ou presque ne sanctionne le manque de cohésion et d'unité, l'absence d'esprit d'équipe et l'incapacité à communiquer, confessés par le président lui-même.

Les ministères passent, les ministres restent. Comment en serait-il autrement ? On trouverait-ils assez de nouveaux ministres pour relever de nombreux partisans ? Comme ressources de remplacement, la majorité n'a plus que le musée du gaullisme ou le vivier de l'administration. Pour le reste, elle n'a plus aucune troupe de réserve à mobiliser, aucune force supplétive qui donne, avec complaisance, l'illusion du changement. Comme le C.D.P. en 1969 ou le Mouvement réformateur en 1974.

Ce qu'elle trouve désormais face à elle, ce sont trois partis unis sur un programme commun de gouvernement. C'est la gauche véritable et non la gauche verbale. Celle qui n'est pas la béquille ou l'allié de la droite, mais son contraire.

Autre amortisseur de la démocratie, la censure du gouvernement par l'Assemblée nationale a cessé de fonctionner depuis 1962. A beaucoup d'égards, il faut s'en réjouir. Sans pour la stabilité de l'action gouvernementale. N'aguère, la Chambre renversait souvent les ministères pour des motifs futiles.

LE FRONT PROGRESSISTE ESPÈRE EN L'ALLIANCE ENTRE LA GAUCHE ET UN GAULLISME « FIDÈLE A SON IDÉAL »

Le Front progressiste (gaullistes d'opposition) a publié mercredi 8 septembre une déclaration dans laquelle on lit notamment : « Nous ne faisons pas confiance fondamment au président de la République, à sa capacité de défendre l'indépendance nationale, à sa volonté de lutter pour que se poursuive la mission universelle de la France. Nous n'éprouons aucune confiance dans ses aptitudes à résoudre les problèmes sociaux dans notre pays. (...) Nous ne pouvons que nous réjouir de l'existence d'un programme commun de la gauche, même si ce n'est pas le nôtre, car il signifie la cohésion de l'opposition et, par conséquent, sa capacité à contribuer à l'échec de la majorité conservatrice. »

Le Front progressiste estime que, « face à la situation actuelle, le seul espoir est de passer à nouveau l'alliance issue de la résistance entre un gaullisme populaire idéal à son idéal (...) et une gauche retrouvant, par une bonne part, comme aux heures graves de notre histoire, le sens profond de la nation ». Il indique qu'il contribuera à l'organisation, dans les meilleurs délais, d'une « convention nationale du gaullisme d'opposition ».

EN BREF...

M. Jacques Chaban-Delmas s'est refusé, au micro de R.T.T., mercredi 8 septembre, à commenter les propos prêtés à M. Giscard d'Estaing selon lesquels des responsables pourraient lui être confiés au sein de la majorité. Le maître de Bordeaux a déclaré : « J'ai pris connaissance des propositions du président de la République. Il ne m'appartient pas de les commenter. En ce qui me concerne, je demeure attaché à la politique que j'ai commencée à engager pendant trois ans à l'hôtel Matignon, politique que l'on connaît et qui me paraît plus que jamais indispensable pour la France. »

M. Jean Dureux, député R.I. du Nord, a indiqué, mercredi 8 septembre, à Avranches (Manche), au cours des journées d'études des membres du groupe parlementaire européen, que ce dernier va être saisi d'une motion de mandat d'urgence au sujet de la réunion d'anciens S.S. en Bavière, les 17 et 18 septembre. Le Monde du 9 septembre

l'Occident, désigne la France comme « le pays où la répartition des revenus est la plus inégale » (1).

En vérité, cet accaparement de l'appareil d'État serait impossible si la classe dominante ne trouvait des alliés — au moins objectifs — dans la haute administration. Un sociologue américain, Ezra N. Suleiman, le souligne : « Il n'est désormais plus possible de considérer l'administration française comme une institution neutre, apolitique (2) ». Aujourd'hui, beaucoup de hauts fonctionnaires n'apparaissent plus guère comme les serviteurs impartiaux d'une instance extra-politique. Dans sa logique majoritaire, la V^e République les a politisés.

Au demeurant, la haute administration, issue de l'ENA, subit peut-être l'influence du recrutement de classe de cette école, qui accueille si peu d'enfants d'ouvriers et de paysans, réservant surtout son accès aux « héritiers » de la grande ou moyenne bourgeoisie. Dès lors, dans la perspective ouverte par Ralph Miliband (3), on peut le constater : même si cette élite d'État est distincte de l'élite économique — d'ailleurs pas toujours pour longtemps, avec le « pantouflage », — elle se trouve étroitement liée à la classe dominante par l'origine sociale, le milieu, les rapports interpersonnels et l'idéologie.

Aussi, impulsive à incorporer d'autres partis politiques représentant d'autres forces sociales, la majorité, à court de ressources, tente de donner l'apparence du renouvellement en prenant son nouveau personnel politique dans l'administration, élargie à l'Université. Et les gouvernements nommés par M. Giscard d'Estaing comportent une part croissante de non-parlementaires, qui proviennent quasiment tous de la fonction publique ou du secteur public. Ces non-élus étalent près d'un quart dans le ministère formé par M. Chirac en mai-juin 1974 et près d'un tiers avec le « réaménagement technique » de janvier 1976 (4). Aujourd'hui, avec six ministres sur dix-huit comme avec six secrétaires d'État sur dix-huit, ils représentent le tiers du cabinet constitué par M. Barre, lui-même étranger au Parlement.

A ce rythme, le gouvernement peut devenir le monopole d'une caste, d'une élite restreinte, vivant en circuit fermé. Passant directement d'un grand concours ou d'une grande école à la haute administration, puis de l'ombre des cabinets au paradis artificiel des palais nationaux. Sans guère sortir de ce tunnel. Sans donc beaucoup de capacité à percevoir les attentes du public et à communiquer avec lui.

La politique va-t-elle devenir cette solécité fermée, ce « système clos », gardé par une caste de grands commis ? La V^e République va-t-elle rester cet État bloqué, dont la classe dominante entraîne les mécanismes de changement ? A la longue, l'élite du pouvoir « considère l'État comme sa propriété. Au nom d'une compétence » démentie par les faits et d'un « intérêt général » qu'elle interprète à sa manière et à son bénéfice. Avec la meilleure conscience du monde, elle confisque et monopolise l'appareil du pouvoir. S'accrochant à l'État comme gardien de ses privilèges.

R.-G. SCHWARTZENBERG.

(1) O.C.D.E. La Répartition des revenus dans les pays de l'O.C.D.E., août 1976.
(2) Les Hauts Fonctionnaires et la politique, Seuil, 1976.
(3) L'État dans la société capitaliste, 1973.
(4) Jean-Dominique et Pascale Aubert, Les Ministres de la V^e République, P.U.F., 1976, collection « Travaux et recherches de l'université de droit de Paris ».

DACTYLOGRAPHIE
Cours individuels
Méthode audio-visuelle
accélérée (15 h)
école
pallas
ÉCOLE PRIVÉE DE
FORMATION PROFESSIONNELLE
105, rue St-Louis
75 Paris 8^e - 874.79.84
de 8 h 30 à 20 h
Autres disciplines enseignées
STENOGRAPHIE
ORTHOGRAPHE

1939-1976
PAUL SILVANI
CORSE DES ANNEES ARDENTES
Un bon livre qui aide à comprendre, Bernard Gorge (Jours de France)
Une chronique et une réflexion que tous doivent lire.
Ce livre avec beaucoup de « Corse » mais aussi des résistants, celle des gaullistes, puis des incriminés et des révoltes.
Chaque page est une page d'histoire.
1^{er} VOLUME 152 p., 290 pages, illustré, 400
EDITIONS ALBATROS
11, rue de la Harpe, 75004 Paris 4^e

سكنا في الحلال

Les centristes réclament un impôt sur les grandes fortunes

LE COMMUNIQUÉ

Une stratégie à repenser

Au cours des débats, M. Jean Lecanuet a présenté son interprétation du départ de M. Chirac et fait état du désaccord d'ordre stratégique entre le chef de l'Etat et son ancien premier ministre. A propos du projet d'accord électoral entre son parti et les républicains indépendants, il a souligné qu'il demeurerait persuadé de la difficulté, pour les centristes,

Au cours des débats, M. Jean Lecanuet a présenté son interprétation du départ de M. Chirac et fait état du désaccord d'ordre stratégique entre le chef de l'Etat et son ancien premier ministre. A propos du projet d'accord électoral entre son parti et les républicains indépendants, il a souligné qu'il demeurait persuadé de la difficulté pour les centristes.

Un membre du bureau politique s'est aussi interrogé sur l'éventuelle volonté du chef de l'Etat de fonder peu à peu tous les partis de sa majorité dans un vaste rassemblement de type gaulliste. M. Jacques Barrot a fait valoir qu'il serait dangereux pour le pouvoir en place de paraître vouloir se passer des partis politiques.

Enfin, l'exclusion de M. André Fosset du gouvernement a été jugée sévèrement par tous les participants. M. André Diligent s'est estimé à ce sujet que le régime donne de lui-même, en de telles circonstances, une image « dégradante ».

● La fédération des socialistes démocrates, dont le secrétaire général est M. Eric Hintermann, organise trois journées nationales l'étude du 24 au 28 septembre à Lyon, afin de « définir des orientations en matière, notamment, d'urbanisme, d'environnement et d'aide sociale, en vue des prochaines élections municipales ».

De son côté, le secrétariat politique du mouvement Tribuna a rappelé « le droit inaliénable des peuples à l'autodétermination ». Selon lui, « la seule issue à la crise politique du pays se trouve dans la fin du vide institutionnel, la promulgation d'une constitution démocratique qui recueille les

LÉO PALACIO.

● **Le bureau du Centre national des indépendants et paysans**, réuni le 8 septembre sous la présidence de M. Bertrand Moitte, s'est félicité de l'entrée au gouvernement de l'un de ses membres, M. Maurice Ligot, nouveau secrétaire d'Etat à la fonction publique. Le CNIP note avec satisfaction que M. Barre « assigne à son gouvernement, en mission prioritaire, la lutte contre l'inflation, source directe des graves problèmes monétaires et sociaux que connaît le pays ».

Un important mouvement préfectoral

Avant et après les discussions budgétaires, le gouvernement demandera à la conférence des présidents l'usage de la procédure de l'urgence pour la mise en œuvre de divers projets de loi, en particulier des projets qui correspondront à la mise en œuvre du programme de réforme gouvernementale. C'est ainsi que la discussion des projets de loi relatifs à la réforme de l'enseignement de l'adoption, de l'indemnisation des victimes de dommages corporels résultant d'une infraction, dont l'examen avait été entrepris au cours de la dernière session, sera reprise. Le gouvernement compte demander également l'inscription des projets de loi relatifs à la réforme de la presse, de réforme du financement de la construction, du réforme de l'architecture, ainsi que des quatre pro-

CANNES → NEW YORK
prochain départ
le 20 octobre 1975
S/S
LEONARDO DA VINCI
Renseignements-réervations
votre Agent de Voyages ou :
Italian Line
3, bd des Capucines
Paris 2^e, tél. : 073.40.85

[illegible]

GARD : M. Laurent CLEMENT

M. Laurent Clement, directeur du cabinet du préfet de police, est nommé préfet du Gard, en remplacement de M. Delainay, nommé préfet de Basse-Normandie.

[M. Laurent Clement est né en 1921 à Breha (Manche). Il a débuté comme chargé de mission au tribunal militaire international de Nuremberg (1945-1947), avant d'être nommé chef de cabinet du préfet de la Manche, en juillet 1947. En 1953, M. Clement devient chargé de mission au cabinet de M. André

Né le 23 mai 1924 à Paris, M. Francis Boon, docteur en droit, ancien élève de l'École nationale d'administration, est sous-préfet en 1949, puis, en 1950, il quitte ses fonctions d'administrateur civil au ministère de l'intérieur pour occuper celles de directeur général du service d'économie sociale à l'aménagement et d'équipement du grand ensemble Massy-Antony. En janvier 1967, il est réintégré dans le corps des sous-préfets et nommé en mars 1968, directeur général du Club des Jeunes de 1970, il est chargé des fonctions de sous-préfet d'Argenteuil et nommé à ce poste en octobre 1971. En mars 1973, il devient préfet des Hauts-de-Seine, puis, à la fin de la période, hors cadre en octobre de la même année.

du Rhône, est nommé directeur du cabinet du préfet, de police de Paris, en remplacement de M. Clement, nommé préfet du Gard.

Né le 6 novembre 1928 à Clamency (Nièvre), licencié en droit, M. Claude Bessière, après avoir été chef de cabinet du préfet de l'Oran, directeur d'États et de la région de l'Oran, d'États-et-Loire, est nommé, en 1960, secrétaire général de la Haute-Saône. Sous-préfet de Lure (Haute-Saône) en 1962, puis de Toul (Meurthe-et-Moselle), il est détaché en 1963 au cabinet du préfet de police II en deviant, en 1967, directeur adjoint, avant d'être nommé sous-préfet de Reims en 1972. M. Bessière était auparavant directeur pour police des Bouches-du-Rhône les 12 juin 1974.

en 1962, puis de Toul (Meurthe-et-Moselle), il est détaché en 1963 au cabinet du préfet de police. Il en devient, en 1967, directeur adjoint, avant d'être nommé sous-préfet de Reims en 1972. M. Bussière était devenu préfet délégué pour la police des Bouches-du-Rhône le 12 juin 1974.]

1

1

OUTRE-MER

L'ÉLECTION PARTIELLE EN POLYNÉSIE

M. Sanford espère démontrer que la majorité de la population est favorable à l'autonomie interne

Papeete. — Le premier tour de l'élection législative partielle de Polynésie aura lieu le 12 septembre. Cette consultation fait suite à la démission du député Francis Sanford, qui entend, en se faisant « ré-élire », montrer au gouvernement que les Polynésiens sont partisans d'un statut d'autonomie interne. Cinq candidats sont en lice, mais personne ne semble douter de

la victoire de M. Sanford, député depuis neuf ans. Élu une première fois en 1967 comme député R.I. avec le soutien de l'administration, mais non de l'U.D.R. Il l'avait emporté devant M. John Teardi, chef du parti autonomiste. Hier A'ia, qui est aujourd'hui son collègue, battu en 1968, puis en 1973 (au second tour avec 53 % des voix), M. Sanford est rapidement devenu le chef de file in-

De notre envoyé spécial

contesté des autonomistes regroupés au sein du Front uni pour l'autonomie interne (F.U.A.). Personne n'attend de « ras de marée » en sa faveur, mais plusieurs éléments lui sont favorables : en effet, il faut ajouter à la force électorale que représentent les mouvements qui le soutiennent le discret appui des Eglises. De plus, le candidat a pris garde de précéder dans sa profession de foi que « l'autonomie interne, ce n'est pas l'indépendance, mais la gestion démocratique des affaires locales dans le cadre de la République ». Enfin, deux faits sont intervenus pendant la campagne, qui lui permettent peut-être d'éviter le second tour.

M. Emile Le Gall, conseiller de gouvernement (Union tahitienne U.D.R.), ne soutient pas le candidat de son parti, M. Gaston Flosse, pour se rallier à M. Sanford. Pour justifier cette volte-face, M. Le Gall écrit que les « déviations graves de l'U.D.R. » l'ont attiré : « La corruption, les combats, l'achat des consciences ne sont pas des moyens de gouvernement ». Ce ralliement est de nature à influencer des électeurs hésitants.

En outre, par rapport à 1973, le nombre des électeurs inscrits a augmenté de 20 %, du fait de l'abaissement de l'âge électoral à 18 ans, de la progression démographique supérieure à 3 % et de l'immigration en provenance de la métropole. On admet généralement à Papeete que ce phénomène joue plutôt en faveur du

député sortant, qui pourrait ainsi éviter un second tour. Son principal adversaire sera une fois de plus M. Gaston Flosse, leader de l'U.T.-U.D.R., président d'une Assemblée qui siège dans les locaux du conseil de gouvernement, car le Front uni pour l'autonomie occupe toujours les bâtiments de l'Assemblée territoriale et ne reconnaît pas l'élection de M. Gaston Flosse par les seuls conseillers de la majorité.

Il reste qu'un budget de 14 milliards C.F.P. a été voté par ces mêmes conseillers. Il est particulièrement ambitieux, puisqu'il prévoit quelque 5 milliards d'investissements, et s'inscrit à l'actif de M. Flosse dans cette campagne qui se déroule sur fond de marasme économique. M. Flosse n'est cependant pas le candidat de la seule U.D.R. locale, mais d'un regroupement contre l'indépendance, car, dit-il, « Sanford se sert de son autonomie interne pour ouvrir la porte à l'indépendance ». A l'appui de ses dires, M. Flosse invoque le meeting organisé par le F.U.A. en juin, au cours duquel M. Sanford avait annoncé qu'il traiterait l'ONU de « mandataire » de l'indépendance et qu'il ne s'agit pas d'une « satisfaction » mais d'une « déception ». Or, comme le note M. Nedo Salmon, président de la commission permanente de l'Assemblée territoriale, « tout le monde est autonomiste : en ce qui nous concerne, nous sommes simplement contre la séparation ». Le Mouvement contre l'indépendance demande en effet l'instauration d'un statut qui permette l'élection d'un

vice-président du conseil de gouvernement, ce conseil étant doté d'attributions collégiales et individuelles, et responsable devant l'Assemblée. Pour la majorité, le gouverneur doit continuer de présider l'exécutif local. Pour le F.U.A., cette présidence doit être confiée à un élu.

Autonomiste, M. Charles Taufa l'est aussi, mais il ajoute qu'il sera « français toujours ». Lui aussi affirme, une nouvelle fois, que M. Sanford, et il cherchera à retrouver ses voix de 1973 (15 % des suffrages au premier tour). Président de la fédération des syndicats et conseiller de gouvernement, il était, avec M. Frantz Vanissette, président sortant de l'Assemblée territoriale au F.U.A., à la tête d'un mouvement proche des républicains indépendants.

M. Taufa manque aujourd'hui de moyens pour mener une campagne susceptible de lui assurer

les voix du monde du travail, et surtout celles des chômeurs. Il n'est pas opposé à un accord avec M. Sanford si celui-ci renonce définitivement à l'indépendance. M. Charles Ching sera le candidat du parti de l'indépendance. Il se présente pour mesurer l'audience du mot « indépendance » dans la population. Il représente une force négligeable sur le plan électoral, mais il a le grand avantage d'être le neveu du sénateur Pouvanza. A l'op. dont il se dit l'héritier politique, il avait commencé sa carrière politique en organisant un vol de munitions de l'armée en 1972. Embarqué à Marseille, il a été libéré à la fin de l'année dernière.

Enfin, M. Eritala Tefasu se présente à ses compatriotes comme un envoyé de Dieu et prêche la « collaboration franco-polynésienne ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. STIRN : il n'est pas question de faire de ce territoire un département

Évoquant, mercredi 8 septembre, devant un groupe de journalistes, le projet de statut de la Polynésie française qui sera soumis au Parlement, après avis de l'Assemblée territoriale polynésienne, M. Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a dit : « Il n'est pas question de faire de la Polynésie française un département, d'abord parce qu'il s'agit d'un territoire très dispersé auquel l'administration départementale serait très mal adaptée, ensuite parce que, s'agissant d'un territoire habité depuis toujours à une très grande densité démographique, il est normal de la maintenir, de la renforcer ».

Après avoir insisté sur l'appartenance de la Polynésie à l'ensemble français, le secrétaire d'Etat a ajouté que, pour

ce territoire, comme pour la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna, « il n'est pas question d'instaurer le très vieux système de l'autonomie interne », car, a-t-il indiqué, « il crée la confusion entre les pouvoirs de l'Etat et ceux du territoire ». L'autonomie interne entraîne nécessairement, que les hommes le veulent ou non, et même malgré eux, la marche vers l'indépendance, ce dont ils ne veulent pas ».

M. Stirn a poursuivi : « Il faut à la fois décentraliser et donner aux Polynésiens ainsi qu'aux populations des autres territoires du Pacifique le droit de trancher sur toutes les affaires locales. C'est tout à fait légitime. Cela correspond à l'histoire et à la réalité polynésiennes ».

Libres opinions

Fallait-il en arriver là ?

par YVES LANCIE (*)

TOUT ne se passerait-il pas comme si depuis deux ans la rue Oudinot paraissait surpeuplée de passer la main au ministère de l'Indépendance ?

Comme si les territoires d'outre-mer, qui portent, encore aujourd'hui, témoignage aux quatre coins du globe de ce qu'a été la grande épopée française au-delà des mers, étaient soudain considérés comme un anachronisme qui n'aurait même plus le charme désuet de l'exotisme ?

Au diable les administrateurs et les attachés de la France d'outre-mer ! Ils ont fait leur temps ! Ce sera désormais celui des hommes de la préfecture, des anciens de l'ENA.

Dans le même temps, on sera tenté de placer ces territoires devant une alternative simple, trop simple sans doute : l'indépendance ou la départementalisation. Ce qui est bon pour les Antilles-Guyanes et pour la Réunion doit être bon ailleurs.

En fait, on agit, depuis Paris, comme si l'outre-mer devait a priori se plier à la règle hexagonale, comme si rien ne devait distinguer un territoire d'outre-mer d'un autre : le statut, à lui seul, créant une communauté de destin.

En sorte que ce qui pouvait valoir pour les Comores (et on a déjà vu pourtant que cela ne valait pas pour Mayotte), ou pour Djibouti (où le moins qu'on puisse dire est que notre politique a été bien changeante), voire pour Saint-Pierre-et-Miquelon, aurait été, réputé valoir pour les territoires français du Pacifique ! Que les Comores et Djibouti, parcelles africaines, soient promises à l'indépendance, voilà qui est effectivement dans la logique des choses.

Que Mayotte et Saint-Pierre soient promises à l'intégration, voilà aussi qui est normal, et l'on veut bien considérer la volonté des populations, l'isolement et l'exiguïté de ces territoires.

Mais le Pacifique est tout différent : l'histoire, le peuplement, la distance, l'économie, les sentiments, imposent que l'on accorde à ces territoires une toute autre considération.

En fait, c'est moins le sort du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides ou celui du petit territoire de Wallis-et-Futuna, qui est au cœur du problème, que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

Dotés depuis la loi-cadre de 1957 du statut de territoire d'outre-mer, même si dans un cas comme dans l'autre ce statut devait subir quelques adaptations, ces territoires occupent une place particulière dans l'ensemble français.

Il ne saurait, par conséquent, être question de les placer devant un choix aussi sommaire que celui de la départementalisation ou de l'indépendance.

Pour ce qui est de la Calédonie, l'équilibre démographique entre Calédoniens de souche métropolitaine et Mélanésiens, les ressources minières (nickel) semblent apporter de solides garanties contre tout quitte ou double irrésistible.

C'est donc vers Tahiti qu'il nous faut porter tout spécialement notre attention.

Tahiti, où, assez contradictoirement, l'on a d'abord paru encourager, il y a deux ans, la décentralisation sinon l'autonomie, pour ensuite adopter une position autrement tranchante.

Si fait que les attitudes se sont durcies localement, à la faveur, il faut le dire, des oppositions qui divisent le personnel politique local. Au point que, après un long blocage des travaux de l'Assemblée territoriale, deux bureaux élus de cette Assemblée se contestent mutuellement leur légalité, que l'Assemblée elle-même est occupée par des manifestants autonomistes et que le député Francis Sanford a démissionné dans le dessein avoué de faire de l'élection législative prochaine un test de la volonté d'autonomie de la population.

Fallait-il en arriver là ?

Et ne peut-on parler d'une affaire particulièrement mal engagée ? Car, là où il aurait fallu faire preuve de doigté et de pragmatisme, on a préféré utiliser la manière forte, et recourir aux solutions toutes faites.

Pourquoi « crisper » ainsi les rapports au risque de créer l'irréparable, alors qu'on fond — on permettra à un « popaa » (un Blanc), qui connaît assez bien les Polynésiens et qui leur porte en soi un attachement profond, de le dire — la Polynésie a tout pour demeurer française.

Ne serait-il pas temps de se souvenir, ici en métropole, qu'un premier bataillon du Pacifique, où servirent Tony Bambridge comme Pouvanza, les deux grandes figures politiques tahitiennes de l'après-guerre, est venu se battre sur le front français pendant la guerre de 14-18 ?

Pour-on oublier davantage que lorsque certains, ici même, « chantaient sous l'occupation », un second bataillon du Pacifique, celui des « guitaristes motorisées », comme on aimait l'appeler à la 1^{re} D.F.L., s'illustrait à Bir-Hakeim, en Italie et à la Libération ?

Voudrait-on méconnaître, d'autre part, que la Polynésie, si elle est démunie de grandes ressources naturelles, a rendu un service inestimable à la France, en lui permettant d'y transférer son centre d'expérimentations nucléaires ?

Serait-on, enfin, assez aveugle pour ne pas voir l'importance, au centre de l'océan Pacifique, de la Polynésie, dont la superficie, avec sa centaine d'îles, est égale à celle de l'Europe, et cela au moment même où l'on parle de porter à 200 milles la limite des eaux territoriales ?

Encore ne sont-ce là que des raisons de simple bon sens. Il y a plus, beaucoup plus : Tahiti est unique au monde par sa joie de vivre, sa beauté, sa gentillesse.

Et le mariage avec la France fut un mariage heureux.

Sachons donc moins regarder ce que le contribuable français devra consacrer à la préservation de ce joyau, l'effort étant du reste modique pour mieux rechercher, avec l'ensemble des Polynésiens, la forme la plus appropriée d'un statut — serait-il le seul du genre — qui garantisse la pérennité d'une union aussi exceptionnelle.

Il n'est pas trop tard pour retrouver les chemins du dialogue. De Gaulle, l'en suis sûr, qui fut deux fois à Tahiti pour n'avoir pas oublié le ralliement des Etablissements français de l'Océanie à la France libre en 1940, aurait eu le geste qui peut encore tout sauver.

(*) Secrétaire général du Rassemblement pour le civisme, le dialogue et le renouveau (23, rue Ballu, Paris-9^e).



Woolmark: la laine vraie.

Aux Galeries Lafayette, moquettes pure laine à moins de 100f le m².

Quinzaine de la moquette : Moquette bouclée, sous-couche mousse, 3 coloris, largeur 200 cm, 100% pure laine contrôlée Woolmark. Le m² : 99f. Moquette velours uni, sous-couche mousse, 6 coloris, largeur 400 cm, 100% pure laine contrôlée Woolmark. Le m² : 99f.

Galeries Lafayette

Haussmann-Belle Epine

dufayel - studio g.l.

1500-00-0000

Le Monde

DES LIVRES

Claude Manceron, bienfaisant travailleur

Le troisième tome des « Hommes de la liberté »

★ LE BON PLAISIR (1782-1785), de Claude Manceron, tome III des « Hommes de la liberté », Laffont, 448 pages, 59 F.

QUEL souffle ! Inimaginable l'effort qu'a pu fournir Claude Manceron, depuis des années et des années, pour réunir ses matériaux et en commenter l'ouvrage monumental qu'il édifie avec tant de patience et de rigueur. Le troisième est maintenant sous nos yeux. Un « monument » ? Non, ce n'est pas le mot juste, car il implique l'immobilité, alors que tout est mouvement dans cette œuvre géante que Manceron a conçue et qu'il est en train de réaliser. Rappelons son idée neuve, sa trouvaille : les hommes et les faits qui ont préparé, puis constitué la Révolution française, il nous les présente « de front », comme une énorme vague jusqu'à (1785) qui se forme et monte. Nul n'avait encore procédé ainsi. Ce tome III s'étend sur quatre années, à peine un peu plus, de novembre 1781 à mars 1785. Ce fut d'abord « les Vingt ans du roi », puis « le Vent d'Amérique » ; aujourd'hui « le Bon Plaisir ».



Claude Manceron et ses Hommes de la liberté.

Les événements annonciateurs

De l'histoire vraie, et non pas inventée, à la Michélet. Et, Dieu merci, pas inerte. Véridique et loyale ; mais certes pas impossible. Claude Manceron raconte et participe. Avec son tempérament à lui, ses réflexes et son style. Ce qui fait qu'on ne s'ennuie pas une seconde même quand, à la rencontre, on se sent envahi de la coupe. Sur la jeune Bonaparte, par exemple, où le narrateur se montre un peu trop confiant à l'égard de lettres supposées et qui sont plus que douteuses ; sur ces rides du vieux Diderot, « cicatrices de la bonté » ; la « bonté » de Diderot, Jean-Jacques en a fait l'expérience... Si je résiste parfois, c'est à l'endroit que j'avais tort et que c'est Manceron qui a raison. Mlle de Genlis, tenez, il me la révèle plus noble que je n'imaginai.

Donc, de novembre 1781 à mars 1785, quels événements annonciateurs ? La tragédie du « Zong »,

en avril 1782, ce bateau négrier dont le capitaine a jeté à la mer une partie de la cargaison vivante. Surgissent, alors, de Wilberforce et de William Pitt ; la visite du pape à l'empereur Joseph II, ce « Canossa à rebours » ; le passage à Paris de « l'apprenti sorcier », déguisé par l'apostrophe catholique ; la petite révolution de Genève et l'immédiate riposte de tous les despotismes ; Vergennes qui s'empare jusqu'à « glapissement » ; Frédéric II et sa « lettre pousse-au-crime » ; dans l'intention de déchaîner contre ces odieux Genevois rebelles leurs Excellences de Bernes ; les troupes de Louis XVI qui s'avancent, sous Jaucourt, et qui campent à Farnay, où les héritiers de Voltaire, le marquis de Villette et sa femme « font du zèle dans leur joie d'accueillir les soldats qui vont tordre le cou à des disciples de Rousseau » ; La Fayette qui revient d'Amérique et

qui se retrouve dans son monde, « le monde des deux mille ans » qui mènent tout ; Beaumarchais qui va lancer son « Mariage de Figaro », Beaumarchais et « ses affaires embrouillées » n'y pas croire ; il s'est si bien « enfoncé dans son propre sac de nœuds qu'il risque d'y être étranglé ». Condorcet, placé par Turgot à l'inspection des monnaies et qui se refuse — comme on le comprend — à servir Necker, « sa bête noire ». L'entrée en scène, mais, pour l'heure, en qualité de gloires locales, de Robespierre et de Barnave. Lazare Carnot dont Manceron nous fait apprécier des vers inattendus où ce Bourguignon fier de l'être soutient que sans le bon vin de ses coteaux la semence masculine ne serait qu'une eau dérisoire.

HENRI GUILLEMIN.

(Lire la suite page 17.)

Patrick Grainville et ses « métamorphoses »

UN OPÉRA SUBLIME, BAROQUE ET BARIOLE

★ LES FLAMBOYANTS, de Patrick Grainville. Le Seuil, 315 p., 45 F.

Il est surprenant de constater que l'éditeur qui avait publié les trois premiers romans de Patrick Grainville ait négligé celui-ci. Point n'est pourtant besoin d'être grand clerc pour discerner du premier coup d'œil, comme avaient fait Jacqueline Platier et Michel Tournier, notamment pour la *Lisère*, en 1974, que cet auteur d'à peine trente ans est un des plus riches, des plus foisonnants, des plus flamboyants de sa génération. Une prestation peut-être moins réussie l'an passé ne justifiait pas son abandon. Les éditeurs, dits de littérature, ne tendent-ils pas leurs revendications sur la nécessité de soutenir les auteurs difficiles ? Au train où va Patrick Grainville, et s'il ne s'essouffait pas en chemin, on peut augurer que la réussite est certaine.

La mise en route, certes, est laborieuse. Nous, lecteurs de trop de confessions exangues ou de suavités ombilicales, ne sommes plus habitués à ce grand vent d'ouragan qui ouvre le roman et nous coupe le souffle. On croit moins à une tempête véritable qu'à une reconstitution en studio. D'autant que certaines formulations font sourire, par leur archaïsme : « Un paquebot aux lignes pures se dessinait dans les méandres de la mer... » On se dit que ce jeune homme est bien habile d'avoir été chercher ses modèles chez Paul Adam et les autres symbolistes oubliés de la fin du dix-neuvième siècle. Pour un peu, on crierait à la pacotille.

Folie retenue folie libérée

C'est *Tête d'or*, de Claudel, et c'est aussi Tarzan (celui d'Edgar Rice Burroughs) et Tintin, les Pieds-Nickelés et Zig et Puce. Et c'est aussi les surréalistes, qui ne renieraient en rien ces parallèles.

L'allusion à Flaubert, Normand

comme Patrick Grainville, et à Claudel, Barbara de l'Est, n'a rien qui puisse surprendre appliquée à ce roman qui traite des fulgurances et des sortilèges, des magies et des mystères de l'Afrique noire. C'est l'éternelle attirance des hommes du froid et de l'austérité pour les fruits du soleil et de la fécondité, de la folie retenue pour la folie libérée, de l'instinct maîtrisé pour l'instinct débridé. Grainville, comme Claudel et Flaubert, se gorge de bruits et de sons, de couleurs et de symboles, de trénes et de violence, de paroxysmes et de félicités. Il entre en transe d'écriture comme on entre dans une danse sacrée.

PAUL MORELLE.

(Lire la suite page 16.)

BERNARD PRIVAT LA JEUNE FILLE

« Un roman qui, fait de grâces perdues et de regrets, nous serre le cœur »
François Nourissier - Le Point

« Le pouvoir un peu sorcier d'un vrai roman d'amour »
Kleiber Haedens - Elle

GALLIMARD

MWOUAIS...

« Beno s'en va-t-en guerre », de Jean-Luc Benoziglio

LES écrivains, qu'est-ce que les gens en ont à fiche, je vous le demande ? Vous avez déjà vu un écrivain recherché d'urgence dans un lieu public ou par petites annonces ? Un médecin, un algébiste du ciel, un chanteur, ça oui, mais un écrivain ? Écrire ! Ça n'a-t-il une tâche au monde dont l'insuccès laisse aussi galloisamment indifférents un nombre aussi farouche de personnes ? Fini, le temps où le bon peuple n'avait de cesse d'apprendre que, le 8 avril 19... André Gide, ou un autre, était tombé amoureux de sa cousine, ou était couché avec le rhume des foies.

Le décor où se passe le dernier livre de Benoziglio, au sens où on dit qu'un roman a pour cadre le Vietnam en feu ou la province méconnue, c'est un peu une leçon pendant la crise chinoise de l'été 1974, mais c'est d'abord cette vanité grandissante, ce luxe bientôt solitaire, qu'est devenu l'acte de pondre des bouquins. Chacune de ses phrases reflète cette conviction centrale que son cher petit vertige devant les milliards de possibilités d'agencement des mots — et les éblouissements qui peuvent en sortir — n'attirent au mieux que ses petites amies, ses copains, une paire de critiques et une poignée d'abusés tombés dessus au hasard des bouquinistes.

BENO s'en va-t-en guerre fait partie, on l'a compris, des livres qui ne se racontent pas. C'est sa chance, et la nôtre, car raconter un roman, l'auteur l'a bien noté, consigne l'expérience la plus flaque que puisse vivre un écrivain ou un critique. C'est alors que l'écriture prend conscience de ce que Fernand... Rien de tel pour faire battre les paupières de l'auteur ; et autant plier dans un violon.

Mais encore ? Nous sommes donc en Grèce, l'été 1974. Non loin du port, en bon écrivain venu du Nord « écrire le suivant », le narrateur tapote sur sa machine ce qui lui passe par la tête et les doigts : la douceur de l'air, les propos de bistrot, une éclipse de lune, un ballon de foot tombé à l'eau, un journal jauni que la vent fait voler au ras des quais, une pauvresse en noir, au garde-à-vous près d'une valise au ventre bistré comme on n'en voit qu'au Sud, avant-poste du tiers-monde.

Tandis que ses « asertuio » crépitent dans la nuit tiède pour touristes, d'autres rafales moins innocentes s'apportent. Les radios annoncent, autant qu'on comprend, qu'un bateau de l'ennemi héréditaire a violé les eaux territoriales et qu'un archiman-drite à la barbe makarienne a été tué. La mobilisation, qui n'est pas la guerre mais reste la plus sûre façon d'y conduire, jette au milieu des yachts et blazers et des tabliers de gauchistes anticolonels son agitation et sa poussière kaki. Et puis non : l'opérette l'empêche. Même les conflits réels, on dirait depuis trente ans — est-ce l'équilibre de la terreur entre les Grands ? — qu'ils n'ont plus le droit de s'accomplir ; ce ne sont que pétards mouillés, communiqués, envoyés spéciaux et sermons en tous genres.

Même les affaires de cœur avortent ou se vivent, comment dire ? distraitement. Avec Smérghol, l'inévitable et imprononçable muflerie venue du froid, comme avec la vieille et alcoolique mais riche et encore belle dame blanche d'un village, le narrateur n'a que des rencontres éphémères de fins de nuit et de bouts de plage, moments et spermatozoïdes égarés, comme méduses, dans le sable blanc.

Est-ce à dire que, de nos jours, rien n'aurait plus d'importance ni d'importance, ma bonne dame ?

Il y a de ça, y compris dans le ton où c'est dit. Benoziglio pratique le coq-à-l'âne et la généralité à tout va du type café du Commerce révisé catégoriquement. Mais contrairement à tant d'autres qui s'en cachent ou s'en excusent avec un semblant d'action romanesque, lui s'en flatte. De Cervantes à Miller et de Diderot à San Antonio, n'existe-t-il pas une haute tradition de littérature digressive et oiseuse ? « Ne trouvez-vous pas que ? », « Avez-vous remarqué comme ? », « Curieux, la vie, non ? », « Marrant, les usages... »

Comme dans ses précédents livres —

Quelqu'un bis est mort, le *Midskip*, la *Botte noire*, — Benoziglio nous soumet sans vergogne aux caprices de ses curiosités et de ses étonnements, dont il présume que, comme lui, nous ferons nos délices littéraires. Ses procédés varient peu et le rendent désormais reconnaissable : brusque arrêt sur l'image, en ce qui concerne les visions, et pour les réflexions, un mélange adolescent d'atmosphère flaubertienne et d'« irritabilité rageuse ». C'est son expression — devant la bêtise.

En fait de roman, cela nous vaut une succession de parenthèses en forme de tableaux, d'anecdotes ou de tira-

Par
Bertrand
Poitrot-Delpech

des. La liste des morceaux les mieux venus étant laissée à ce que Gide appelait l'aroussement l'« idiosyncrasie de chacun ». — Beno dirait : comme tu veux-tu-choises, — citons en vrac des complots sur : le télégraphe Chappa, Baden-Powell, les états d'âme qui appellent la grossièreté, les lieux incongrus où se signent les armistices, le bruit d'une aiguille de phono sur un disque fêlé, l'arbitraire enlotté avec lequel les créateurs décrètent ce qui est intéressant et ce qui ne l'est pas, le racisme qu'il y a à s'étonner d'un berger dans une cabine téléphonique, la façon dont l'ouverture inopinée d'un guichet de poste désorganise les files d'attente, la rage de vivre des méduses, le silence des médias sur le travail nocturne des forges comparé au foin qu'on fait autour des palais ministériels les nuits de crise, certains applaudissements de concert qui n'en finissent pas, la tenue col ouvert consentie aux reporters de

télé quand ils passent du studio aux Hilton de capitales en guerre.

Le ton, autant prévenir, dans un style à résoudre un zéro pointé sans certifier. Non seulement les dialogues surgissent et s'agglomèrent en discours indirect sans allée ni guillemets, mais tout membre de phrase qui va de soi pour le lecteur supposé dégoûté est purement et simplement passé à l'as, sans le moindre point de suspension, de même que les expressions toutes faites et autres lieux communs de la parole moderne. Vous êtes de connivence ou pas, c'est à prendre ou à laisser. Si la phrase s'éternise à force d'épouser trop nonchalamment le langage parlé ou les espiègleries genre marabout-bout de ficelle, l'auteur veut bien s'excuser mais prévient qu'il n'ira pas jusqu'aux « bassesses », entendez : le bien-être des lycées et des jurys d'autisme.

Les fervents du style pantalon rayé et soutiers verbaux objecteront que cette manière Jean et basket aboutit à remplacer une convention par une autre. De fait, il n'est plus temps de considérer comme fracassants les raccourcis phonétiques — tut' souvenirs ? — et les onomatopées de bandes dessinées telles que « Splatsch » ou le très personnel et asymptomatique « Mwouais » par lequel l'auteur résume son incapacité à traduire certaines choses ou à trouver certains mots, bien sûr les plus proches de l'essentiel.

Parmi les menteries qui n'ont plus rien d'original et risquent de dater, il y a les calembours énormes de l'avant-garde universitaire, avec son retard coutumier, est en train de redécouvrir. Depuis les surréalistes et l'inoubliable « artifice de Russie » de Frévert après guerre, il n'est vraiment plus possible, même avec toutes les précautions usuelles d'autodéfense, de taper ainsi dans sa bouteille verbale avec le dos de la cuiller, a-t-on, l'assénement. Anna ma Sourat, ou « mieux vaut pétard que jamais ». Élieve Beno, vous copiez cent fois : quand y a plus de bornes, y a plus de ligne !

ET pourtant, malgré ses bavardages et ses pieds de nez de potache monté en graine, l'auteur réussit le plus souvent à nous emmener dans ses foinnements ou ses marottes.

Même de rien, comme en contrepoint et en contrebande, une méditation s'élève, d'autant plus sérieuse qu'elle évite ou nargue les grands mots. Si on rendait compte du livre dans un journal pour gens graves, on pourrait dire que les thèmes abordés vont de l'immédiateté à l'impossibilité de changer le monde ou de noter, au moins en vacances, le dialogue Nord-Sud. Une vaste hantise rassemble les autres : échapper au voyeurisme précheur auquel son avance économique et sa surinformation spectacle condamnent l'Occident ; cesser d'assister « impuissants, narquois ou aveugles aux convulsions des autres », toucher enfin du doigt la réalité, ou mieux : la vivre.

Comment ? En jetant au vent des bribes de saynètes touristiques ou d'indignation sans illusion ? En critiquant entre amis la tête de la veille ? En gratouillant quelques paragraphes allégres pour « happy few » ? Mwouais ! Benoziglio est le premier à en douter. Il sait que sa petite chasse à l'indiscrétion en affaire de plaisir : le sien, et accessoirement le nôtre, pour autant que, aux yeux de l'éditeur, le sien dépend du nôtre.

UN petit miracle veut, cependant que sa prose à la va-comme-je-te-pousse lève devant elle, alors que tant d'autres y échouent lugubrement, quantité de ce que l'auteur nomme pudiquement des « petites choses trotinantes », semblables, dit-il, aux fillettes en crêpe rouge que les papas divorcés traînent gauchement au cinéma du dimanche... Un petit miracle veut que ces je-ne-sais-quoi dont est faite la vie prennent ensuite dans l'âme des lecteurs la place de souvenirs et de pensées à eux, que notre propre monologue intérieur s'en trouve fécondé, enrichi, signes mêmes de la réussite.

Ce « petit miracle » que les plus acharnés de science littéraire, d'égalité des chances et de créativité pour tous sont bien obligés d'appeler, faute de mot moins passe-partout et chiqué pour campagne publicitaire, mwouais, le talent.

★ BENO S'EN VA-T-EN GUERRE, de Jean-Luc Benoziglio, Le Seuil, 304 pages, 39 F.

LITTÉRATURE

Le mois poétique

* DANS LE VIDE QUI VIEN, de Claude Esteban. Macph. 32 pages, 35 F.
* PAGES BLANCHES, de Dominique Grandmont. Les Éditions françaises réunies, 72 pages, 18 F.
* UN PRINTEMPS DIFFICILE, de Gérard Bayo. Guy Chambelland, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris; 115 pages.
* ORIGINAL, d'Yves Mabin-Chennevière. Éditions Saint-Germain-des-Près, 56 pages, 25 F.

Claude Esteban

À la suite de René Char et de Gullone, toute une génération de nos poètes s'est voulue lapidaire, recherchant dans le poème non plus le chant mais une sorte de vérité ambiguë, volontiers réduite aux dimensions d'un aphorisme, voire d'un éclair verbal capable de transporter sa charge de mystère. Selon les tempéraments, cette brièveté est ou de définition rationnelle ou d'effacement critique. Claude Esteban, tel qu'on peut le juger par son dernier livre, *Dans le vide qui vient*, est le seul qui donne à ses textes réduits à l'essentiel une coloration spirituelle. Il en acquiert un pouvoir — celui du silence habité — peu commun. La prière n'est pas loin, même si les mots refusent de s'engager dans une voie ou trop étroite ou trop explicite.

Ce qui progresse n'est pas
Dieu, mais Dieu le nomme
avec sa bouche obscure
et le soutient.
Comme
au terroir tourne la paille errante
et toute graine
une autre voix
guide la voix qui tremble —
Ailleurs, le bit.

Dominique Grandmont

Pour dire l'inquiétude moderne — sans oublier les signes extérieurs de la société de consommation et de loisirs — Dominique Grandmont, lointain descendant de Blaise Cendrars, dispose les versets d'un long poème selon une méthode originale : chaque verset sur une page à part. On a ainsi l'impression d'un texte pulvérisé : seule la lecture à haute voix en rétablit l'unité. Le poète met en scène des personnages, des trains, des tracteurs, des objets en plastique. Il s'en dégage une curieuse température de néo-unanimité, l'absurde faisant bon ménage avec la sentimentalité.

... il suffit
d'un mot, d'un nom d'emprunt ou de vêtements nous entassés
[les uns sur les autres,
d'une idée reprise au hasard ou d'un titre de livre
qui n'a jamais été écrit ou retrouvé dans les poubelles,
"mentir est leur métier", par exemple, ou parce qu'on était
né sur les paupières de la foudre...]
Pages blanches pourrait bien être le « texte automatique » cher au surréalisme, transposé dans l'audiovisuel du poème considéré comme l'ennemi d'un réel mouvement.

Gérard Bayo

A quarante ans, Gérard Bayo publie son septième recueil, *Un printemps difficile*, qui donne à son inspiration un ampleur certaine. Fautes de ruptures et de stridences, ses interrogations se succèdent à rythme haletant, comme s'il s'agissait pour lui d'écrire à tout prix l'apologie. Parfois proche d'Artaud, et parfois de Daumal, Gérard Bayo demande au verbe de traduire sa propre intolérance vis-à-vis de lui-même. En cours de route, dans une révélation toujours déchirante, il rencontre comme un éclair qui le justifie. La difficulté d'être, selon le vœu du titre, a des sincérités qui jamais n'admettent ni l'atténuation ni l'éloquence. Il faut écouter ce poète à rebrousse-conviction.

Quelqu'un tient entre pouce
et index son cœur.
On entend soudainement
bricoler.
Et c'est presque impossible
d'écrire un pareil poème
de choses
dont on prétend ne pas parler.
A côté un canari
les voisins en partant
ont failli la lumière.
S'égosille
l'espoir,
le bleu grésille.

Yves Mabin-Chennevière

Les courts poèmes qui forment le recueil d'Yves Mabin-Chennevière, *Original*, se lisent avec allégresse, un peu comme les poèmes d'amour de Paul Eluard. Il n'y a là rien qui ne cède l'évidence, avec de temps en temps une pointe vers le moralisme. Les poètes ne nous apparaissent plus sous cet aspect direct, désarmant, presque facile. Soudain, au détour d'une belle formule, le charme se fait moins discret, et l'on découvre sous l'aisance une vérité imprévue :

Viens
combler l'espace
qui s'offre à la nuit
et me dis en dormant
les surnoms
de tes rêves.

ALAIN ROSQUET.

Deux enfants tragiques de « Prométhée »

* LE POIL DE LA BERT, de Claude Alibert. Albin Michel, 231 pages, 25 F.
* LA GROSSESSE DE MADAME BRACHT, de Françoise Poncet. Albin Michel, 256 pages, 25 F.

Dans les premiers romans de cette « rentrée », ceux de Claude Alibert et de Françoise Poncet ont une commune origine : le concours Prométhée. Ce devrait être un aboutissement. Né à Lourdes, où ses résultats sont proclamés chaque année, en octobre, ce concours veut encourager ceux qu'on a appelés les « écrivains de l'ombre ». Or, qu'ils se trouvent, ces inconnus peuvent adresser le manuscrit dont ils sont auteurs au Grand des arts et des lettres fondé à Lourdes par un jeune enseignant, Guy Rouquet. L'anonymat étant assuré, les manuscrits sont soumis à un premier jury : une quarantaine de « gens qui lisent », habitants de Lourdes ou des environs. Ces lecteurs, par goût et non par devoir, opèrent une première sélection. Les vingt textes qu'ils ont retenus, et en disant pourquoi, subissent un second examen. Le jury, cette fois, devient régional. Des vingt initialement jugés dignes, ne doivent demeurer que cinq. Pour finir, c'est encore ces cinq qui, par un national désigné le lauréat ou plus exactement, lui accorde son parrainage.

Anteur à part entière

Ainsi furent « filleuls » Prométhée, Claude Alibert en 1974 et Françoise Poncet en 1975. Cette manière de découvrir en vain bien une autre. Elle a des chances d'aider, par-dessus le marché, à connaître le goût des lecteurs. Aux dires des jurés « nationaux », plus « professionnels », il s'est révélé jusqu'à présent assez sûr. Mais chacun va pouvoir en juger puisque, avec les conseils de leurs « parrains », Claude Alibert et Françoise Poncet, désormais éditées, se trouvent auteurs à part entière.

Il n'y aura pas à lire longtemps pour voir combien ils sont différents l'un de l'autre. D'un côté un certain robuste qui n'a pas à se forcer pour trouver le langage du terrien. De l'autre une minuscule de l'âme distillant l'humour cruel. Le Poil de la Bert n'est pas, à vrai dire, le premier roman de Claude Alibert. En 1974 il avait emporté le concours Prométhée pour un autre texte : *Le Chant sauvage*, qui sentait son Giono, mais trop ou pas assez pour mériter publication. Alors il mit en chantier le Poil de la Bert.

L'histoire est simple. L'actualité l'a offerte avec l'affaire de Larzac. Irénée Salvy, propriétaire de la Maladrerie, défend sa terre. Contre l'armée qui, là aussi, veut agrandir un camp ? C'est sûr. Mais tout autant, sinon plus, contre une société, même quand elle veut l'aider ou le faire croire. Car Salvy n'y peut rien : mais les hippies, les curés engagés, les comités de défense, les mobilisations, les militaires, il ne saura jamais les distinguer. Tous vont constituer autour de lui les chœurs, les vainqueurs, les survivants surtout, d'une tragédie qui

ne peut être que la sienne. Salvy était fait pour aimer Wilfrid, l'innocent, pour oublier, à l'occasion, sa solitude avec la Doré, moitié pute, moitié guérissseuse, et très proche, au fond, de « la Jeanne » chantée par Brassens. Il est à sa manière un nouveau « roi sans divertissement ». Il mourra comme Langlois, de la même dignité. Il arrive seulement à la sienne d'être désordonné.

Claude Alibert a les dons du conteur. Il lui reste à trouver le souffle du romancier. Mais ce n'est déjà pas rien que savoir dire simplement le froid, le vent, les matins bruts et le plomb des gelées. De toute façon l'esquisse est prometteuse.

Suzy - Zazie

Elle l'est peut-être encore plus avec le livre de Françoise Poncet, proclamée lauréate en octobre 1975 et qui disait alors avoir cherché à « raconter d'une manière gaie une histoire triste ». Elle y est arrivée et de belle manière. D'abord une idée originale : celle d'Eva Bracht la septuagénaire, achevant sa vie à l'hospice, et dépeignant ses compagnons de banc en leur racontant une grosse histoire qu'elle n'a jamais eue. En partant, vers la soixantaine. En ce temps-là, déjà veuve, elle n'avait qu'à savourer l'amertume d'une vie sans enfant, parce que le mari avait toujours eu un prétexte pour refuser. Mais voilà dans son horizon Suzy Rampain : Suzy-Zazie, débraillée, diable au corps. Quand elle n'a pas trop mal au foie, pas trop bu de whisky, pas trop concholé, elle fait le ménage chez Mme Bracht. Elle a aussi Marcel dans sa vie, un fort en gueule, un peu fou-fou. Un Marcel dont pourtant Suzy, lorsqu'elle se découvre enceinte, n'est pas assurée qu'il soit « forcément » le père. Et Suzy, bien embarrassée, cherchant à une adresse, mais sans conviction excessive, se souvient comprendre que cet enfant dont elle ne sait pas si elle le veut, Mme Bracht, elle, l'attend, le souhaite, le porte plus qu'elle. Pourquoi pas ? Suzy, des lors laisse aller, profite, abuse même de la situation. C'est comme un contrat passé, du moins dans son idée. Et pendant que Mme Bracht, éperdue, rêve « son » enfant, Suzy, ahurie d'abord, regarde sa révérence corps et âme aller. Parce que l'arrangement ? Ce les arrange finalement l'une et l'autre. Mais jusqu'où pouvait aller l'arrangement, qui était en même temps le rêve ? En bon charognard la solitude faisait le guet.

Sans mort, c'est une tragédie qu'a composée elle aussi, Françoise Poncet, tragédie de deux femmes fort proches l'une de l'autre sans le savoir. Mais aussi symphonie, et qui n'empêche l'allegretto, qui au contraire a besoin de sa verve. La plume est alors celle d'un écrivain-né. Déjà, elle sait passer de l'émotion à la comédie, et même l'une par l'autre avec la même maîtrise. Mais sans dissimuler la vie, la vraie vie, telle que l'éprouve Suzy, une Suzy qu'une fois découverte on n'oubliera pas de si tôt.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Renaud Rosset, cap au Nord

RENAUD ROSSET, né à Paris, ne s'y sent pas chez lui : « Je ne rencontre personne dans la rue », dit-il, « tandis qu'à Helsinki je ne fais pas deux pas sans retrouver des amis ». Rien ne prédisposait l'étudiant en lettres qu'il était à cette foudroyante rencontre de la Finlande, d'abord entrevue par hasard, puis rêvée, inventée, patiemment désirée, jusqu'à une thèse de littérature comparée qui l'a ramené à Helsinki. Aujourd'hui, il appartient au monde des écrivains et des artistes finlandais qui — merveille ! — sont très solidaires, amicaux, et se tiennent les uns les autres au courant de leurs traverses, au long d'interminables soirées de discussions. D'abord correspondant du « Monde » à Helsinki, Renaud Rosset est actuellement attaché au service étranger du « Figaro ». Son roman est venu d'un trait : vite écrit, mais longtemps porté. Une traduction finlandaise est dès maintenant prévue : le personnage de l'écrivain Paavo a son modèle illustre à Helsinki, Renaud Rosset a déjà publié deux études sur le paysage finlandais. Un second roman, de construction plus complexe, est en préparation.

* LE LEMMING SOLITAIRE, de Renaud Rosset. J.-C. Lattès, 192 pages, 35 F.

COMME d'autres, dès qu'ils le peuvent, roulent vers le sud, attirés par les plages et le soleil, Romain, le héros de ce roman de moraliste, part droit vers le nord, exalté par la pureté, la dureté, la lumière de Finlande. Ce jeune architecte parisien, au carnet surchargé de rendez-vous, tournant le dos à sa carrière, à sa vie sentimentale, à ses habitudes, découvre avec une sorte d'éblouissement cette part de lui qui lui cachait sa hâte quotidienne : son être profond et nu, enfin dégagé de toutes ces circonstances contingentes qui dessinent une vie.

Pourtant, c'est le hasard qui l'a conduit sur ce sol où il rencontre sa vérité : Claire, la femme qu'il aimait, et qui le harcèle de querelles, boudoirs, fausses sorties, a pris fantaisie de le fuir en ces lieux exotiques, puis de lui donner un rendez-vous où elle n'est pas. Romain, lassé du jeu, ou peut-être le continuant, cesse de la poursuivre, et se lance à la poursuite de soi-même, sûr que le hasard et l'occasion seront ses meilleurs guides. Sa voiture louée et lui-même ne font plus qu'un seul être alimanté, filant vers le nord.

Chemin faisant, il rencontre des hommes et femmes dont le style de vie, simple et facile, exerce sur lui une inépuisable fascination. Il

parage quelque temps la maison de l'écrivain Paavo, au bord d'un lac isolé, dans une paix et une lucidité parfaites.

Comment renoncer à cette grâce et regagner Paris ? Romain n'a presque plus de choix possible : il laisse Claire rentrer seule, devenu indifférent à ses larmes, comme il est indifférent à ses propres affaires. Il aime mieux céder à cette attraction qui le conduit jusqu'à l'extrême rivage du continent, et là, avec une béatitude douloureuse, il plonge son bras nu dans l'eau si froide, si froide, en éprouvant avec toute l'âme et tout le corps la mort de ce qu'il a été.

Est-ce donc vers sa destruction qu'il courait sans le savoir, comme le lemming, dont les migrations incompréhensibles vont vers le nord ? Mais le lemming se déplace en foule : c'est au contraire la conscience de sa solitude qui mobilise Romain. Après cette mort symbolique, cette mort du vieux Romain, un autre rendez-vous attend le « lemming solitaire », et il ne manquera pas, dans l'attente, d'accomplir son destin.

Ce très beau roman, d'écriture classique, est à la fois un récit de voyage et une méditation. L'accord changeant du paysage et de l'âme, du ciel et du cœur font naître l'harmonie perdue de l'homme et du cosmos. Ce roman attend à tout ce qu'il viendra de Renaud Rosset.

JOSANE DURANTEAU.

Patrick Grainville

(Suite de la page 15.)

L'action, nous l'avons dit, se situe dans un Etat d'Afrique centrale qu'il serait vain de chercher à identifier de même qu'il serait superflu de mettre un nom sur les masques qui s'y agitent. Le plus important de ces masques, le plus haut en couleurs, est le général roi Tokor Yali Yulmata. Il est fou. Il est sublime. Il est animalité pure. Il est poète. A ses côtés accompagne un jeune Ecosseais à la peau blanche et aux cheveux roux qui répond au nom de William Irigal et au surnom de Néant Blanc. Il sera à la fois son contraire, son complément, son complice et son exécuteur. Car Tokor n'a qu'une idée en tête, faire la guerre aux Dols, une tribu hostile à la sienne, les Yori, et surtout appaiser les Diores, peuplade magique et prédestinée qui vit au cœur de la Hourla, la forêt impénétrable. Mais Tokor, roi tellurique, démon dément et sanguinaire, l'homme de l'Afrique ancestrale est lui-même menacé par son ami le colonel Lalaka, homme froid, socialiste, allié des Dols, des Novos communistes, de la plèbe des bidonvilles et des Diores magiciens. Néant Blanc, après avoir été fasciné par Tokor, envoûté par lui, puis écoeuré, l'abandonnera pour se rallier finalement à la révolution. Tokor mort sera dépecé et dispersé sur le territoire des Diores qu'il ensemençera de sa légende.

On voit que la trame de ce récit pourrait être celle d'une bande dessinée et son intention celle d'un roman politique. Mais la qualité singulière du livre n'est pas là, n'est pas que de cela. Elle est surtout dans la succession ininterrompue de scènes d'une invention surprenante, d'une saveur, d'un burlesque ou d'une beauté inoubliables qui vous attendent à chaque page. C'est Tokor avant en chaîne des colibris venus picorer sa bouche ornée d'orchidées rares et les rendant la nuit au cours d'un délire diabolique. Ce sont les fêtes somptueuses achevées en bacchanales, les orgies de bouche et de sexe, les débâcles végétales, des incendies, des violés, des éruptions volcaniques, entrecoupées de visites aux quartiers miséreux de la capitale, où crouissent les infirmes pour touristes, et de longues prosopopées lyriques du roi fou. Ce sont les noces ocellées du roi des papillons et de sa faune ailée, tourbillonnante. Ce sont les gourous, les sorciers, les orpailleurs, les convulsionnaires, les danseurs d'impalas, les chants des lémurins venus du fond des

âges. C'est enfin, au cours de la marche guerrière dans la forêt, qui mêle le modernisme des armes actuelles à l'anachronisme tropical, la découverte, soudain, après une tuerie d'adolescents dans la crique d'une cataracte, d'un paon sacré, au cri guttural, et des Ludies, ces animaux mythiques qui tiennent de la femme et de la louve douce, musardes et suggestives, et qui dansent sur des musiques limpides, de pipeaux et de flûtes. Tout un opéra baroque et barloté, à la fois wagnérien et mozartien, mélange d'opéra bouffe, où il semble que Patrick Grainville ait trouvé, avec l'Afrique, le lieu, le milieu, le décor les plus appropriés pour déverser sa palette de mots effervescents, bouillonnants, flamboyants, faire entendre sa symphonie polyphonique et bigarrée.

Il arrive que le lecteur, saoulé d'images, roulé dans ce flot à la fois régulier et tumultueux, éprouve la tentation de tricher un peu ou d'aller au plus court (après tout, on saute bien les descriptions chez Balzac). Mais c'est la force de Patrick Grainville, romancier naturel, affabulateur, qu'il oblige à demeurer attaché à la magie patiente des mots, de le réinsérer dans son récit, de lui imposer son rythme, l'envoûtement de ses métaphores et de ses métamorphoses.

PAUL MORELLE.

Collections

« LE CORPS À VIVRE » est le titre d'une collection, dirigée par le docteur Jacques Donnars aux Éditions Tchou, qui se donne pour but de rassembler des ouvrages d'hygiène corporelle, à mi-chemin entre l'essai et le guide pratique. Sur le versant « théorique », trois livres du Dr Alexander Leven, l'un des principaux représentants, aux États-Unis, de ce courant de pensée hétéroclite issu des derniers travaux de Reich : « Le Plaisir », « La Dépression nerveuse et le corps », « Le Corps défendu », qui seront bientôt suivis de « La Bioénergétique ». Sur le versant « pratique », « La Médecine chinoise par les plantes », de Ming Wong, et « L'acupuncture sans aiguilles par le massage japonais », de Yukio Iwata et J. Wagerwood, ontrent une série qui atteste — quel que l'on en pense par ailleurs — que l'édition de ce genre d'ouvrages, au moins en partie, est possible.

ÉCHOS ET NOUVELLES

conseiller spécial de J.-F. Kennedy et L.E. Johnson, Félix Faltizer, à la Présidence impériale, réfléchit sur l'exercice du pouvoir aux États-Unis, de Roosevelt au Watergate. Sous la direction de Claude-Louis Gaillet, professeur à l'université René-Descartes et au CHU-Necker, « Biomed » accueille des manuels destinés aux étudiants en médecine, dont le premier à paraître, en trois volumes, est consacré à la biologie. Enfin, « Lesquens », comme son nom l'indique, regroupe par thèmes des répertoires de notions scientifiques ou techniques, les deux premiers titres portant sur la psychiatrie, par Yves Pélissier, ainsi que la banque et la bourse, par J.-J. Branger et J.-L. de Courson.

Édition

L'ENQUÊTE SUR LE LIVRE ET L'INFORMATION, réalisée au début de 1976 à la demande de l'Association des attachés de presse et de l'édition, et qui a servi de base au colloque tenu à Nîmes le 25 janvier 1977, sur ce thème au dernier Festival « Le Livre de Nîmes », vient de paraître au Cercle de la librairie. Elle a porté sur un millier de lecteurs âgés de quinze ans et plus, représentant un échantillon na-

tional de la population, et elle permet de mieux connaître l'impact des différents médias dans l'information sur le livre. La brochure se compose de la conclusion apportée par Pierre Emmanuel, président de l'Institut national de l'audio-visuel, au colloque de Nîmes.

LES NEUF FASCICULES DE « L'ART BRUT », qui étaient en partie épuisés, ont été réédités. Ils contiennent des monographies de Jean Dubuffet et d'autres auteurs sur les principaux artistes représentés dans la collection de l'Art brut, à Lausanne. Un dictionnaire fascicule est en préparation. (Collection de l'Art brut, Bergère, 11, Lausanne).

Prix

L'ASSOCIATION CULTURELLE NATIONALE ARTS ET LETTRES DE FRANCE organise son grand concours international littéraire, ouvert jusqu'au 5 janvier 1977, tous les écrivains de langue française. Il comporte quatre sections : poésie, contes et nouvelles, romans, pièces de théâtre. Les candidats peuvent demander le règlement de participation, contre une enveloppe timbrée, à Concours International Littéraire d'Arts et Lettres de France, secrétariat au concours, 61, rue Kléber, 33000 Bordeaux.

Enfin...
mon rêve
réalisé !

Si vous aimez LES LIVRES
si vous ne savez plus où les mettre...
Pour vous installer
ULTRA RAPIDEMENT
à des prix IMBATTABLES
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

150 modèles vitrés
Etagères - Lignes - Profondeurs
Superposables - Juxtaposables
100 combinaisons d'assemblages
Spécialité de Rustique
Meubles contemporains et de style
Catalogue illustré gratuit

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
75014 PARIS 61, rue Faidherbe
Boite 1010 Paris 61, France 01 43 73 33
Tél. 633 73 33
Boulevard de la République 92 100 Nanterre

LA PENSÉE UNIVERSELLE
NOUVEL ÉDITEUR
PARIS RIVE GAUCHE
RECHERCHE D'URGENCE
POUR
CRÉATION ET LANCÉMENT DE
NOUVELLES
COLLECTIONS

MANUSCRITS INÉDITS DE ROMANS
POÉSIE ESSAI THÉÂTRE
OUVRAGES BÉNÉVOLES FORTS
JET D'UN LANCÉMENT PAR PRESSE
RADIO ET TÉLÉVISION. CIRCUIT
D'ÉDITION FIXÉE PAR CONTRAT.
NOTRE CONTRAT HABITUEL EST
DÉTERMINÉ PAR L'ARTICLE 42 DE LA
LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
LA PENSÉE UNIVERSELLE
306 QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS
TEL. 325 95 44

Je m'abonne à 1500

Hortense Dufour à bride abattue

Bonjour, tigresse...

* LA DERNIÈRE FEMME DE BARBE-BLEUE, d'Hortense Dufour, Grasset, 225 pages, 35 F.

NOUVELLE offensive de l'homme-à-tout-temps. Vous savez, ce séducteur imposé par Séguy, voici plus d'un quart de siècle. Comme il a vieilli ! Ses mains tremblent, les rhumatismes le font boiter, un début de cataracte lui voile le regard. Mais, loin de saper son prestige, ces atteintes de l'âge lui permettent d'incarner, plus fidèlement encore, le rôle de père de rechange, tel que le docteur Freud l'a prévu pour le bonheur et la petite des Odiopie en jupon. Hortense Dufour traverse allègrement tous les cercueils de papier de la psychanalyse. Révélée par un premier roman : *la Femme buissonnière* (en 1971), elle se couche sur la page et semble lancer au lecteur le défi que son héros, Mathilde, adresse au don Juan quinquagénaire : « Me voici. Nue comme l'amour même. Et dangereuse comme lui. A vous de jouer. Et jouez bien, monsieur. Je n'aime pas les lâches. »

« A moi la haine ! »

Redoutable Mathilde, impitoyable Hortense ! Impossible de les dissocier l'une de l'autre, d'attribuer leurs aventures à l'imagination. A la névrose peut-être, à la mythomanie sans doute, mais elles nous font faire la part du feu dans pareil incendie ! Tout brûle, tout se consume, et la pyromane souffre sur le brasier, danse sur les cendres fumantes. C'est la fête, elle n'a d'ailleurs que ce mot à la bouche, la grande java, la corrida, l'orgie à contretemps. Qui parle de littérature ? Notre auteur a d'autres chats à frotter. Elle écrit à bride abattue, comme elle vit. Et tant mieux si le courant nous emporte, et tant plus s'il charrie des clichés, des répétitions, des vulgarités. Aux critiques qui prétendent la rappeler à l'ordre, Hortense réserve la riposte favorite de sa Mathilde : « Et mon cul, c'est du poulet ? »

Pourtant, elle ne jure que par Stendhal, par Colette ou par sa Charente natale dont la douceur l'atteint parfois au creux de la cuisse. Mais vite, elle s'étrème, note son vague à l'âme dans le vin rouge et repart à l'assaut. A la conquête, à la destruction de Barbe-Bleue.

L'aime-t-elle ? Mauvaise question. Elle le veut. Dès leur seconde rencontre, elle exige : « Emménage-moi. » Elle abandonne son mari, son travail pour suivre ce vent, de trente ans son aîné, dont elle devient la fringale sexuelle. Dès leur premier baiser, elle sanglote parce que, « logiquement, cet homme doit mourir avant moi et que c'est déjà inacceptable ». Dès leur première nuit, « non seulement elle accepte, mais elle s'abandonne mentalement tous les abandons ». Sautant sur l'occasion de se venger des fredaines d'un père volage, elle se jette, tête baissée, dans le plaisir. Son amant la rejoint, la précède, rivalise avec elle de fougue et d'invention. « Il me forçait à crier tout haut les mots les plus farouches, les plus crus, des banderoles de mots châtiments, les mots de l'ombre que l'on traînait en pleine lumière. » C'est le temps de « la passion qui tourne le dos à l'amour ».

Mais la vieillesse, la maladie, la fatigue menacent de ralentir le sablier. Outrée par ces atteintes « effroyablement injustes », Mathilde cria : « Au vol ! A l'assaut ! », tandis que Barbe-Bleue resserre son étreinte sur sa dernière proie, « son enfant, sa femme, son petit chat » dont les rudes lui brisent le cœur. Ensemble, ils se débattaient contre l'invincible, liés par une fureur « mieux organisée que l'amour : la haine qui en possède l'abnégation, les infatigables, en plus, une constance à toute épreuve ». Ils se déchiraient, se criblaient de sarcasmes, ratent leur suicide collectif et se séparent enfin, exténués, l'un pour mourir, l'autre pour écrire ce requiem-réquisitoire. En guise d'adieu et de coup de grâce, elle lui annonce : « Je suis émue d'un autre. »

Ensuite, il ne lui reste plus qu'à liquider le passé avec l'énergie qu'elle déployait jadis, lors des « grandes lessives purifiantes ». Elle a de la santé, Mathilde, du tempérament à revendre. Et Hortense, sa complice, son porte-voix, ne manque ni de poigne ni de talent. Poussant au rouge la situation la plus conventionnelle qui soit, au noir les souvenirs qui lui laissent ce psychodrame, elle conduit « le petit chat » à la cravache. Malheur à qui tombe sous les sabots de cette romancière pur-sang !

GABRIELLE ROLIN.

GEORGE SAND ET LA PORPORINA

* LA PORPORINA. ENTRETIENS SUR « CONSUÉLO » à Presses universitaires de Grenoble, 148 pages, 50 F.

Le centenaire de George Sand est l'occasion d'une manière de réhabilitation. Les préjugés dont elle fut jadis l'objet sur l'écrivain et son œuvre ont véritablement été écartés. Hâie par ceux qui, tel Baudelaire, lui reprochaient à la fois sa vie libre, ses sympathies

La dame de Nohant sur ses terres

* NOHANT : Editions de la Calce nationale des monuments historiques, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, 52 p., 18 F.

LE 25 SEPTEMBRE 1909, par l'une des petites-filles de George Sand, Sand à l'Académie française, qui ne put, par la suite, en assurer la charge, le « château » de Nohant appartenait aujourd'hui aux Monuments historiques. C'est-à-dire, à l'occasion du centenaire de la mort de George Sand, viennent de publier une ravissante plaquette à l'italienne qui, pour la première fois, rassemble les lieux dans leur état actuel et reconstitue leurs transformations sous l'égide de leur célèbre propriétaire. Le texte, de George Labin, le meilleur spécialiste actuel, est truffé de citations qui évoquent la vie à Nohant et le passage de nombreux artistes. La brochure sera utile non seulement aux visiteurs d'une maison encore toute chargée d'histoire, mais aussi aux lecteurs de George Sand, qui la situent mieux, ainsi, dans un décor qu'elle aimait et auquel elle fut fidèle de l'enfance à la mort. — G. G.-A.

socialistes, et de ne pas croire à l'enfer, elle est devenue la cible de choix des adversaires acharnés du romantisme. Mais, au fond d'eux-mêmes, Baudelaire, Maurras et les autres lui reprochent, plus encore que ses idées, d'être une femme, et qui écrit. Contre elle se sont donc trouvés réunis tous les griefs ressuscités : l'écriture féminine est sans rigueur, prolixe, incapable de sortir de

Vient de paraître

Essais
WILLIAM SKYVINGTON : *Machine Sapiens*. — L'ordinateur peut-il se comporter « intelligemment » ? Et l'homme, de son côté, n'est-il qu'une machine malicieuse ? Une question de l'informaticien répond. (Seuil, coll. « Science ouverte », 352 p., 75 F.)

Sociétés
DOMINIQUE DALLAYRAC : *Les nouvelles vieilles de la prostitution*. — La révolution contre l'ordre moral. Par l'auteur de *Dossier prostitution*. A l'attention des hommes, une spécialité du sexe est-elle venue se substituer ? (Robert Laffont, 225 p., 34 F.)

Histoire
PIERRE FRITSCH : *Les Wendels, rois de l'acier français*. — Lorraine, écrivain, universitaire, l'auteur raconte l'histoire d'une dynastie et met en lumière les rouages de la mécanique de la puissance. (Robert Laffont, 280 p., 48 F.)

Mémoires
FRED ZELLER : *Trois points d'essence*. — L'ancien grand-maître du Grand-Orient de France, secrétaire de Trocki et lui-même mort dans sa jeunesse, retrace son itinéraire politique. (Robert Laffont, « Vécu », 475 p., 49 F.)

Histoire
GUY RECHET : *1907, la grande révolte du Midi*. — Les quatre mois qui ensanglantèrent les quatre départements viticoles du Languedoc et dont le point culminant fut la manifestation du 17^e régiment d'infanterie à Béziers. (Robert Laffont, 370 p., 49 F.)

Entretiens
JACQUES CHANCEL : *Radioécologie*. — Le quatrième volume des entretiens du célèbre animateur de *Maurice Genevoix* à Valéry Giscard d'Estaing, avec une préface de Jacqueline Baudrier. (Robert Laffont, 415 p., 39 F.)

ALBERT MEMMI

LA TERRE INTERIEURE
GALLIMARD

ÉLOGE DU LECTEUR

* LE LECTEUR, de Pascal Quignard, Gallimard, 160 pages, 29 F.

« CHEN de liend ! » On se rappelle la haine du vieux Sorel lorsque Julien perdit sur une pierre lit avec passion le *Mémorial de Sainte-Hélène* au lieu de surveiller la scie. « Il est parti d'un *perdon* ! Julien se tait mieux... », dit Stendhal, « mais cette manie de lecture lui était odieuse ». Ah ! il a bonne mine, le lecteur, avec sa tête de papier mâché et ses yeux délavés ! Feraient mieux de prendre l'air comme tout le monde. Au lieu de quoi il se livre à « cette sorte de stupor que la lecture provoque, que le néant, les chimères nourrissent, qui intime au silence ».

Pascal Quignard qui a collaboré à *l'Épave* et publié plusieurs romans, notamment un essai sur Maurice Scève, *la Parole de la Dêlé*, dont il fut l'éditeur, consacre sa lecture, cet être obscur, un singulier peut-être ou la fiction même de lecture, non sans quelque « prescience excessive », d'une « rhétorique de miroirs » nourrie d'un commentaire érudite.

Crisor « Terre » en 1492, pèlerin à Sparte, grammairien à Pergame, fermier général sous Necker, le lecteur, subissant mille vies mortes à sa propre vie, tire, comme Guillaume de Lorris, « la joie de ceint ». Le livre le tient en haleine, l'enferme, lui noue la gorge, lui fait subir une violente métamorphose où il s'altère et se détruit. Victime d'un rapt d'âme, comme disaient les prédicateurs au XVIII^e siècle, déposée à la fois du monde et de lui-même, éreint, épuisé, absorbé, happé par le silence, l'absence, le lecteur, perdant sa propre trace, n'est-il pas le « Personne » du rapt d'Ulysse ?

A moins que son destin ne soit celui du jeune Euryphos qui, selon les *Actes des Apôtres*, berré par un discours inarrêtable de Paul, s'endort et tombe du troisième étage. On le relève mort et Paul le ressuscite par un second discours inarrêtable.

MONIQUE PETILLON.

Les « hommes de la liberté »

(Suite de la page 15.)

Bien agréable de lire quelque chose de renseigné et, en même temps, qui sait écrire. Que Monceyron est un écrivain, il y a pas mal de temps déjà que nous le savons. Confirmation, ici, incessante. Voici Louis XVI en 1782 : « Le brave homme de jeune roi s'est orléandé en allant vers ses trente ans et apprend à sourire dans le brouillard de sa myopie. » Voici le « petit Grimm » à son ordinaire « tout verdâtre » : voici, le 27 août 1783, le jour où la nef volante des frères Montgolfier s'élève, pour la première fois, sous l'averse, au Champ-de-Mars, voici l'énorme foule méduse : « Ils étaient là plus de cent mille, la bouche ouverte, à boire la pluie » ; voici la mort de Benoit Labrie à Rome : « Le mendiant

avait enfin réussi son suicide, à trente-quatre ans » ; après une interminable « agonie volontaire ». La racaille adobe et pleure, merveilleux imbéciles, ces pauvres : « Un envoyé de Dieu est venu tout exprès pour leur faire honte d'une condition encore trop belle » ; « la cour papale et les grandes familles romaines sont aux anges » ; les misérables bénissent « le saint » qui leur apprend à se restreindre davantage encore : du 16 avril au 28 septembre 1783 « plus de quatre-vingt mille reliques » du disparu ont déjà été distribuées.

Bonne chance, Monceyron est hardi ! bienfaisant travailleur qui sait allier comme personne la passion, l'esthétique et la science.

HENRI GUILLEMIN.

Un événement dans l'édition :

L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de laire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Ainsi l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique, sociale ou économique ont ici, et pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place.

C'EST UNE ŒUVRE COLLECTIVE

Histoire littéraire absolument nouvelle, à laquelle 200 spécialistes, universitaires, écrivains, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection, dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche.

DIRECTEURS DES TOME :
Tome I — Des origines à 1453 : Jean-Charles PAYEN (faculté de Caen)
Tome II — 1453 à 1600 : Henri WEBER (faculté de Montpellier)

Tomes III et IV — 1600 à 1715 : Annie UBERSFELD (Sorbonne), Roland DESNE (Université de Reims)

Tomes V et VI — 1715 à 1789 : Michèle DUCHET (École normale supérieure de Fontenay-le-Comte), et Jean-Marie GOULEMOT (faculté de Tours)

Tomes VII et VIII — 1789 à 1848 : Pierre BARBERIS (École normale supérieure de Saint-Cloud), et Claude DUCHET (Université de Vincennes)

Tomes IX et X — 1848 à 1914 : Claude DUCHET

Tomes XI et XII — 1914 à nos jours :

Michel DECAUDIN (Sorbonne), et André DASPRE (Université de Nice)

TOUS LES GENRES LITTÉRAIRES

Des classiques au roman populaire, des œuvres en langue d'oc à la bande dessinée, tous les genres littéraires sont traités. Sans préjugés politiques ou d'idéologie, cette étude est ouverte à tous les auteurs, des plus connus aux méconnus. L'éclairage nouveau sous lequel ils sont présentés les restitue dans leur époque avec une parfaite authenticité. Ainsi, par l'étude critique des auteurs de tous les genres littéraires, comme de toutes les périodes, cette collection constitue de la manière la plus vivante le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel.

L'ICONOGRAPHIE
L'illustration a la double originalité de réunir un nombre d'images encore jamais rassemblées pour accompagner l'étude des écrivains, et de renouveler l'icôneographie tant par la manière de la présenter que par le choix des documents, peu connus.

PRESENTATION
● 12 volumes éparpillés reliés, gravés à l'encre d'après des fers originaux ;
● Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites ;

● Typographie en Times Corps 10, impression en deux couleurs avec notes intrapaginales.
● EN ANNEXE de chaque volume : bibliographie, index des auteurs et des œuvres et précieux tableaux chronologiques et synoptiques.

UNE CRITIQUE UNANIME

« L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE sera de ces rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition » (Jacques CELLARD, *le Monde*)
« Enfin une HISTOIRE LITTÉRAIRE comme les socialistes en rêvaient. » (La Nouvelle Revue socialiste)
« Une réussite ! C'est beau, c'est savoureux, c'est substantiel... » (M.L. COUDERT, *Humanité* dimanche)
« Loin de reprendre de vieilles classifications universitaires, l'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE « dégage les lignes de continuité et les points de rupture et met en évidence les œuvres qui consonnent avec notre sensibilité comme avec les recherches de l'avant-garde. Voilà qui mérite d'être salué ! » (Claude BONNEFOY, *le Quotidien de Paris*)
« Une entreprise stupéfiante, gigantesque... » (J. PRATEAU *le Figaro*)

PLUS QU'UNE ENCYCLOPÉDIE, C'EST UN VÉRITABLE PANORAMA DES ARTS ET DES LETTRES

DEMANDE DE DOCUMENTATION

à retourner à Culture Arts et Lettres
24, rue de Rocroy — 75010 PARIS

Intéressé par l'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE (Editions Sociales), je désire être documenté sur cette collection. Si je décide de souscrire, je bénéficierai des conditions exceptionnelles de lancement.

Nom et prénom :

Adresse complète :

Profession : Téléphone : Signature

N 8

Suzanne Chantal
Le cœur battant

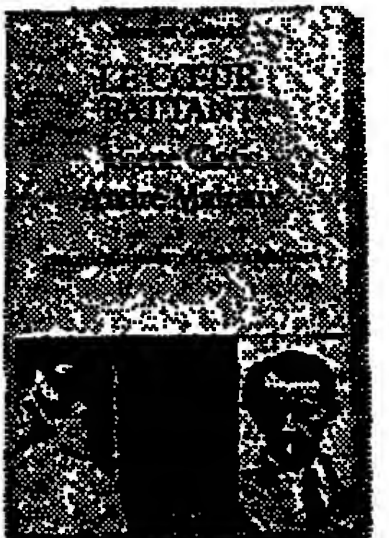
«...Un Malraux inconnu et secret, profondément émouvant...»

«Un récit passionnant et passionné.»

Louis Martin-Chautier / *Le Figaro*

«N'aimez jamais un écrivain !»

Bertrand Poirot-Delpech / *Le Monde*



«Un beau livre d'ardeur et d'émotion.»
Mathieu Galey / *L'Express*

«Voici un Malraux à l'envers de l'Histoire.»
Jean Lacouture / *Le Nouvel Observateur*

«Un livre bouleversant.»
Le Point

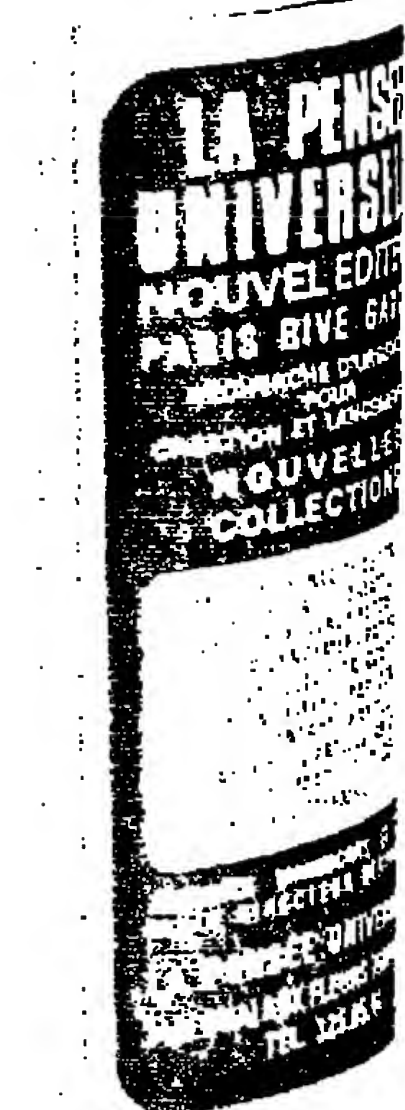
Tout en continuant à travailler, devenez un animateur professionnel en créativité ou en développement personnel

G. C. RAPAILLE

«le numéro 1 de la créativité en France»
(Psychologie n° 48)

G.-C. Rapaille propose, en France et aux U.S.A., des cours sur deux ans

Bénéficiaires et organisation : Thérapie France, Thérapie U.S.A. et Rapaille International New-York. Châteaux de Mont-Glat, 61120 Breucourt, Tél. 06/94/43.13.01. Tél. Paris : 332.73.26. Thérapie Suisse, 7, rue du Simplon, Lausanne, Tél. 021/31.32.415 (répondant)
Inscriptions jusqu'à fin septembre 1976
URGENT : nombre de places limitées



REGARDS NEUFS SUR L'ALGÉRIE

L'ITINÉRAIRE DU PRÉSIDENT BOUMEDIÈNE

Portrait d'un révolutionnaire

★ UN ALGÉRIEN NOMME BOUMEDIÈNE, par Ania Francos et J.-P. Séréni, Stock, collection « Les Grands Leaders », 416 pages, 48 F.

« **J**e suis né le jour où le suis entré dans la révolution », aime à dire le président Boumedienne. Mais cette révolution, c'est le 8 mai 1945 qu'il en a compris l'indéfectible nécessité. Ce jour-là, les masses algériennes descendent dans les rues de plusieurs villes du Constantinois pour célébrer la victoire de la victoire des Alliés et réclamer l'indépendance pour leur pays. A la suite de l'intervention de la police et d'activités européennes, ces manifestations, au départ pacifiques, dégénèrent en émeutes sanglantes elles-mêmes suivies d'une répression implacable.

A Guelma, une sous-préfecture alluée à l'est de Constantine, un garçon de treize ans, Mohamed Boukharouba, est témoin de ces événements. Il ne peut imaginer qu'il sera, vingt ans plus tard, à la tête d'un Etat algérien souverain. Mais il comprend que l'indépendance, l'« *istiqal* », ne sera arrachée que par la violence. « Ce jour-là, dit-il, j'ai vécu l'émancipation. L'adolescent que j'étais est devenu un homme. Ce jour-là, le monde a basculé. »

C'est par ces phrases que commence le livre d'Ania Francos et J.-P. Séréni : *Un Algérien nommé Boumedienne*. Au-delà du personnage central, pour lequel ils ne cachent pas leur admiration, et qu'ils n'hésitent pas à qualifier de « leader le plus clairvoyant du tiers-monde », les auteurs brosent une vaste fresque de la révolution algérienne de 1954 à nos jours.

La vie est dure dans les années 50 pour un fils de paysan pauvre en Algérie. Le père Mohamed Boukharouba, un petit propriétaire, ruiné par la crise, a dû se résoudre à travailler pour les colons afin d'élever ses cinq enfants. Il veut que son aîné, qu'on surnommait plus tard « le Suédois » à cause de sa lignée claire et raide, devienne « quelqu'un ». A la fin de ses études primaires, suites éminemment à l'école française et à l'école coranique, le jeune Mohamed est inscrit à l'Institut coranique de Constantine, la Kettania, dont le programme d'études est calqué sur celui de la Zitouna de Tunis. Il restera trois ans dans cette institution qui a été « investie » par les militants du Parti du peuple algérien (P.P.A.), de Messali Hadj (1), et adhère assez rapidement à cette organisation clandestine, qui combat pour l'indépendance. Cet adolescent dans le regard duquel brille « cette lueur d'orgueil un peu folle qu'ont les paysans des hautes plaines » n'attire pas l'attention de ses camarades. « Timide et secret, il se méfie déjà de ses sentiments, de ses attachements », donnant aux autres une impression de distance.

C'est ensuite le départ pour Tunis, et de là, en auto-stop, à travers le désert libyen, pour Le Caire, où il arrive en 1950. Il y passera quatre ans, refusant de se mêler aux intrigues de ceux qu'il appelle déjà désagréablement les « politiciens ». Lorsque éclate l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, il se présente à la délégation du F.L.N. dans la capitale égyptienne et demande à rejoindre le maquis.

L'ascension et le pouvoir

La suite est plus connue. Ahmed Ben Bella ne tarde pas à confier au jeune étudiant et à trois de ses camarades une mission délicate. Il s'agit de s'emparer du yacht offert par le roi Hussein de Jordanie à sa nouvelle épouse, la princesse Dina, et de le transporter sur un bateau des armées destinées aux maquis de l'Oranie. Mohamed Boukharouba mène cette tâche à bien et débarque par une nuit glaciale de février 1955 sur une plage près de Nador. C'est alors qu'il décide — rupture symbolique avec le passé — de changer de patronyme. Il choisit les deux saints célèbres dans l'Ouest algérien : Houari à Oran et Sidi Bou Médin à Tlemcen. Il ne reviendra pas sur cette décision après l'indépendance, sans doute parce qu'il ne veut pas apparaître comme un « homme de l'Est ». Le régionalisme lui fait horreur.

Ania Francos et J.-P. Séréni nous font suivre ensuite l'ascension d'un homme qui, à l'écart des querelles des « politiques », va consacrer toute son énergie à forger une armée moderne. Au-delà de l'efficacité du président, Houari Boumedienne pense déjà à l'avenir. La révolution, pour lui, ne peut s'arrêter avec le départ du colonisateur. Il restera à lui donner un contenu, à construire un Etat, à engager la bataille du développement, à assurer la justice sociale. Cela, il en est persuadé, seule la génération de la

révolution, la sienne, pourra le réaliser. A force de travail et d'austérité, il gravit les échelons, et devient chef d'état-major de l'Armée nationale populaire avant la signature des accords d'Evian. Quelques mois plus tard, c'est avec son soutien que Ben Bella accède au pouvoir. La preuve est faite que l'armée, patiemment formée au Maroc et en Tunisie, constitue la seule force réelle face à des chefs « historiques » divisés, à des maquis exsangues, et à un parti envahi par les opportunistes. Mais très vite la fessée va se creuser entre le premier chef d'Etat de l'Algérie indépendante et celui qui est devenu ministre de la défense nationale. « *Pau de cadres, écrit Ania Francos et J.-P. Séréni, saisissent quel est le projet socialiste de Ben Bella, qui vit en pleine illusion mystique. Le colonel Boumedienne et les officiers de l'A.N.P. lui reprochent son style de « calife de Bagdad », sa démagogie, ses improvisations. Ils n'apprécient guère ses conseils marxistes-léninistes, qui prônent l'autogestion et veulent appliquer ce système à toute la société algérienne. La coupe sera pleine lorsque l'armée suspectera Ben Bella de vouloir la « renvoyer dans ses casernes ».* »

Pour le colonel Boumedienne, les militaires sont « des militants en armes », les garants de la révolution. Il n'est pas question de laisser se rééditer l'opération qui a permis à la monarchie au Maroc, à la petite bourgeoisie en Tunisie, d'écarter les combattants qui avaient mené la lutte de libération.

Le 19 juin, vers une heure du matin, trois officiers viennent arrêter Ben Bella, tandis que quelques chars prennent position aux points stratégiques de la capitale. Précaution de pure forme. La population ne bouge pas. Pour la plupart des observateurs étrangers, il s'agit d'un putsch classique, et c'est la droite qui prend le pouvoir. Le président Boumedienne, qui assure la direction du Conseil de la révolution de vingt-six membres mis en place au lendemain du « *saut révolutionnaire* » pour diriger le pays, ne s'en émeut pas. Il n'a pas ménagé ses sarcasmes devant certaines initiatives de Ben Bella. Et il n'hésitera pas, lui, en 1971, à nationaliser le pétrole, procurant ainsi au pays des ressources nécessaires pour se développer.

Un politique réaliste

« Lorsque dix ans plus tard, écrit Ania Francos et J.-P. Séréni, on lui demanda s'il avait ce moment-là un plan précis pour gouverner, il répondra avec beaucoup d'honnêteté par la négative. « Nous sommes des pragmatiques, dit-il. Nous n'avions pas une idée très claire de tout ce qui suivrait, mais nous savions ce que nous voulions faire immédiatement. Il fallait imposer l'autorité de l'Etat, stopper l'anarchie, remettre de l'ordre, assainir la gestion, restaurer l'économie... Nous avons peu parlé, mais nous avons beaucoup travaillé. Nous avons dit que l'Algérie ne pouvait compter que sur elle-même. Elle ne pouvait être l'Algérie de Mao, de Castro, ou de Nasser, mais seulement l'Algérie algérienne. »

C'était le début d'une politique réaliste, fondée sur quelques postulats : 1) L'impulsion doit venir du sommet, les masses populaires n'étant pas assez éduquées et conscientes. 2) Le développement de l'Algérie passe par une industrialisation massive : les paysans supporteront les conséquences de ce choc jusqu'à l'indépendance de la révolution agraire en 1971-1972. 3) L'Algérie fait partie intégrante du monde arabe et doit retrouver son identité arabo-musulmane. (Il en résulte un fait que les auteurs passent sous silence : l'effacement de la culture berbère, encore très vivace dans une partie importante de la population.) 4) L'indépendance politique passe par l'indépendance économique. 5) Il faut accepter le monde tel qu'il est, sans cependant s'insolider à qui que ce soit. L'Algérie achètera donc ses armements à l'Union soviétique tout en concluant d'importants contrats commerciaux avec des firmes américaines. Cette politique trouvera sa limite au niveau du Maghreb lorsque, après dix années de « coexistence pacifique » avec le Maroc, l'affaire du Sahara occidental verra le président Boumedienne à l'annonceur comme utopique le « *Maghreb des Etats* » et à prôner le « *Maghreb des peuples* ». « J'ai voulu faire de la politique, dira-t-il amèrement, en 1977, j'ai eu tort. »

L'application de ces principes conduira à l'élaboration d'une voie algérienne vers le socialisme, un socialisme qui n'est pas incompatible avec l'islam. « *Boumedienne est convaincu, écrit à ce propos Ania Francos et J.-P. Séréni, que la religion ne s'oppose pas à une véritable révolution, qui, en Algérie, peut se*

faire sans un parti marxiste-léniniste. » Et ils rapportent ce propos tenu par le chef de l'Etat en 1972 : « *Si la mosquée est utilisée pour défendre l'injustice, l'exploitation, l'asservissement, la féodalité, elle ne devient plus la mosquée de l'islam, mais la mosquée qui détruit l'islam.* »

Il est malaisé de rester neutre à propos de l'Algérie, de ne pas prendre parti pour ou contre l'expérience passionnante menée par un peuple ombreux et attaché sous l'impulsion d'un leader qui refuse les fautes politiques et économiques. Ania Francos et J.-P. Séréni semblent quant à eux ambigus, et ils n'évitent pas le piège du manichéisme — tous les opposants au régime qu'ils appartiennent au passé comme Krim Belkacem ou au présent comme MM. Boudiaf, Alt Ahmed et Kaid Ahmed, font l'objet de condamnations lapidaires. Le parti pris est encore plus net lorsqu'ils évoquent la colonisation, et les Français d'Algérie sont présentés systématiquement de façon caricaturale. Les options du régime, qu'il s'agisse des méthodes ou des objectifs, ne sont pratiquement pas mises en question, et si quelques incertitudes se font jour à la fin de l'ouvrage, elles n'occupent guère qu'une dizaine de pages et relèvent plus de l'analyse sociologique que de la critique politique.

Soupeux sans doute de rendre leur livre accessible à un public très large, les auteurs n'ont pas reculé non plus devant quelques simplifications hâtives. Ils attribuent ainsi, sans plus d'explications, l'assassinat d'Abane Ramdane (2) à Krim Belkacem, ce qui est pour le moins rapide.

Ces réserves faites, il reste que ce livre permet de mieux connaître et comprendre la révolution algérienne et son principal acteur. C'est sans doute, au-delà de toute prétention scientifique, le but d'Ania Francos et de J.-P. Séréni. Ils l'ont atteint.

DANIEL JUNQUA.

(1) Le P.P.A. (Parti du peuple algérien), fondé par le leader nationaliste Messali Hadj, avait été dissous en 1940. Il était entré dans la clandestinité.
(2) Abane Ramdane, militant du P.P.A. depuis 1945, est en prison au moment du déclenchement de l'insurrection de 1954. Il rejoint en 1955 le F.L.N. où il joue vite un rôle important. Il est le rédacteur principal de la déclaration de la Soummam. Les conditions de son assassinat en décembre 1957 ne sont encore que partiellement élucidées.

UN DILEMME DE QUARANTE ANS

Les communistes et le nationalisme

★ COMMUNISME ET NATIONALISME EN ALGÉRIE (1922-1962), d'Emmanuel Sivan, Fondation nationale des sciences politiques, 282 p., 92 F.

Le livre raconte une tragédie dont les acteurs sont, pour la plupart, morts ou en exil. Etait-il possible, pour un Européen, de se réclamer de l'internationalisme communiste alors que celle-ci condamnerait le colonialisme ? Emmanuel Sivan, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem, étudie comment le parti communiste algérien (P.C.A.) et, à travers lui, le parti communiste français, son tuteur, ont vécu ce dilemme de 1921 à 1962. Observateur minutieux et serin, il arrache aux mots leurs masques, déchire les habillages idéologiques pour mettre en évidence les réalités politiques et humaines, les solidarités profondes et les motivations inconscientes. Comme il a fallu que les passions soient fortes pour qu'elles engendrent, malgré la réalité ténue des faits et durant une aussi longue période, une telle somme de petits calculs, d'aveuglements, de dupes inconscientes ou voulues.

Les « *pièces noires* » qui, en 1921, abandonnent la S.F.I.O. et se prononcent en faveur du Komintern et des thèses de Lénine ne se posent même pas la question de savoir si ce choix est compatible avec leur situation de colonisateurs. Qu'ils soient enseignants comme C. A. Julien ou M. Guillon, membres du modeste prolétariat de Bab-el-Oued à Alger ou de la Marine à Oran, ils n'ont pas conscience d'être, pour les « indigènes », des oppresseurs ou même titre que les riches colons. Et comment le pourraient-ils, eux qui luttent pour instaurer une société socialiste et qui sont loin d'être indifférents à la condition des « Arabes » ? Néanmoins ils sont persuadés, et ils le disent lors d'une enquête effectuée auprès des responsables, qu'« il faut combattre les tendances nationalistes de la minorité indigène cultivée et la discréditer par tous les moyens aux yeux de ses coreligionnaires... ».

L'équation nationalisme algérien = fanatisme musulman = féodalisme et barbarie est bien ancrée dans les esprits.

Une telle analyse contreditait l'internationalisme communiste, pour laquelle « tout parti appartenant à la troisième internationale a pour devoir de soutenir, non en parole, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole... ».

Pour échapper à ce dilemme, les théoriciens du P.C.A. et du P.C.F. vont déployer pendant des années des trésors de dialectique. Les arguments se croisent et s'entrechoquent plus ou moins rapidement. Les communistes d'Algérie tentent tout d'abord d'éluder le problème en affirmant que la « question indigène » est du ressort des fédérations locales. Ils soutiennent aussi une thèse minoritaire selon laquelle seule une révolution victorieuse dans les métropoles impérialistes peut mener à la libération des colonies.

Ces débats internes n'empêchent pas les communistes de réaliser une belle percée dans la communauté européenne d'Algérie et d'obtenir des succès électoraux. Mais, à partir de 1925, la condamnation par le P.C.F. de la guerre du Rif et l'action militante engagée par les jeunes communistes contre cette expédition dissipent toute ambiguïté. De nombreux adhérents démissionnent, mais beaucoup de ceux qui restent ne se transforment pas

pour autant en propagandistes convaincus de la décolonisation.

A dater de cette crise, les communistes assument donc en totalité la doctrine léniniste. Rien ne s'oppose dès lors à une pénétration en milieu musulman. Celle-ci se produit en 1935-1937, grâce à l'action d'un envoyé spécial du P.C.F., Jean Chainton, alias Barthel, surtout chargé d'organiser la lutte antifasciste en Algérie, et qui prend sur lui de lancer une campagne anticolonialiste dans les milieux musulmans. Il arrive même à convaincre la direction du P.C.F. de la nécessité d'accorder aux communistes d'Algérie leur autonomie, ce qui entraîne, en 1936, la naissance officielle du P.C.A. Celui-ci reste, en fait, sous la tutelle étroite du parti frère.

Les communistes naviguent dès lors entre deux écueils : pour conserver les suffrages de l'électorat européen, il leur faut mettre l'accent sur les réformes sociales et la lutte antifasciste. C'est surtout entre 1943 et 1946 qu'ils y réussissent le mieux. Pour 1943 et 1946 qu'ils y réussissent le mieux. Pour la garder les voix musulmanes, ils doivent soutenir la revendication de l'indépendance. Ils s'engagent plus nettement dans cette voie à partir de 1946, allant jusqu'à participer, en 1951, à un Front algérien pour la défense et le respect des libertés avec les mouvements nationalistes.

Ceux-ci ne devaient pourtant jamais accepter totalement le P.C.A. : d'abord il restait marqué par ses origines « roumises » et son inféodation au P.C.F. ; ensuite il défendait une conception de la nation algérienne non conforme à leurs vues. En février 1939, Thorez, lors d'une tournée en Algérie, avait soutenu la thèse de « la nation algérienne en formation ». Celle-ci, avait-il dit, s'élabora par le brassage de différents apports, arabe, berbère, israélite, français, qui lui donnent son originalité. Une telle analyse prenait le contre-pied de deux postulats chers aux oulémas et aux militants du P.P.A. : pour eux la nation algérienne n'a existé que par la conquête coloniale et l'apport français, étranger et imposé, devait être rejeté. Les communistes, de plus, étaient attachés au respect de la légalité et dénonçaient comme « aventurisme » toute perspective de lutte armée.

Le déclenchement de la guerre en 1954 devait les surprendre totalement et consommer le naufrage d'une politique marquée du sceau de l'éclectisme et du légalisme. Rejetés par la communauté européenne, qui voyait en eux des traîtres, délaissés par les musulmans, les communistes algériens, après l'échec d'un éphémère « *maquis rouge* », devaient finir par rejoindre le F.L.N. Celui-ci acceptait de les recevoir à condition qu'ils s'engagent individuellement dans ses rangs. Nombreux sont ceux qui se sacrifièrent dans des missions dangereuses et obscures.

Il serait injuste de ne retenir de ces quelques quarante années que les ambiguïtés, les hésitations, les erreurs d'appréciation. Plus d'un militant algérien a fait ses premières armes au P.C. et y a reçu une formation politique de base avant de le quitter. Et, par le retentissement qu'eurent leurs actions ou leurs écrits, des hommes comme Fernand Yveton, possesseur de bombes, condamné à mort et exécuté, le lieutenant Maillot, tué au maquis, ou Henri Alleg, journaliste et auteur de « *La Question* », ont payé le prix du sang pour que naisse une Algérie libre et souveraine.

D. J.

UN GUIDE INDISPENSABLE

Une société et ses institutions

★ L'ALGÉRIE POLITIQUE : INSTRUCTIONS ET RÉGÈLES, de Jean-Claude Vatin, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques (27, rue Saint-Guilhem), 592 pages, 120 F.

VOilà la première étude magistrale sur l'Algérie indépendante, appelée à être le livre de chevet de tous ceux qui s'intéressent sérieusement à ce pays. L'ouvrage est à la fois descriptif, chronologique, analytique, critique et synthétique.

Leca et Vatin présentent toujours le thème qu'ils étudient en faisant son historique, de sorte que le lecteur en suit l'évolution et les transformations. Ainsi, le sous-chapitre concernant les travailleurs — qui aurait pu à lui seul constituer une monographie — permet de suivre la vie du mouvement syndical depuis sa naissance, dans les années 20, jusqu'à la période actuelle, en passant par les rivalités entre les différentes organisations, la façon dont l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens) s'est imposée, le rôle qu'elle a joué pendant la guerre d'indépendance, puis de 1962 à 1965, enfin les diverses phases qu'elle a connues depuis l'accession au pouvoir du président Boumedienne.

Après avoir éliminé les mécanismes, rapprochés des faits élogiques, situés les organismes par rapport au

pouvoir, à la société, à l'évolution globale du pays, les auteurs mettent en lumière le décalage — quand il existe — entre le discours et la réalité, débusquant les contradictions contenues dans différentes proclamations. Ils en expliquent aussi la genèse et distinguent les contradictions réelles de celles qui ne sont qu'apparences et auxquelles nombre d'observateurs superficiels se laissent facilement prendre. Une fois effectués ce travail, les auteurs s'attachent à dégager des « *éléments d'appréciation* » (c'est le titre des pages qui concluent le sous-chapitre consacré aux travailleurs) et cherchent à tirer des enseignements.

La première partie de l'ouvrage, intitulée « *Les institutions* », passe en revue le parti, l'Etat, l'organisation des pouvoirs publics, du 20 septembre 1962 au 20 septembre 1963, la Constitution du 10 septembre 1963, l'évolution du régime, le régime du 19 juin 1965, les organisations politiques et les organisations de masses, les institutions locales (la commune et la wilaya ou département). Le tout est couronné par des réflexions sur la décentralisation, le statut des autorités locales, la légitimité de l'administration, la culture politique locale, etc.

Dans la deuxième partie, « *Régime et Société* », en raison des sujets abordés (l'idéologie, les programmes officiels, l'intégration politique et dynamique sociale, les forces politiques, etc.), la part de l'analyse et de la réflexion est plus importante. Elle voit comment les discours officiels et les messages idéologiques sont perçus et vécus par les Algériens. L'ensemble est étayé par des textes et des enquêtes sur le terrain.

Les pages sur l'idéologie, la nation, l'Etat, le populisme algérien, le socialisme, l'islam, sont particulièrement éclairantes. Bien qu'écrites il y a déjà quelque temps, elles contribuent à faire saisir l'importance du récent débat sur la charte nationale.

tout en permettant de mieux comprendre certaines de ses ambiguïtés et de ce qu'elle a eu de novateur. Ainsi, à propos de la religion, les auteurs notent avec beaucoup de finesse : « Deux erreurs symétriques sont très fréquemment commises dans l'analyse politique de l'islam. La première consiste à en faire une réalité monolithique qui permettrait de tout expliquer à partir de son centre immuable... la seconde consiste à ignorer l'islam, soit en n'en parlant jamais, ce qui est une façon d'en reconnaître la puissance par préterition, soit en y voyant un épiphénomène de la lutte des classes, une arme aux mains de la bourgeoisie... Ces deux attitudes, apparemment contradictoires, excluent pas d'ailleurs un certain concordisme, scientifiquement douteux. »

La plupart des ouvrages consacrés, depuis l'indépendance, à l'Algérie politique souffrent d'un même défaut : partant le plus souvent de schémas — de gauche ou de droite — les auteurs cherchent à tout prix à y intégrer les faits, ce qui leur permet de porter des jugements de valeur. Pour être parfois séduisants, ceux-ci ne retiennent pas moins approximativement ou fallacieusement Jean Leca et Jean-Claude Vatin ont choisi la démarche inverse : partant des faits et de la réalité, sans a priori, ils en acceptent la complexité, ils s'efforcent de la comprendre et de la faire comprendre. Ils n'en perdent pas pour autant leur esprit critique, mais s'abstiennent de se poser en « *donneurs de leçons* ».

Qualité de l'information, rigueur de l'analyse, honnêteté intellectuelle, sont les principaux mérites de cet ouvrage qui, avec l'Algérie politique, histoire et société (1) et l'Algérie des anthropologues (2), forme une trilogie indispensable à la compréhension de l'expérience algérienne.

PAUL BALTA.

(1) Jean-Claude Vatin, Fondation nationale des sciences politiques.
(2) Philippe Lucas et Jean-Claude Vatin, Maspéro, 35 F.

« L'Annuaire de l'Afrique du Nord »

★ L'ANNUAIRE DE L'AFRIQUE DU NORD, 1974, Editions du C.N.R.S., 1 220 pages, 210 F.

UTIL de travail pour tout ceux qui s'intéressent à l'évolution des pays du Maghreb, ce troisième volume de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, réalisé par le Centre de recherche et d'études sur les sociétés méditerranéennes (C.R.E.S.M.), est consacré aux événements de 1974. Ce fut, pour l'Algérie, l'année marquée par l'élection de M. Boumedienne à la présidence de l'Assemblée générale des Nations unies ; pour la Tunisie, celle du neuvième congrès du parti socialiste destourien et, pour le Maroc, celle du discours de Hassan II annonçant que la Cour de la Haye allait être saisie du dossier du Sahara occidental.

Outre les rubriques traditionnelles concernant l'actualité politique, économique, législative et scientifique et les tables chronologiques et bibliographiques habituelles, l'annuaire présente aussi un dossier sur les matières premières énergétiques et minérales au Maghreb (1). On ne peut qu'approuver cette option. Le différend entre Alger et Rabat à propos du Sahara occidental comporte des données économiques. Le phosphate de Bou-Craa (1,3 milliard de tonnes de réserve) et le fer de Guez-Djebel (3 milliards de tonnes de réserve) constituent des enjeux importants.

Au-delà des inventaires et des contacts, l'annuaire met l'accent sur les conséquences dans les relations internationales d'une nouvelle définition de la place et du rôle des matières premières dans le développement.

L'inspiration de la Mauretanie dans l'annuaire, commentée l'année dernière par un article de présentation générale, est plus systématiquement poursuivie, notamment dans le domaine de la bibliographie. Le C.R.E.S.M. a donc consacré deux années pour l'observer.

D. J.

(1) Le C.R.E.S.M. publie séparément cet ensemble d'articles dans un ouvrage intitulé *Les Stratégies des matières premières au Maghreb*, Editions du C.N.R.S., 15, quai Anatole-France, Paris, 210 pages, 42 F.

LIVRES

POLONAIS et sur la Pologne

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île (4^e)
Tél. : 325-91-09

كتاب في التاريخ

RIE
ARANTE ANN
tionalisme

Up. 1.50

JUSTICE

Inculpé d'abus de confiance et écroué à la Santé

M. Hervé de Vathaire a confirmé qu'il avait remis les 8 millions de francs à l'ancien mercenaire Jean Kay

C'est en exécution du mandat lancé contre M. Hervé de Vathaire, le 9 juillet dernier, par M. François Petot, juge d'instruction à Paris, que le collaborateur de M. Marcel Dassault a été appréhendé, mercredi 8 septembre, à l'aéroport d'Orly. Conduit au Quai des Orfèvres puis au cabinet de M. Guy Joly — le magistrat qui remplace M. Petot, actuellement en vacances — M. de Vathaire s'est expliqué spontanément pendant près de trois heures sans être assisté par

un avocat. M. de Vathaire a été inculpé d'abus de confiance et écroué à la prison de la Santé.

L'inculpé, qui n'a pas choisi de défenseur, aurait reconnu avoir remis 8 millions de francs à la B.N.P., sur le compte personnel de M. Marcel Dassault, afin de remettre cette somme ainsi qu'un dossier constitué par ses soins à l'ancien mercenaire Jean Kay. M. de Vathaire n'aurait pas précisé quel était le contenu

de son dossier, se bornant à indiquer qu'il se trouvait à l'époque en proie au plus vif découragement. Il aurait ajouté qu'il n'avait pas revu M. Jean Kay et qu'il ignorait où il se trouvait. Celui-ci aurait indiqué par téléphone à son avocat, M. Jean-Marc Varaut, qu'il avait l'intention de « venir s'expliquer ». Un mandat d'arrêt a été délivré par le magistrat instructeur contre Jean Kay pour complicité d'abus de confiance et recel.

« On espérait trouver un dérivatif à l'affaire Lockheed »

Voici des extraits de l'interview de M. Marcel Dassault, diffusée à TF 1 le 8 septembre :

« M. Dassault, vous acceptez de parler la jour du retour à Paris de M. Hervé de Vathaire. Est-ce qu'il s'agit d'un hasard ou d'une coïncidence ?
— Il s'agit évidemment d'un hasard parce que mon passage à la télévision aujourd'hui a été décidé dimanche dernier. Et, évidemment, ce n'est pas en rapport avec M. de Vathaire. Mais je crois qu'il a bien fait ; c'est une bonne chose pour lui, et c'est surtout bien pour ses parents, qui étaient dans une folle inquiétude sur son sort.

— Votre version de cette affaire ?
— Comme vous venez de le dire, M. de Vathaire a travaillé avec moi depuis vingt-cinq ans. C'était un chef de service de grande qualité, très intelligent, connaissant admirablement son métier. Et puis je lui avais donné toute ma confiance et il avait ma signature. Un jour, en rentrant chez lui, il a trouvé sa femme morte, noyée dans sa baignoire. Cela lui a donné un choc, c'est bien naturel. Il a voulu s'étourdir, il est allé dans les boîtes, et peut-être a-t-il pris là des goûts de luxe, je n'en sais rien. Toujours est-il que, le 6 juillet, il est allé à la banque, il a pris 8 millions et il a disparu. Naturellement, j'ai déposé une plainte en abus de confiance. Mais quelques semaines plus tard, son père m'a écrit une lettre très émouvante, et chaque fois que je la lis je suis un peu ému. C'est stupide, mais c'est comme ça.

— C'est pour cette raison que vous avez retiré votre plainte ?
— Oui. J'ai reçu cette lettre six semaines après le malheureux événement, j'ai voulu oublier le jour où il a perdu sa femme et où il en est suivi ce qui s'en est suivi. Je ne me suis rappelé que des vingt-quatre ans où il a travaillé avec moi correctement et j'ai retiré ma plainte.

— Certes, cette lettre est très émouvante. Mais les 800 millions ? Cela me semble étonnant que vous ayez renoncé à votre plainte au vu de cette simple lettre.
— Eh bien ! Je vous dirai que j'avais en par un inspecteur de police chargé de l'affaire. M. de Vathaire n'était probablement plus en possession de cet argent et que je ne reverrais jamais quoi que ce soit. Je n'avais aucune raison de mésestimer, d'oublier, et réaliser une vengeance pure et simple. Je ne suis pas pour la vengeance, un-

quement pour la vengeance. Donc j'ai retiré ma plainte. Les choses en étaient là et la famille de Vathaire avait pu vivre tranquille jusqu'au jour du retour de l'enfant prodige, qui s'est produit heureusement aujourd'hui.
— Vous venez de dire que, d'après un inspecteur de police, l'argent avait disparu. Où est cet argent ?
— Je n'en ai pas la moindre idée. Je ne peux vous dire que ce que je sais. M. de Vathaire, dans les derniers jours qu'il était à la maison, n'avait invité aimablement à participer à une séance de spirisme. Si j'y avais été, j'aurais pu faire tourner les tables. Comme je n'y suis pas allé, je n'ai pas pu lui faire tourner les tables, pour savoir qui avait l'argent.
— Cet inspecteur ne vous a donné aucune indication ?
— Il nous a dit cela assez tôt. Après le 6 juillet. Alors, en dehors de cette affaire-là, il y avait ce dossier. Alors, la presse, s'en est saisi en espérant trouver un dérivatif à l'affaire Lockheed. On est allé jusqu'à insinuer que dans ce dossier il y avait des photographies d'opérations délictueuses de la Société des avions Marcel-Dassault-Breguet-Aviation. Or, il n'y a jamais rien eu de semblable, et je vais vous démontrer pourquoi.

Cette société travaillant pour l'Etat est contrôlée par les contributeurs de l'Etat, et les contrôleurs de l'Etat français étant aussi forts que ceux de l'Etat américain, s'il y avait eu quelque chose là j'aurais trouvé, comme les Américains ont trouvé chez Lockheed l'affaire des pots-de-vin. Mais j'ai une autre preuve encore plus palpable : c'est qu'on a dit à tort jusqu'à ce jour que M. de Vathaire était chef comptable de toutes mes sociétés. C'est totalement inexact. Il est le chef comptable d'un grand nombre de mes sociétés, mais il n'a jamais été chef comptable de la Société des avions Marcel-Dassault-Breguet-Aviation. Cette société est une société anonyme, cotée en Bourse, ayant de petits porteurs, elle doit donc être traitée avec le plus grand soin.

— M. de Vathaire était quel qu'un d'important chez vous ?
— M. de Vathaire avait la signature de mes sociétés mais n'avait pas la signature de la Société Marcel-Dassault-Breguet-Aviation. C'était tout à fait séparé, du fait que c'est une société cotée en Bourse.
— Certains ont parlé de dossier immobilier ?
— C'est ce que j'ai dit. Les choses se sont passées de la façon suivante. Le 12 juillet, six jours après la mort de M. de Vathaire, deux jours avant que je ne parte en vacances, mon concubine m'a dit une chose, mon concubine m'a dit qu'une personne avait téléphoné, lui disant : « J'ai un dossier très important concernant M. Dassault. Si tu veux en prendre connaissance, il faut que tu viennes à 9 heures du soir à tel numéro (qu'il a donné) et je te montrerai le dossier. » Ne voulant pas entrer en relations avec un inconnu, dans ce dossier il n'y avait absolument rien d'inquiétant, j'ai téléphoné à la police judiciaire en lui disant : il y a là un monsieur qui m'a téléphoné qu'il a un dossier. Appelez-le à 9 heures au numéro indiqué. Dites-lui que ce dossier ne m'intéresse pas et prenez possession. Ce qu'a fait la police, qui dès le 12 juillet a été en possession du dossier et l'a transmis au juge d'instruction chargé de l'affaire de Vathaire.

— Qu'y avait-il à l'intérieur de ce dossier ?
— Je ne sais pas ce qu'il y a, à part la déclaration de la jeune dame qui a dit que c'étaient des

affaires financières immobilières. Il n'y a rien concernant l'aviation.

— Y a-t-il un autre aspect des choses ? J'estime votre firme une firme très sérieuse travaillant pour la défense nationale. Sans parler de surveiller les collaborateurs, on peut se poser des questions. Comment un collaborateur étranger peut-il tout à coup avoir accès à des papiers, perdre la tête, avoir accès à de l'argent et partir ?
— Il n'avait pas du tout accès à la comptabilité des Avions Marcel-Dassault-Breguet-Aviation. Il n'avait accès qu'à la comptabilité des sociétés dont il s'occupait lui-même, c'est-à-dire une société qui s'appelle Générale Immobilière, Marcel Dassault, société à responsabilité limitée, et différentes autres sociétés à responsabilité limitée qui occupent chacune d'une activité différente, journal, cinéma, etc., mais c'est tout. Il n'avait aucun rapport avec les avions.

— M. Dassault, vous venez de simplifier un petit peu l'affaire. Pourquoi, si cette affaire est si simple, a-t-on attendu deux mois pour la révéler ?
— Il me faut dire que moi je suis parti en vacances le 14 juillet et que, s'il y avait quelque chose à révéler, c'était l'affaire de la police, puisque à l'époque j'avais déposé une plainte. La police était saisie. Si elle voulait en parler, rien ne l'empêchait de le faire. Depuis, j'ai levé la plainte. Alors, je ne vois absolument pas, je peux vous dire, il y a des gens qui me demandent où est le dossier ; ce dossier, j'ai transmis à la police judiciaire sans l'avoir jamais eu entre les mains.

— A quel moment ?
— Les choses se sont passées de la façon suivante. Le 12 juillet, six jours après la mort de M. de Vathaire, deux jours avant que je ne parte en vacances, mon concubine m'a dit une chose, mon concubine m'a dit qu'une personne avait téléphoné, lui disant : « J'ai un dossier très important concernant M. Dassault. Si tu veux en prendre connaissance, il faut que tu viennes à 9 heures du soir à tel numéro (qu'il a donné) et je te montrerai le dossier. » Ne voulant pas entrer en relations avec un inconnu, dans ce dossier il n'y avait absolument rien d'inquiétant, j'ai téléphoné à la police judiciaire en lui disant : il y a là un monsieur qui m'a téléphoné qu'il a un dossier. Appelez-le à 9 heures au numéro indiqué. Dites-lui que ce dossier ne m'intéresse pas et prenez possession. Ce qu'a fait la police, qui dès le 12 juillet a été en possession du dossier et l'a transmis au juge d'instruction chargé de l'affaire de Vathaire.

— Qu'y avait-il à l'intérieur de ce dossier ?
— Je ne sais pas ce qu'il y a, à part la déclaration de la jeune dame qui a dit que c'étaient des

affaires financières immobilières. Il n'y a rien concernant l'aviation.

— Y a-t-il un autre aspect des choses ? J'estime votre firme une firme très sérieuse travaillant pour la défense nationale. Sans parler de surveiller les collaborateurs, on peut se poser des questions. Comment un collaborateur étranger peut-il tout à coup avoir accès à des papiers, perdre la tête, avoir accès à de l'argent et partir ?
— Il n'avait pas du tout accès à la comptabilité des Avions Marcel-Dassault-Breguet-Aviation. Il n'avait accès qu'à la comptabilité des sociétés dont il s'occupait lui-même, c'est-à-dire une société qui s'appelle Générale Immobilière, Marcel Dassault, société à responsabilité limitée, et différentes autres sociétés à responsabilité limitée qui occupent chacune d'une activité différente, journal, cinéma, etc., mais c'est tout. Il n'avait aucun rapport avec les avions.

— M. Dassault, vous venez de simplifier un petit peu l'affaire. Pourquoi, si cette affaire est si simple, a-t-on attendu deux mois pour la révéler ?
— Il me faut dire que moi je suis parti en vacances le 14 juillet et que, s'il y avait quelque chose à révéler, c'était l'affaire de la police, puisque à l'époque j'avais déposé une plainte. La police était saisie. Si elle voulait en parler, rien ne l'empêchait de le faire. Depuis, j'ai levé la plainte. Alors, je ne vois absolument pas, je peux vous dire, il y a des gens qui me demandent où est le dossier ; ce dossier, j'ai transmis à la police judiciaire sans l'avoir jamais eu entre les mains.

— A quel moment ?
— Les choses se sont passées de la façon suivante. Le 12 juillet, six jours après la mort de M. de Vathaire, deux jours avant que je ne parte en vacances, mon concubine m'a dit une chose, mon concubine m'a dit qu'une personne avait téléphoné, lui disant : « J'ai un dossier très important concernant M. Dassault. Si tu veux en prendre connaissance, il faut que tu viennes à 9 heures du soir à tel numéro (qu'il a donné) et je te montrerai le dossier. » Ne voulant pas entrer en relations avec un inconnu, dans ce dossier il n'y avait absolument rien d'inquiétant, j'ai téléphoné à la police judiciaire en lui disant : il y a là un monsieur qui m'a téléphoné qu'il a un dossier. Appelez-le à 9 heures au numéro indiqué. Dites-lui que ce dossier ne m'intéresse pas et prenez possession. Ce qu'a fait la police, qui dès le 12 juillet a été en possession du dossier et l'a transmis au juge d'instruction chargé de l'affaire de Vathaire.

— Qu'y avait-il à l'intérieur de ce dossier ?
— Je ne sais pas ce qu'il y a, à part la déclaration de la jeune dame qui a dit que c'étaient des

La tentative d'évasion du gang des Lyonnais

LE GARDIEN DE PRISON EST REVENU SUR SES AVEUX

Entendu, mercredi 8 septembre, par M. Jean Veyre, juge d'instruction à Lyon, Roger Maurin, surveillant de la prison Saint-Paul, arrêté le 24 août dernier après la découverte du projet d'évasion d'Edmond Vidal, chef du « gang des Lyonnais » (le Monde du 26 août), est revenu sur ses déclarations antérieures visant sa complicité dans ces préparatifs. Roger Maurin a expliqué au magistrat que Charles Rizzo, un détenu travaillant à l'atelier de serrurerie, lui avait fourni vers la mi-juillet une serrure identique à celle de la cellule d'Edmond Vidal afin qu'il la ramette, à l'extérieur de la prison, à un émissaire qui le contacterait. Selon le surveillant, un homme s'est effectivement présenté et a pris possession de la serrure. Après son arrestation, Roger Maurin avait identifié ce personnage, sur des photos, comme étant Constantin Silmetzoglou, l'un des inculpés du « gang des Lyonnais » qui, bénéficiant d'un non-lieu, se trouvait en liberté au moment de la « transaction ». Or, le 8 septembre, confronté à Constantin Silmetzoglou, le surveillant n'a pas reconnu cet homme et il n'a pas remis le paquet.

Quant à Charles Rizzo, il se cantonne dans ses premières déclarations, selon lesquelles il n'a jamais donné de serrure à Roger Maurin dans l'espoir qu'elle soit remise à un membre du gang à l'extérieur de la prison.

● L'audition d'un meurtrier présumé de l'inspecteur Damour. Tandis que les recherches continuent pour retrouver Marino Monis, vingt-deux ans, meurtrier présumé de l'inspecteur divisionnaire Roger Damour, tué à Lunel (Hérault) le 1^{er} septembre, le complice de celui-ci, Dominique Limad, vingt ans, a été entendu le mercredi 8 septembre par les policiers de Montpellier. Il a affirmé que Marino Monis avait pris la décision de tuer le policier parce que ce dernier était en possession de renseignements sur ses activités délictueuses. Il aurait alors acheté chez un armurier de Lunel un pistolet à barillet et un moule permettant de couler des balles.

En marge de l'affaire de l'Espéridou

UN ETUDIANT DE MONTPELLIER COMPARAITRA EN APPEL LE 16 SEPTEMBRE

M. Bruno Evellard, vingt-sept ans, étudiant en psychologie à Montpellier, qui avait été condamné, le 27 juillet dernier, à trois mois d'emprisonnement, dont deux avec sursis, par le tribunal correctionnel de Montpellier, comparaitra en appel le 16 septembre. Incarcéré depuis le 17 juin, puis libéré après l'audience, il était poursuivi pour violence et voies de fait envers le docteur André Sorelli, directeur de l'U.E.R. de psychologie de Montpellier et neuropsychiatre attaché à l'Espéridou, établissement pour enfants inadaptés qui a été fermé après l'incapacitation de son directeur, le Père René-Emile Fabre (« le Monde » du 29 juin), concubinaire au décès de la petite Isabelle Le Menach.

Au début du mois d'août, l'avocat de l'étudiant — qui est aussi avocat de la famille Le Menach — M. André Ferran, avait demandé par lettre à l'avocat général chargé du dossier de ne pas citer le procès en appel avant le 1^{er} octobre, de manière à permettre à M. Bruno Evellard, fatigué par son incarcération, de préparer ses examens prévus à partir du 15 septembre.

La justice, en imposant une citation du procès trois jours après le début de la session d'examen, n'a pas retenu ces considérations. S'agit-il simplement d'une négligence, due au départ en congé d'un avocat général qui n'a pas transmis les consignes à son remplaçant ? Ou bien faut-il faire le lien, comme le suggère M. André Ferran, entre les deux affaires judiciaires ? Le parquet général aurait voulu, selon l'avocat, réviser le cas de M. Bruno Evellard « avant que ne surviennent d'autres rebroussements dans l'affaire de l'Espéridou ».

● Metz : condamnation pour refus d'obéissance. — Deux appelés incorporés au 6^e groupement des moyens régionaux de Montpellier-Metz (Moselle), MM. Jean-Luc Fontaine, vingt-deux ans, domicilié à Paris, et Luc Kowalski, vingt ans, habitant Solsoons (Alsace), ont été condamnés, mardi 7 septembre, à deux ans de prison pour refus d'obéissance par le tribunal permanent des forces armées de la 6^e région militaire siégeant à Metz.

La sérénité de M. Marcel Dassault

N'y aurait-il eu dans cette affaire que quelques moments d'égarement ? C'est du moins l'opinion de M. Marcel Dassault à propos de la suite de l'un de ses principaux collaborateurs à qui il avait donné « toute sa confiance ». Simple « mésaventure » que la disparition de M. Hervé de Vathaire, un directeur de l'un des groupes industriels français les plus importants qui dérobe 8 millions de francs à son employeur après avoir constitué un dossier accusateur sur certaines opérations financières réalisées par ce dernier. Faisant preuve d'une grande indulgence, M. Dassault, la « victime », n'a voulu retenir qu'un point de vue sentimental sur cette affaire.

Il se félicite du « retour du fils prodige » à qui il a déjà accordé son pardon, retirant sa plainte en réponse à une lettre « émouvante ». Pour le constructeur d'avions la première explication du comportement de M. de Vathaire tient au fait que celui-ci avait été profondément troublé par la mort de sa femme le 19 avril dernier. Pour oublier, il a voulu « s'étourdir », il est allé dans les boîtes où l'on risque de découvrir le goût du luxe et peut-être d'avoir de mauvaises fréquentations.

De la part de l'un des « témoins » les plus qualifiés dans cette affaire, on pouvait attendre autre chose que cette vision, romanesque. L'homme que l'on attendait le 3 septembre à Orly, n'était-il qu'un convalescent parti soigner sa dépression au soleil de Corfou ? M. Dassault n'a pas convaincu et l'on peut s'étonner qu'il ait pu sembler vouloir réduire la portée d'une affaire qui n'en demeure pas moins troublante après ses explications. M. Dassault avait pourtant délibérément choisi depuis plusieurs jours de paraître à la télévision, en sachant le retentissement que pouvait avoir une telle interven-

tion. M. Dassault a estimé que la mort de Mme de Vathaire avait été un élément déterminant dans la conduite de son fondé de pouvoir. Mais il s'avère aujourd'hui que l'égarement de M. de Vathaire avait commencé beaucoup plus tôt. On sait notamment que le rencontre de ce dernier avec l'ancien mercenaire Jean Kay remonte au mois de novembre 1975. Dès ce moment le directeur comptable a pu se trouver en relation avec un milieu où l'on retrouve à la fois certains « marginaux », bien connus des services de police, des activistes d'extrême droite, et des hommes auxquels des services secrets ou officieux — français ou étrangers — font parfois appel.

« Accessoire »
D'autre part, M. Dassault fait peu de cas de la disparition et de la destination des 8 millions de francs détournés par M. de Vathaire. Il n'a pas répondu aux questions que l'on peut se poser sur la facilité apparente avec laquelle une telle somme a pu être retirée de la banque. A moins que ce genre d'opération n'ait pas eu de quoi surprendre le banquier. Le retrait d'une plainte en abus de confiance était-il nécessaire pour éviter le risque d'un suicide de M. de Vathaire. Il semble à ce propos que M. Dassault ait obtenu très tôt la quasi-certitude qu'il ne pourrait jamais récupérer la somme emportée par son directeur comptable. On peut se demander également pourquoi, au lendemain de sa disparition, M. de Vathaire a été si étonné d'apprendre que M. Dassault avait aussitôt déposé une plainte contre lui.

Si l'on suit la sans des explications fournies par M. Dassault, le détournement des 8 millions de francs serait finalement et relativement « ac-

FRANCIS CORNU.

UN PROGRES DANS LA COMMUNICATION PUBLICITAIRE

Le couple gagnant...

Une étude de la SOFRES le prouve. Réalisée sur un échantillon de 6000 personnes, cette étude a dégagé les effets cumulatifs de la Télévision et de Télé 7 Jours dans le cas de lancement d'un produit (Téfal). L'impact de création d'une identité de marque ou de gamme (Bissell, Maggit) de consolidation d'un positionnement de leader (Soulpline, Teissier) d'identification d'un nouveau conditionnement (Sollkano) de stimulation de la demande consommateurs (Cadbury).

Les résultats sont nets : l'efficacité de la communication est considérablement renforcée, à budget égal, en répartissant l'investissement entre la TV (50%) et Télé 7 Jours (20%).

Les chiffres sont là. Nous les avons réunis dans une brochure. Demandez-la à Télé 7 Jours.

Télé 7 Jours, c'est déjà un média.

— Le REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.
— Ouvert toute l'année.
— Pas de limite d'âge.
— Classes de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'études par jour.
— École reconnue par le ministère de l'Éducation de Grande-Bretagne.
— Examens de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.
— Sauna, piscine couverte, discothèque.
REGENCY, RAMSGATE KENT, G.B.
Tél. THAMET 512-12
ou Mme BOUILLON
4, rue de la Persévérance
95 EAUBONNE - FRANCE
Tél. 939-26-33 en soirée.

ESPAGNOL
« Centre d'enseignement des Langues de l'Europe »
ANGLAIS
« English House »
— Dans le cadre de la Formation Permanente.
— Bourses pour Étudiants.
COMPAGNIE EUROPÉENNE DE FORMATION PERMANENTE
2, boulevard de Bonne-Nouvelle
75002 PARIS - Tél. : 232-67-03
40, rue de Foy-Moutin
75005 PARIS - Tél. : 49-69-69
ANGLAIS-ESPAGNOL

(PUBLICITE)
FORMATION PERMANENTE
Université Sorbonne Nouvelle (PARIS III)
Stages commencent en octobre et novembre 1976.
— Langues : anglais, allemand, arabe, italien, espagnol, portugais, hébreu, persan.
— Perfectionnement du français pour étrangers.
— Expression orale et écrite.
— Initiation aux tâches de bibliothécaires.
— Sports : expression corporelle ; gymnastique d'entretien ; relaxation ; yoga.
CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DE PARIS III
CENTRE CENSIER (bureau 218)
13, rue de Saint-Vincent, 75005 PARIS
Tél. : 53-53-55, 10-53-15, 5-108
Inscriptions sur place du 15 septembre au 15 octobre : 11 à 12 h. — 15 h. 30 à 17 h.

SC.PO
Préparation annuelle sur place ou par correspondance :
— Examen d'entrée 1^{re} année ;
— Procédure admission 2^e année ;
— Soutien en cours d'A.P.F. ;
— Concours E.N.A.
3 CENTRES CEPES
Groupement libre de professeurs
87, rue Charlot-Lafitte, 92 100
Tél. 722-94-94 ou 745-09-19

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS
pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

(Publicité)
UNIVERSITÉ PARIS NORD
UER des Sciences de l'Expression et de la Communication
Département Relations Publiques
relations : de presse
de travail
information : marketing
loisir-marketing
Formation concernant les titulaires d'un DEUG ; deux années d'études, incluant plusieurs stages dans les services spécialisés des entreprises et administrations.
Inscription du 6 au 30 septembre 1976.
Entretien d'orientation préalable à demander :
avenue J.-B.-Clément - 93430 VILLETANEUSE.
Téléphone : 822-06-90, postes 343 et 410.

ÉDUCATION

A LA VEILLE DE LA RENTRÉE SCOLAIRE

Le ministre de l'éducation lance un appel à la modération des revendications

Pour sa troisième rentrée scolaire en tant que ministre de l'Éducation, M. René Haby a lancé, mercredi 8 septembre, lors d'une conférence de presse, un appel à la modération des revendications, compte tenu de l'effort consenti. M. Haby estime que la situation scolaire et matérielle de la France justifie cette modération : « Notre rentrée scolaire, a-t-il dit, même si elle est en partie imparfaite, n'est pas à la même échelle de difficultés. Il ne faut pas se disperser sur des questions qui, de toute façon, seront réglées, j'en prends l'engagement ».

Le mardi 14 septembre, dix millions cinq cent mille jeunes Français prendront le chemin des écoles publiques. La progression globale des effectifs est très légère : soixante-dix mille. L'augmentation sera surtout nette dans les écoles maternelles et l'enseignement technique. Les écoles primaires et les établissements de second cycle d'enseignement général auront leur recrutement diminué.

● **ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE** — Deux millions deux

cent soixante-seize mille enfants de deux à cinq ans sont attendus, soit trente-six mille de plus que l'an dernier. Deux mille cinq cents classes nouvelles auront été ouvertes pour les accueillir. L'objectif fixé pour 1980 est de satisfaire complètement la demande des parents et d'accueillir tous les enfants dans des classes ne dépassant pas trente-cinq élèves. Cette année, a déclaré M. Deygout, directeur des écoles au ministère de l'Éducation, il y aura encore des classes qui dépasseront légèrement trente-cinq élèves. M. Haby a rappelé que, lorsqu'il est arrivé au ministère, il y a deux ans, « la norme de création de classes maternelles était encore de cinquante élèves ».

● **ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE** — La distribution des effectifs (quatre millions cent cinquante-huit mille élèves, soit quarante-deux mille de moins) permet aux inspecteurs d'académie d'opérer des transferts de postes d'enseignants dans les classes maternelles. Deux mesures visent à améliorer la qualité de l'enseignement : le recrutement de cinquante conseillers pédagogiques auprès des inspecteurs

mentations de tarifs et d'effectifs de cette rentrée, le ministre de l'Éducation a fait un accroissement de la participation de l'État.

Examens entre le 1^{er} et le 15 juillet

Après avoir fait le tableau technique de cette rentrée, le ministre de l'Éducation a déclaré : « Il peut y avoir, au jour J et à l'heure H, quelques événements imprévus. L'expérience prouve que nous les régions et qu'il n'est pas nécessaire de se promener avec des banderoles ou de déborder telle ou telle école de scolarisés qu'on simplifie les opérations revendicatrices. L'émotion des inspecteurs partant où on nous signale des difficultés sérieuses ».

À propos du coût de la rentrée, M. René Haby a rappelé sa position : « La hausse du coût des fournitures propres à l'école est de 8 % à 9 % suivant les années, soit moins que l'inflation générale du coût de la vie ». Le ministre a ajouté : « Nous accroîtrons le nombre de parts de bourses pour les familles les plus nécessiteuses ».

Le ministre a ensuite indiqué



(Dessin de CHENEZ.)

départementaux, ainsi que de vingt-cinq conseillers pour l'éducation nationale, qui prendra effet en septembre 1977 en sixième et au cours préparatoire. — Il comptait, cette année, étudier les problèmes de la condition enseignante et des conditions de travail des enseignants. Il a déjà indiqué qu'il était favorable à un groupement des examens dans la première quinzaine de juillet.

Enfin, interrogé sur le changement de gouvernement, M. Haby a répondu : « Mon problème n'est pas celui des relations avec le premier ministre, mais avec le système éducatif. Celui-ci n'ayant pas changé, la situation reste la même ».

● **ENSEIGNEMENT SECONDAIRE** — Dans le premier cycle, on enregistrera cette année une légère progression des effectifs, qui passera à deux millions six cent mille élèves (plus de six cent mille de plus que l'année dernière). M. Haby a souligné que, dans le second cycle, quatre élèves sur dix sont boursiers. Pour les manuels scolaires, M. Haby a indiqué que la suppression du crédit de 15 francs par classe de sixième était conjoncturelle. Les manuels de sixième doivent tous être changés l'an prochain. Le ministre a donc demandé aux chefs d'établissement d'utiliser un an de plus les stocks existants. Dans le domaine des transports scolaires, les crédits augmenteront de 10,5 %. Compte tenu des aug-

● **AIDE SOCIALE** — En 1975-1976, plus de deux millions d'élèves étaient titulaires d'une bourse, dont un million quatre cent vingt mille dans le premier cycle. Le ministre se plaît à souligner que, dans le second degré, quatre élèves sur dix sont boursiers. Pour les manuels scolaires, M. Haby a indiqué que la suppression du crédit de 15 francs par classe de sixième était conjoncturelle. Les manuels de sixième doivent tous être changés l'an prochain. Le ministre a donc demandé aux chefs d'établissement d'utiliser un an de plus les stocks existants. Dans le domaine des transports scolaires, les crédits augmenteront de 10,5 %. Compte tenu des aug-

P.C.E.M. 1
Pharmacie
stages pré-réalisés
13-9 ou 27-9 et 20-9 ou 2-10
groupes 3 à 8 étudiants
CENTRE EPSILON
8, rue Laito, 75016 PARIS
704-40-80

M. René Haby a étudié le fonctionnement du système scolaire soviétique

La sélection pratiquée en URSS « pourrait être un élément de réflexion pour la France »

De notre envoyée spéciale

Moscou. — M. René Haby, ministre de l'Éducation, a fait un voyage d'étude en U.R.S.S. du 2 au 7 septembre, sur l'invitation du gouvernement soviétique. Premier membre du nouveau gouvernement, reçu officiellement en Union soviétique, M. Haby a souligné la valeur symbolique de sa visite, encore que celle-ci ait surtout eu un caractère technique. Au cours d'entretiens avec les plus hauts responsables de l'enseignement en Union soviétique et de rapides visites d'établissements, le ministre de l'Éducation a pu comparer l'organisation générale des systèmes éducatifs des deux pays. Il a d'abord relevé des ressemblances. Il y a, par exemple, à-t-il constaté, une école maternelle qui se développe très rapidement et qui devra accueillir de près d'un quart l'effectif des enfants scolarisés. Notre objectif est analogue.

L'école maternelle soviétique — plus couramment appelée jardin d'enfants, et qui abrite souvent une crèche — accueille environ 55 % des enfants de moins de sept ans. Comme en France, on note des disparités importantes du taux de scolarisation entre les villes et la campagne ; de même, ce sont surtout les deux dernières années qui sont le plus fréquemment suivies par les enfants y recevant une préparation à l'enseignement élémentaire.

À sept ans, tous les enfants entrent pour huit années dans l'enseignement secondaire général, qui se divise en deux cycles : les premières années, au cours desquelles les élèves ont un seul maître, sont proches de notre enseignement élémentaire. L'apprentissage de la lecture commence donc à sept ans, après une initiation entreprise à l'âge de six ans, au jardin d'enfants. Cette règle cependant vaut surtout pour les enfants dont la langue maternelle est le russe. Les parents, en effet, ont la possibilité de choisir la langue dans laquelle l'enseignement sera dispensé car il existe en Union soviétique plus d'une centaine de nationalités et une grande diversité de langues maternelles. Dans le cas où celle-ci n'est pas le russe, les enfants commencent à lire dès six ans, puis à sept ans, et entrent plus tard que le russe. Bien que cet enseignement ne soit pas obligatoire, la plupart des élèves le suivent aussi.

À partir de la quatrième année de l'enseignement, le cycle se condense, où des professeurs spécialisés enseignent les mathématiques, la physique, la chimie, la biologie, une langue étrangère et le marxisme-léninisme. Les programmes sont les mêmes dans tout le pays.

À la fin de la huitième année, un examen est organisé, et les élèves peuvent entrer soit dans un cycle d'enseignement général « long », de deux ans, soit dans un établissement d'enseignement spécialisé, soit dans une école technique et professionnelle où l'on

continue en même temps leur éducation générale. Il y a là, selon M. Haby, une similitude avec la réforme qu'il met actuellement en œuvre et qui prévoit notamment la création de lycées d'enseignement professionnel.

1 % de redoublements

Dans l'ensemble du système éducatif, les redoublements n'existent pratiquement pas, puisque le taux ne dépasse pas 1 %. Mais le ministre français a guère eu le temps d'obtenir des explications approfondies de cette réussite. Toutefois, dès l'école maternelle, les handicaps légers ou graves sont décelés. Certains enfants sont, dès le plus jeune âge, admis dans des établissements spécialisés, d'autres reçoivent au cours de leur scolarité un soutien individuel dans leur classe.

Tous les maîtres reçoivent une formation professionnelle, mais leur niveau de qualification varie avec le niveau des classes dans lesquelles ils sont destinés à enseigner. Ainsi les maîtres du cycle élémentaire sont-ils généralement formés dans des instituts pédagogiques du niveau des écoles techniques en quatre ou deux années, selon qu'ils ont suivi un enseignement général de huit ou dix ans. Très peu suivent un enseignement supérieur, bien que les responsables soviétiques le souhaitent à plus long terme. Les professeurs spécialisés dans l'enseignement secondaire sont formés, à l'issue de la dixième année d'enseignement général, en quatre ou cinq ans dans des instituts pédagogiques qui peuvent fonctionner dans l'université. Tous les cinq ans, les enseignants suivent des stages de formation permanente. La durée du travail est de dix-huit heures par semaine, mais il est possible de faire des heures supplémentaires rémunérées. Les enseignants ont près de deux mois de congé en été, mais pendant les petites vacances des élèves ils travaillent et organisent notamment des activités pour les enfants qui restent dans l'établissement.

Le fonctionnement des universités est très différent de ce qu'il est en France. Un concours d'entrée sélectionne le nombre exact d'étudiants attendus à la fin de leurs études pour occuper des emplois de haut niveau. C'est là, a constaté M. Haby, un « système bien organisé, mais le système soviétique ne peut pas être transposé en France ». Cependant, a-t-il ajouté, « le système universitaire français pose un problème. Il admet tous les étudiants et en rejette une partie un ou deux ans après, ce qui représente pour eux une perte de temps. D'autre part, il mène à certains diplômés qui ne débouchent pas sur des emplois. Sans vouloir transposer le système soviétique en France, il peut être un élément de réflexion ».

CATHERINE ARDITTI

RELIGION

« Nous sommes certains d'être dans le vrai chemin » déclare Mgr Lefebvre à Fanjeaux

Carcassonne. — En venant à Fanjeaux, mercredi, Mgr Lefebvre a remis au premier plan de l'actualité religieuse ce village de l'Aude où, à l'époque de la croisade contre les Albigeois, saint Dominique aurait accompli plusieurs miracles. S'il n'est plus question aujourd'hui des cathares, il n'en reste pas moins, que Fanjeaux, avec l'école de la Clarté-Dieu, renoue avec une certaine tradition « hérétique ». Installé depuis 1975 dans le village audois, la communauté de la Clarté-Dieu est composée de religieux qui ont quitté l'ordre des dominicains du Saint-Nom-de-Jésus de Toulouse, en réaction aux décisions de Vatican II. Le 1^{er} juillet 1976 le pape leur a imposé la dispense de leurs vœux de religion.

En célébrant, le 8 septembre, les vingt-cinq ans de vie religieuse de son Marie Simoulin et la prise de voile de son Myriam, l'ancien archevêque-évêque de Tulle s'est pourtant défendu de vouloir faire un nouveau coup d'éclat. « Nous devons rester fidèles à l'Église romaine, a-t-il dit dans son homélie prononcée devant six cents personnes, garder l'esprit que les difficultés que nous connaissons avec le Vatican trouveront une solution ».

À plusieurs reprises Mgr Lefebvre a déclaré qu'il voulait rencontrer Paul VI pour lui dire : « Saint Père, laissez-nous poursuivre l'expérience de la tradition... Nous avons la vérité, a-t-il encore dit, nous ne travaillons pas pour l'opinion publique. Nous travaillons pour la foi. Et, même si l'opinion publique est contre nous, nous continuerons parce que nous

De notre correspondant

sommes certains d'être dans le vrai chemin ».

Malgré une certaine modération dans les propos, Mgr Lefebvre s'est attaché à stigmatiser « les évêques qui ne nous pourchassent », déclarant notamment : « Nous ne jugeons pas le pape, nous ne jugeons pas les évêques, ce sont les traditions qui les condamnent ».

Pendant qu'il prononçait ces paroles, un avion a laissé tomber sur le village des tracts anonymes dans lesquels on pouvait lire : « Comme

Mgr Lefebvre n'ose pas répéter à Fanjeaux l'homélie politique d'exécution qu'il a osé prononcer à Lille, il est bon que ses fidèles reçoivent du ciel les éléments essentiels de ce sermon politique qui révèle le vrai visage de celui qui est resté le disciple de Maurras et qui admire aujourd'hui le dictateur argentin Videla, aussi répressif que Pinochet ».

À la sortie de l'office, des sympathisants de Mgr Lefebvre ont distribué des journaux en scandant : « Non à la société libérale envahissante ».

BERNARD REVEL

SIX MOUVEMENTS CATHOLIQUES DE GAUCHE CONDAMNENT L'ATTITUDE DU PRÉLAT

Les responsables des mouvements et périodiques la Vie nouvelle (M. Philippe Warnier), Fédération des groupes Témoignage chrétien (M. Claude Gault), Notre Combat (M. Bernard Schreiner), la Jeunesse étudiante chrétienne (M. Philippe Faron), les Équipes enseignantes (M. François Molle) et l'Action catholique universitaire (M. Jean-Marie Stock), réunis dans la perspective du lancement en France du mouvement « Chrétiens pour le socialisme », publient un communiqué dans lequel ils condamnent l'attitude rétrograde de Mgr Lefebvre et de ses partisans risquant de remettre en cause, dans les institutions et les mentalités du catholicisme français, les ouvertures inspirées par l'Évangile, plus que jamais nécessaires. Ils estiment que cette attitude risque égale-

ment de freiner les changements indispensables aux communautés chrétiennes si elles veulent assumer les réalités de la libération collective des hommes et des peuples.

« Ils appréhendent que, face aux prétentions de Mgr Lefebvre et à ses positions théologiques extrémistes, l'épiscopat français ait clairement affirmé son attachement à l'ouverture et au renouvellement décidés au concile Vatican II ».

« Ils dénoncent dans l'attitude de Mgr Lefebvre une opération politique menée par le courant d'extrême droite. Ils affirment la volonté de leurs mouvements de soutenir les théologues et les communautés chrétiennes ouverts aux exigences de la libération sociale et du changement évangélique dans les églises ».

Handwritten text in Arabic script.

SCIENCES

SECON UN RAPPORT DE LA FONDATION ROCKEFELLER

Les déchets radioactifs sont dangereux pour la population américaine

Washington. (A.F.P.). — Le stock de déchets radioactifs accumulés aux Etats-Unis représente actuellement un danger pour la population, estime un rapport de la Fondation Rockefeller publié le mercredi 8 septembre, à Washington.

Ce rapport a été rédigé par M. Mason Willich, directeur pour les relations internationales de la Fondation Rockefeller, à la demande de l'ERDA (Administration pour la recherche et le développement de l'énergie).

Depuis la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont stocké 815 000 mètres cubes de déchets hautement radioactifs d'origine militaire, et 3 000 mètres cubes provenant des centrales nucléaires civiles. Pour le seul site de Hanford, précise le rapport, dans l'Etat de Washington, où sont stockés 70 % des déchets militaires, il y a eu jusqu'à 100 millions de litres d'eau contaminés par la fuite de produits radioactifs.

Ces fuites « ont pu nuire à la santé humaine jusqu'à présent », mais elles continueront à présenter un danger « pour encore des centaines de milliers d'années ».

La meilleure façon de stocker ces matières, estime M. Willich, serait de faire des réservoirs à la surface du sol ou de les enfouir à une faible profondeur ou bien encore de profiter d'une faille géologique pour les placer très profondément sous terre ou sous les océans.

[Le rapport de M. Willich concerne la situation actuelle du stockage des déchets radioactifs aux Etats-Unis. Ces déchets ont été jusqu'ici stockés sans grandes précautions, en particulier ceux d'origine militaire. Un facteur est positif : les responsables sont de plus en plus conscients des dangers de ces déchets ; un autre est négatif : le volume des déchets à stocker se développe de l'énergie nucléaire civile est sans commune mesure avec celui des déchets militaires. La nature même de ces déchets est incertaine. La Geigy, qui possède la principale usine de retraitement de combustibles, la Nucleon Fuel Service, envisage de ne pas la remettre en marche elle n'est pas rentable. Il faudrait donc, pendant un certain temps au moins, considérer comme déchets les barreaux irradiés non traités des centrales nucléaires.]

MÉDECINE

PREMIER CAS EN FRANCE DEPUIS 1924

Un habitant de la région de Bordeaux est mort de la rage

Le vendredi 3 septembre, un ressortissant marocain dont l'identité n'a pas été révélée est mort de la rage au centre hospitalier régional de Bordeaux. La déclaration a été confirmée par l'Institut Pasteur. La nouvelle a été rendue publique, le 8 septembre, par un communiqué de la préfecture de la Gironde, destiné à éviter une panique injustifiée dans la région bordelaise.

L'homme, âgé de vingt-huit ans, avait été hospitalisé le 18 août pour des troubles digestifs à l'hôpital du Haut-Lévêque, à Pessac, où il montrait initialement des spasmes hydrophobiques (horreur de l'eau, qui est l'un des signes caractéristiques de la rage), alors qu'il avait précédemment des allures solides. Quarante-huit heures après, il présentait tous les signes d'une encéphalomyélite et était atteint de troubles respiratoires, qui exigèrent son transfert au centre de réanimation respiratoire, où il devait rapidement sombrer dans un coma, entretenu par respirateur artificiel jusqu'au 3 septembre. Une biopsie du lobe temporal devait être pratiquée, et le prélèvement acheminé vers l'Institut Pasteur confirmant le verdict de rage.

C'est le premier cas de rage humaine mortelle enregistré sur le territoire français depuis 1924. Depuis cette date, quelques personnes sont décédées en France de la rage, mais, à ce jour, il ne s'agit que de malades ayant contracté la maladie à l'étranger et qui n'étaient venus en France

que pour recevoir des soins appropriés (malheureusement inutiles), après la déclaration de la maladie. Ce n'est pas le cas de ce malade. Cependant, l'enquête qui débute ne permet nullement d'affirmer que, dans le cas bordelais, la rage a bien été contractée en France, étant entendu que la Sud-Ouest est et demeure pour l'instant indemne de rage animale.

Le cas isolé de ce Marocain soulève plusieurs problèmes médicaux par M. Aubertin, directeur du centre antirabique de Bordeaux, et notamment :

- A-t-il pu contracter la rage d'un animal ? Les premiers éléments de l'enquête laissent entendre que cet homme, originaire du Maroc, pays d'endémie rabique, donc suspect, n'a pas quitté la France depuis deux ans. D'autre part, il ne présentait aucune trace de morsure apparente. L'incubation de la rage pouvant varier de quinze jours à plusieurs années, rien ne permet d'affirmer qu'il a été contaminé en France.

- A-t-il pu contaminer quelqu'un d'autre et quels sont les moyens de prévention ? Il n'existe aucun cas connu dans la littérature médicale de contamination inter-humaine. Les seules personnes qui pourraient risquer une contamination sont celles qui auraient été en contact étroit avec le malade lors de tubages en réanimation. Malgré des risques quasiment nuls, les quelques personnes qui ont soigné le malade seront soumises à un traitement antirabique, dans les délais de sécurité nécessaires, au moyen du nouveau vaccin préparé sur cultures de cellules humaines. Deux conférences ont été faites, mercredi 8 septembre, au personnel du C.I.R. pour éviter une peur totalement injustifiée.

Si les services sanitaires invitent à ne pas dramatiser, c'est que ce premier cas de rage humaine mortelle, selon toute vraisemblance, un cas isolé. Il en aurait été tout autrement si le décès avait été enregistré dans les départements de l'ouest, de la France, où la rage a réapparu depuis 1963. Depuis cette date, l'épidémie s'étend inexorablement au sud-ouest de la France, de 8 janvier, 30 juillet 1975, 25 mars 1976 et, cette année, le seul critique des dix mille cas de rage animale au-delà d'un cas mortel chez l'homme devient possible a été atteint.

C'est le retard qui est essentiellement le facteur de propagation de la rage en France, en raison de sa prolifération depuis une trentaine d'années. Pour l'homme, le danger vient surtout de animaux domestiques ou d'élevage (chiens, chats, bovins) qui pourraient être eux-mêmes contaminés par un renard. Dans les villages et en particulier dans les zones de montagne, la vaccination a été rendue obligatoire pour les animaux domestiques (deux injections à quinze jours d'intervalle et un rappel annuel).

Rappelons qu'en cas de morsure par un animal de toute espèce, il est recommandé de laver soigneusement et immédiatement la plaie à l'eau et au savon, puis de consulter le médecin traitant habituel (de manière à prévenir aussi les risques de tétanos) et, en cas de doute (animal sauvage, animal inconnu, comportement anormal) de se rendre dans un centre de traitement antirabique.

Journal officiel

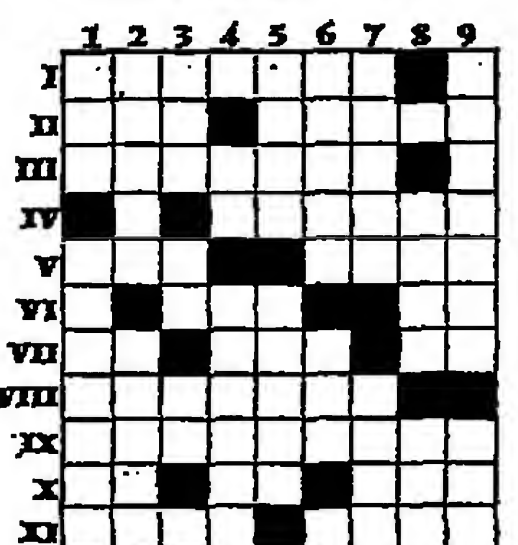
Sont publiés au Journal officiel du 9 septembre 1976 :

DES ARRÊTÉS

- Fixant la durée des études et les conditions d'admission dans les instituts nationaux des sciences appliquées ;
- Fixant la liste des écoles d'ingénieurs habilitées à délivrer le titre d'ingénieur diplômé par l'Etat en application de l'article 2 du décret n° 75-393 du 16 mai 1975.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1557



HORIZONTALEMENT
I. As en chimie. — II. Tour de cou ; 365 en quarantaine. — III. Illustre enfant de Villeneuve-sur-Fère. — IV. Euphorbe. — V. Son règne ne date pas d'hier. Sans changement notable. — VI. Petit mont latin ; Cour de Nohr. — VII. Devint vachement végétarienne. — VIII. Groupe de bâtiments. — IX. L'ombre et la solitude. — X. Symbole ; Suit un titre ; Déplace un train. — XI. Forme de savoir ; Une occasion de se réjouir.

VERTICALEMENT
I. Les premiers pas vers la liasse ; S'occupent de certaines bêtes. — 2. Il faut les posséder avant de pouvoir les tenir ; Franchira le Rubicon. — 3. Mesure étrangère ; Donnent souvent la mort ; 50 cent. — 4. Pin de participation ; Identiques. — 5. Ne s'effrit pas en un jour ; Bien en chair. — 6. Hérouse médiévale ; Localité de France. — 7. Tient l'affiche ; Est venue au vert. — 8. Marche ou poème ; Sanctionne une défaite sportive. — 9. Devise d'un ambassadeur ; Appareur.

Solution du problème n° 1556

HORIZONTALEMENT
I. Hém ; Sals. — II. Epée ; Ré. — III. R. ; Grèce. — IV. Ombre. — V. Sals. — VI. Sals. — VII. Usuelle. — VIII. Rats ; Abr. — IX. Epiméthée. — X. Alle ; NB. — X. Sérénité.

VERTICALEMENT
I. Héros ; Créa. — 2. Epine ; Apis. — 3. Merc. ; Ombre. — 4. Sém. ; Sals. — 5. Sals. ; Agreste. — 6. Tia. — 7. Ou ; EAH (haie). — 8. Eros ; Liens. — 9. Sémée ; Erbe.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 09
C.F.P. 4507-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
ex-comunauté (sauf Algérie)
90 F 168 F 232 F 300 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR PAIEMENT
165 F 318 F 455 F 600 F

ÉTRANGER
par mandats
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 210 F 307 F 400 F

II. - TUNISIE
125 F 231 F 327 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (travaux) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Chargements d'adresse détaillés ou provinciaux (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande avec précision au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les abonnements en espèces d'impression.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Paret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimé au "Mondial" 5, rue de Valenciennes PARIS-10

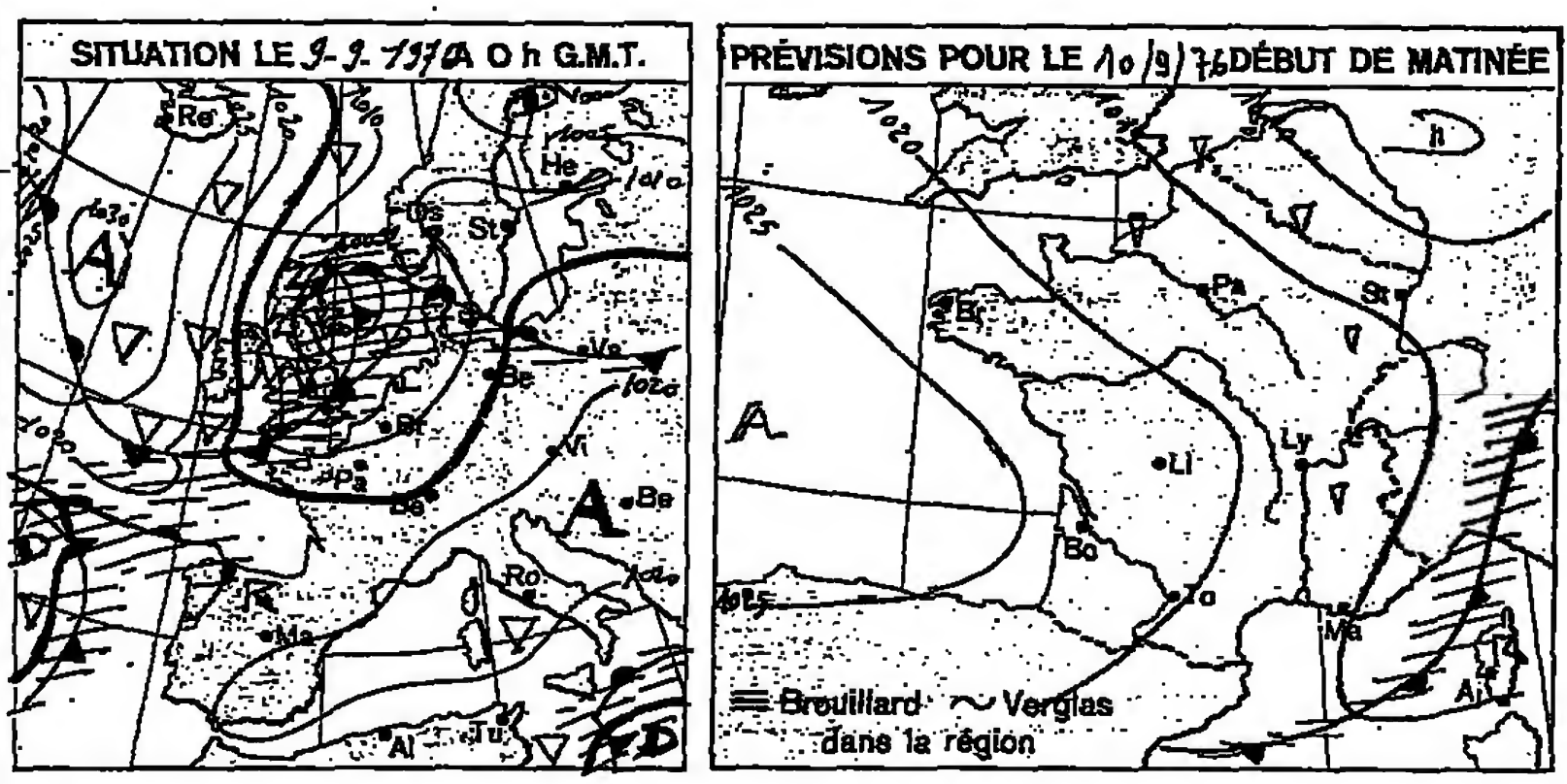
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission nationale des journaux et publications : n° 37437.

loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ÉNTIERS

TERMI- NAISON	FINALES et NUMÉROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISON	FINALES et NUMÉROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	21 071 191 02 521 53 371	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 1 groupe 2	150 500 500 2 150 5 000	6	94 516	groupe 2 autres groupes	100 070 5 070
2	822 02 522 6 292 63 372 74 382 74 582	tous groupes groupe 1 groupe 2 autres groupes groupe 2 groupe 3 autres groupes autres groupes	500 2 000 5 000 1 000 5 000 100 000 100 000 5 000	7	97 02 527 2 847 3 747 63 377 5 137 69 557	tous groupes groupe 1 groupe 1 autres groupes groupe 1 groupe 4 autres groupes autres groupes	150 2 000 5 000 1 000 5 000 10 000 100 000 5 000
3	353 533 02 523 2 863 63 373 4 233 5 273	tous groupes tous groupes groupe 1 groupe 4 autres groupes groupe 2 autres groupes groupe 3 autres groupes	500 500 2 000 5 000 1 000 5 000 10 000 1 000 10 000 1 000	8	248 02 528 5 658 8 698 63 378 9 428 32 608	tous groupes groupe 1 groupe 3 autres groupes autres groupes groupe 2 groupe 3 autres groupes groupe 1 autres groupes	500 2 000 5 000 1 000 5 000 10 000 1 000 100 000 5 000
4	854 4 484 7 784 63 374 02 524	tous groupes groupe 3 autres groupes groupe 1 autres groupes groupe 2 autres groupes	500 5 000 1 000 5 000 1 000 1 000 20 000	9	19 149 199 02 529 6 579 63 379	tous groupes tous groupes tous groupes groupe 1 groupe 4 autres groupes groupe 2	150 500 500 2 000 5 000 1 000 5 000
5	5 65 02 525 4 385 5 375 63 375	tous groupes tous groupes groupe 1 groupe 3 autres groupes groupe 3 autres groupes	70 220 2 070 5 070 1 070 5 070 5 070	0	02 520 1 100 7 400 0 110 63 370	groupe 1 groupe 3 autres groupes groupe 2 autres groupes	2 000 5 000 1 000 10 000 2 000 000 50 000
6	6 426 02 526 7 926 63 376	tous groupes tous groupes groupe 1 groupe 3 autres groupes groupe 2	70 570 2 070 5 070 1 070 5 070	TRANCHE DE LA MUSIQUE TIRAGE DU 8 SEPTEMBRE 1976 PROCHAIN TIRAGE LE 15 SEPTEMBRE 1976 à SAINT-PIERRE (Réunion)			
LOTTO TIRAGE N°16 PROCHAIN TIRAGE LE 15 SEPTEMBRE 1976 VALIDATION JUSQU'AU 14 SEPTEMBRE APRES-MIDI				NUMERO COMPLEMENTAIRE 13			

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 9 septembre à 0 heure et le vendredi 10 septembre à 24 heures :

La perturbation qui affectait jeudi matin l'ouest et le nord de la France atteindra vendredi la Méditerranée après avoir traversé tout notre pays. Elle sera suivie de masses d'air instable et plus froid. Une autre perturbation venant de l'Atlantique atteindra nos régions du Nord-Ouest dans la nuit de vendredi à samedi.

Vendredi 10 septembre, le temps sera très variable en France. Il y aura des averse nombreuses et localement fortes de la Manche au Rhin, aux Alpes et au Massif Central, ainsi que sur les Pyrénées. Les éclaircies seront assez brèves du sud de la Bretagne à l'Aquitaine, et surtout sur la Langue d'oc et la Provence, le mistral s'établissant l'après-midi. Les vents, de secteur nord-ouest, modérés en Vendée et en Aquitaine, seront généralement assez forts ailleurs, souvent forts près de la Manche et de la mer du Nord, ainsi qu'au large. Les températures maximales seront en baisse très sensible, surtout dans les régions méridionales.

Jeudi 9 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - le Bourget, de 1 006,3 millibars, soit 754,9 millibars de mercur.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Ajaccio, 23 et 12 degrés ; Biarritz, 28 et 17 ; Bordeaux, 27 et 17 ; Brissac, 21 et 12 ; Caen, 26 et 14 ; Cherbourg, 22 et 12 ; Clermont-Ferrand, 26 et 17 ; Dijon, 25 et 15 ; Grenoble, 25 et 15 ; Lille, 25 et 14 ; Lyon, 24 et 15 ; Marseille, 25 et 14 ; Nancy, 25 et 14 ; Nantes, 28 et 18 ; Nice, 25 et 15 ; Paris - Le Bourget, 28 et 15 ; Pau, 28 et 16 ; Perpignan, 24 et 14 ; Rennes, 27 et 15 ; Strasbourg, 25 et 12 ; Tours, 27 et 16 ; Toulouse, 27 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 13 degrés ; Amsterdam, 22 et 16 ; Athènes, 26 et 18 ; Berlin, 20 et 11 ; Bonn, 25 et 14 ; Bruxelles, 23 et 13 ; Les Canaries, 27 et 23 ; Copacabana, 16 et 14 ; Genève, 23 et 11 ; Lisbonne, 29 et 19 ; Londres, 25 et 11 ; Madrid, 29 et 15 ; Moscou, 17 et 9 ; New York, 22 et 21 ; Palma-de-Majorque, 27 et 12 ; Rome, 24 et 13 ; Stockholm, 14 et 2 ; Téhéran, 30 et 24.

Après l'imprécateur

René-Victor Pilhes

La Bête

"Le roman noir du libéralisme"

Les Nouvelles Littéraires

Un volume 25F

SEUIL

Logement

● Logement des étudiants. — L'Union parisienne des étudiants locataires (UPEL) recherche de toute urgence des chambres, studios et appartements pour étudiants. Un service analogue existe en province, sur demande.

★ UPEL : 130, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. 633-30-78.

7^e Plan

RAPPORTS DE PREPARATION DU 7^e PLAN

Comité de l'emploi et du travail
16 x 24, 400 pages 50 F

Commission de la santé et de l'assurance maladie
16 x 24, 216 pages 33 F

Commission de l'éducation et de la formation
16 x 24, 262 pages 33 F

Commission vie sociale
16 x 24, 140 pages 28 F

Loi portant approbation du 7^e Plan
16 x 24, 160 pages 20 F

La liste complète des 19 rapports du 7^e Plan est envoyée gratuitement sur simple demande.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LES MANIFESTATIONS DES OUVRIERS DES AUTOROUTES ALPINES

Du sable dans les engrenages

Les difficultés financières que connaît la Société des autoroutes de la région Rhône-Alpes (AREA) viennent brutalement de passer sur le terrain social avec l'occupation, depuis le mardi 7 septembre à 12 h. 30, par les ouvriers de la société, du carrefour de Villachery, au croisement des nationales 201 et 514, au nord de Chambéry.

Le carrefour de Villachery, une sorte de Y formé par les nationales 201 (Chambéry-Bourg-en-Bresse par le tunnel du Chat) et 514 (Chambéry-Anney-Garèze), situé à quelques kilomètres au nord de Chambéry en direction d'Alx-les-Bains, est bloqué par les ouvriers de la société AREA (Société des autoroutes de la région Rhône-Alpes). Une vingtaine d'engins de terrassement sont disposés en travers de la chaussée.

Les délégués C.G.T. et C.F.D.T. du personnel ont fait connaître aux autorités les revendications qu'ils ne quitteront les lieux que lorsqu'un accord garantissant l'emploi des neuf cent cinquante salariés, dont sept cents occupés à la construction, et le maintien des avantages acquis aura été signé avec la direction de la société et un représentant qualifié du ministère de l'équipement.

Le choix de la date de cette action spectaculaire n'était pas que de quelques responsables syndicaux. Mais la mobilisation a été rapide, ce qui ne constitue pas une surprise. Deux des quatre syndicats de la société, la C.G.T. et la C.F.D.T., avaient déclaré dans un communiqué commun qu'ils étaient « décidés à se battre devant l'aggravation de la situation financière de la société et les perspectives d'accord entre AREA et une société d'économie mixte, la Société du tunnel sous le Mont-Blanc » (le Monde du 20 août).

Les difficultés de AREA sont connues maintenant depuis plusieurs mois. Après une période d'euphorie, ce groupement d'entreprises n'a pas reculé les délais qu'il s'était fixés pour l'achèvement d'un réseau dont le coût de construction, en raison du relief, a été très supérieur à celui des autoroutes de plaine. Trafic déficitaire, crise du pétrole ont été les arguments avancés par la direction de la société. Les syndicats, eux, parlent de « boulimie de bénéfices » s'ouvrant au détriment du service public.

Après avoir fait la démonstration de ses capacités techniques en livrant pratiquement ses chantiers avant les délais prévus, AREA a dû changer progressivement de rythme. De mille quatre cent cinquante personnes au début de la construction des premiers tronçons, ses effectifs sont tom-

bés à sept cents, occupés aujourd'hui sur trois chantiers : les tronçons : Grenoble-Pontcharva (ouverture le 15 octobre prochain) et Chambéry-Félix (ouverture officielle en mars 1978), ainsi que sur le contournement d'Anney. Une demande d'avance remboursable de 250 millions de francs, présentée par la société à l'Etat n'a pas été honorée, le ministère de l'équipement prétendant, semble-t-il, voir la Société du tunnel sous le Mont-Blanc (S.T.M.B.) venir au secours d'AREA.

Dans une lettre adressée le 11 août aux pouvoirs publics, le président de la société AREA proposait un plan de redressement financier permettant de préserver l'autonomie de la société, en donnant notamment à celle-ci la possibilité de faire passer le montant des emprunts garantis de 46 % à 70 %. La proposition rappelait aussi qu'à la suite du déplacement du péage entre Rives et Grenoble l'Etat s'était engagé à indemniser la société pour une somme proche de 100 millions de francs.

Cette proposition n'avait pas encore été acceptée, dit-on, de la part de la société AREA, pour le personnel, peu importe aujourd'hui la solution qui sera retenue dans l'avenir. « Ce que nous voulons, c'est l'engagement écrit que le réseau d'autoroutes alpines sera réalisé — y compris les tronçons optionnels — et qu'aucun licenciement ne sera prononcé ».

Du côté de la préfecture de la Savoie, on considère que le problème posé est avant tout celui d'une entreprise privée, l'objectif est, pour l'heure, de réduire au maximum les perturbations survenant dans le trafic routier. Cette mission devient plus difficile d'heure en heure. La tension est, en effet, montée au cours de la journée de mercredi. Des manifestants ont déversé avec leurs engins des tonnes de gravier sur deux voies utilisées jusque-là comme déviation, ainsi qu'à la sortie de l'autoroute Lyon-Chambéry cette nuit.

Les responsables syndicaux ne cachent pas que d'autres actions de ce genre pourraient avoir lieu si la négociation ne s'ouvre pas rapidement. Ce jeudi matin à 9 heures, les délégués du personnel assistent à une réunion du comité d'entreprise prévue de longue date au siège de la société, à Saint-Priest. Recevront-ils des apaisements sur leur sort ?

BERNARD ELIE.

Faits et projets

Qualité de la vie

- **SEVESO : DECONTAMINATION COMMENCÉE** — La première tentative de décontamination a commencé lundi 6 septembre à Seveso, localité touchée il y a deux mois par un nuage toxique. Des techniciens suisses de la firme Icmesa ont arrosé une portion de terrain et les murs d'une maison d'une émulsion à base d'eau et de cyclohexane. Ce traitement devrait biter la destruction de la dioxine par les rayons solaires. D'autre part, l'hôpital de Desio a annoncé qu'il allait, comme la clinique milanais Mangiagalli, pratiquer des interruptions de grossesse sur des femmes de la région. Une quinzaine d'avortements ont déjà eu lieu. Cinq autres sont en instance. (A.F.P.)

Transports

- **LES SUPPLÉMENTS SUR LES TRAINS CORAIL** — Certains trains Corail ne sont accessibles qu'aux seuls voyageurs ayant acquitté un supplément spécial. Ce dernier est justifié par la rapidité du train et surtout par le choix d'un itinéraire très favorable. Les tarifs sont élevés pour offrir de rémunérer les frais supplémentaires résultant de cette circulation privilégiée, indique M. Jean Fanelle, préfet de Paris, dans une réponse écrite parue au Bulletin municipal officiel du 4 septembre. Les tarifs ne peuvent donner droit systématiquement au remboursement du supplément. La S.N.C.F. estime, cependant, que le remboursement peut être effectué

LE TRAIN DÉRAILLE SUR... 600 MÈTRES

Alors qu'il roulait à 110 km/h, l'express Brest-Paris a déraillé le mercredi 8 septembre à 8 h. 15, à l'après-midi, à l'entrée de Rennes. Après avoir heurté des tiges de fixation du béton, l'arrière du train a déraillé, entraînant avec lui un passage à niveau situé à l'entrée de Rennes, l'une des neuf voitures a glissé sur rails sur 600 mètres, pour ensuite remonter sur la voie. Un « rétablissement » spectaculaire, peut-être miraculeux.

Après quarante minutes d'arrêt en gare de Rennes, afin de procéder à diverses vérifications, l'express a pu reprendre normalement la direction de Paris.

Corse

APRÈS LES ÉVÉNEMENTS D'AJACCIO

Fermeté des autorités, désapprobation des élus

Après les manifestations violentes d'Ajaccio et l'attentat contre un avion d'Air France dans la nuit de mardi à mercredi, treize jeunes gens ont été condamnés, mercredi 8 septembre, à des peines de prison par le tribunal de grande instance d'Ajaccio, siégeant en audience de flagrant délit. D'autre part, dix-neuf des trente personnes qui avaient été arrêtées à Ajaccio ont été transférées dans les locaux de la police judiciaire à Marseille et seront poursuivies pour « infraction au code de l'aviation civile ».

Ajaccio. — Sur la piste de l'aéro-drome Campo-del-Cro, devant ce Boeing-707 au poste de pilotage éventré — « le premier Boeing décapotable du monde », dira avec un clin d'œil un jeune homme dans l'aérogare, comment ne pas penser à la formule-choc utilisée récemment par M. Jean Rioloacci, préfet de la région Corse : « C'est une tribune dans une fin de processus », avait-il dit, le 23 août dernier, à propos de l'opération menée la veille par un commando d'autonomistes corse, qui, sous la conduite de M. Max Simeoni, leader de l'ex-A.R.C., avait détruit la cave viticole de M. Cohen-Skall (le Monde du 24 août).

Seize jours après, une autre « tribune » nommée plastic a valu, mardi 7 septembre, dans la nuit, au Château-d'Amboise son surnom de « château de la terreur ». Un nouvel accès de cette fièvre maligne, qui secoue l'île sans réelle période de rémission. Après Ajaccio, Bastia, les autonomistes corse, qui, sous la conduite de M. Max Simeoni, leader de l'ex-A.R.C., avait détruit la cave viticole de M. Cohen-Skall (le Monde du 24 août).

Peut-être alors faudra-t-il plutôt parler, à propos de la Corse, d'« insurrection » voire d'« insurrection », voire d'« insurrection ». Du côté des autorités, en effet, un durcissement ou au moins un changement de politique s'est manifesté de façon très nette dans les jours qui ont précédé, après-midi 8 septembre par M. Jean Rioloacci. Le représentant

Alors que le calme semblait revenu dans l'île et que les marins des car-ferris mettaient un terme à leur grève, un nouvel attentat au plastic endommageait, dans la nuit de mercredi à jeudi, les locaux de la société nationale Corse-Méditerranée d'Ajaccio. Les récents événements semblent désapprobés par la très grande majorité des habitants de l'île, et en particulier les élus, mais chacun fait remarquer que les difficultés et les problèmes essentiels de la Corse (transports, emplois, régionalisation) ne sont pas résolus.

De notre envoyé spécial

de l'Etat, après avoir souligné que venait d'être franchi « un pas supplémentaire dans l'insécurité », par certains côtés, dans la bassesse », et après avoir présenté à « ces passagers qui ont quitté notre pays avec un souvenir inextinguible » les ex-séquelles de la Corse, dira : « Au plan de l'ordre public, la preuve est définitivement faite que toute manifestation organisée par des mouvements irresponsables, même à partir de pseudo-motivations professionnelles, dégrade sous la poussée de minorités exagérées en affrontements et en saccages. Les leçons en seront tirées, et, au plan de l'action collective, les instructions reçues sont à cet égard claires. » Il ajoutera : « La seule réaction qui compte aux yeux des pouvoirs publics est celle des élus de la population. » Phrase essentielle du débat, d'ailleurs corroborée par cette autre réponse faite un peu plus tard à un journaliste qui faisait allusion à la mission passée de M. Libert Bou, rappelait : « On avait vu un représentant du gouvernement dialoguer avec l'ex-A.R.C. Le préfet répondra sèchement : « On en a vu les résultats. »

La quasi-unanimité des élus

corse a condamné sévèrement, mercredi, l'opération revendiquée par le P.N.I.C. « Un acte qui vise à ruiner la Corse aux yeux de l'opinion », dit M. Jean Zuccarelli (radical de gauche), député, maire de Bastia. « Acte inexcusable, sans commune mesure avec l'événement qui l'a motivé. Je le dis tout net : un gouvernement de la gauche, s'il devait demain gérer les affaires du pays, ne pourrait tolérer cela », précise M. Nicolas Alfonsi (radical de gauche), député d'Ajaccio - Calvi et maire de Piana. « Un coup fatal à la saison touristique déjà très compromise », affirme M. Charles Ornano (bonapartiste, majorité présidentielle), maire d'Ajaccio.

Le gouvernement français ayant, semble-t-il, effectivement « compris où est son devoir », selon la formule de M. François Giacobbi, président, radical de gauche, du conseil général, c'est-à-dire « accorder sa confiance aux élus du peuple contre les séductions de la rue », il ne faut donc pas s'étonner outre-mesure du procès en disqualification entamé aussi bien par les autorités que par les hommes politiques corse contre les mouvements autonomistes ou séparatistes. Vont-ils (et pour longtemps) entrer dans l'isolement ?

PIERRE GEORGES.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

M. M. DOUBLET : la réforme du statut de Paris renforcera l'égoïsme de la capitale.

Dans le dernier numéro de la Revue des deux mondes, M. Maurice Doublet, ancien préfet de la région parisienne, étudie « le fonctionnement dans son cadre territorial ». Faisant allusion à son prochain livre sur Paris en procès, il écrit notamment :

« Je pense que l'on a tort de s'obstiner à traiter en terme de région un problème d'agglomération. La solution aux difficultés de l'aménagement que connaissent Paris et sa périphérie urbaine ne peut passer que par un pouvoir d'agglomération doté de moyens puissants pour la conception et la gestion, et bénéficiant, donc de transferts de compétences aujourd'hui détenues par des départements et des communes aux limites artificielles.

« De surcroît, la réforme régionale de 1976 et la réforme du statut de Paris de 1975 vont à l'encontre l'une de l'autre : avec le maire qu'il était dès 1977, Paris aura tous les moyens de renforcer son influence à l'intérieur du périmètre et de nier les solidarités pourtant profondes qui l'unissent à sa banlieue sur les plans de la démographie, des activités économiques, des transports ».

- **LE PEAGE SUR L'A4** — Aucune décision nouvelle n'a été prise en ce qui concerne l'installation d'un péage sur l'autoroute A4 en zone urbaine depuis l'audience accordée par le président de la République le 29 juillet au bureau du conseil régional de l'Île-de-France. M. Michel Giraud, déclare ce dernier

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 9 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : Faits divers... Les naufrages de la mer de M. Andrieu et P. Dumayet. réal. F. Martin. 21 h. 30. Portrait : Georges Marchais, par J.-J. Chauvel, réal. G. Dempov. 22 h. 30. Jazz à Juan... Bill Evans. 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Dramatique : « Hot Baltimore », de L. Wilk. Avec P. Létard. D. Kurys. G. Chambrey. « Une pause decaisse », de R. H. Baltimore, va être démonté à l'occasion des locataires

soufflera la tempête, de H. King (1954), avec T. Power. S. Hayward. R. Egan. J. Justin.

Une Irlandaise emigre en Afrique du Sud pour retrouver un cher boer dont elle est éprise, et le conquiert. Un beau film d'aventures où Susan Hayward prit sa revanche de n'avoir pas obtenu, jadis, le rôle de Scarlett O'Hara.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 30. (S.), Nouveau répertoire dramatique, par L. Aitout (R.), le Grand Architecte, de C. Liger, avec M. Cretin, D. Enlart, C. Pélissier. 22 h. 30. (R.), Entrées avec André Glès, par J. Annuaire. 23 h. 2. En direct des Cévennes : « Tard le soir » ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Hommage à Yves Nat : 21 h. En direct du Festival de Berlin : « La Rose blanche », « Katharina Blum », « Kammermusik 1928 » (Henne), par l'Ensemble symphonique de Londres, direction D. Alther. 22 h. France-Musique la nuit : « Les Nouveautés », 21 h. (Schumann), par L. Arru. 24 h. Chants d'espérance : 0 h. 30. « Some of these days », par C. Lust.

TRIBUNES ET DÉBATS

— M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français, répond aux questions des journalistes de Radio-Montecarlo, à 18 h. 30. — L'écrivain Michel de Saint-Pierre s'exprime sur les problèmes de l'Eglise à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40. — Un portrait de M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, est présenté par Jean-François Chauvel, sur TF 1, à 21 h. 30.

VENDREDI 10 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 30 à 15 h. 10. Programme de la journée... à 14 h. 40. L'imagination au galop. 20 h. 30. Au théâtre ce soir : « L'héritier des Lancastre », de J. Deval, mise en scène R. Manuel, avec L. Delamar, A. Sinigaglia, R. Manuel, A. Pralon.

neuve et J.-P. Alessandri : Service public... Les Français et la table.

Une enquête de Jean Peyron sur les habitudes des Français (à travers quatre familles) face à la nourriture. Question posée : Nos repas sont-ils équilibrés ?

21 h. 30. Documentaire : Lumières de Mauritanie, de Cl. Pavard et Ch. Bossu-Picard (deuxième émission). Le développement économique des pays du Sahel et plus particulièrement de la Mauritanie. Le tiers-monde face aux pays développés : un plaidoyer pour la coopération internationale.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 30. En direct des Cévennes. Radioséquence : « Trésors musicaux pour les Cévennes » ; 22 h. 30. (R.), Entrées avec André Glès, par J. Annuaire. 23 h. En direct des Cévennes : « Tard le soir » ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 15. En scène (Debussy, Schubert) : 20 h. 30. Contre-champ : « Les chefs s'amusent ou la musique viennoise », par P. Castellan ; 21 h. Echanges franco-allemands... Concert de musique française par le Nouvel Orchestre philharmonique, direction J.-C. Casadeu ; « Chœur de Sanveto Castelli » (Berlioz) ; « Poème pour violon et orchestre » (Chausson) ; « Ma mère l'Oye » ; « Tigrane » ; « Boléro » (Ravel) ; 22 h. 30. Jazz Forum ; 24 h. « Misa 1751 » (J.S. Bach) ; 1 h. Transplantations, par A. Alimuro.

TRIBUNES ET DÉBATS

— M. Philippe Herzig, membre du Comité central du parti communiste, est l'invité de Jean-Pierre Eschbach au « 13-14 », sur France-Inter. — Mgr Glisson, évêque auxiliaire de Paris, s'exprime sur les problèmes de l'Eglise à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Magazine vendredi, de M. Caze.

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« Happy Birthday »

Happy Birthday, pièce d'intention comique, pour marquer l'anniversaire du couple, Marc Camoletti, l'auteur, additionne les quiproquos, les faux entendus, les situations qui ont fait de lui un auteur de premier ordre. L'événement ne se joue pas, les situations ont été écrites, les personnages ont été créés, les dialogues ont été écrits. La pièce ne présente rien d'autre que cet ensemble de quiproquos qui font que les personnages se croisent, se croisent, se croisent, plus ce qui se fait, ce qui se dit, au point que tout le monde sur scène, par impuissance, devient, si l'on veut, risible. Risible pour qui ? Un être qui ne comprend pas ce qui lui arrive parce que tout lui est inconnu, est-ce drôle ? L'indifférence, si drôle aussi, et ses tromperies et ses tentations ? Comme on voudrait que cesse un jour cette tradition française du « comique d'adultère », qui a été, hélas, lancée par l'un des grands hommes de notre théâtre : Molière.

Une actrice et un acteur naturels, frais, Annick Blancheteau, et

surtout Georges Beller, jouent **Happy Birthday**, mais leurs qualités apparaissent mieux dans des rôles moins abstraits. Laurence Badie, qui a du métier, interprète cette fois une « domestique intérieure » avec trop de manque de tact ; métier sinistre ne veut pas dire travailleur méprisable : la confusion, bien sûr, est le fait de l'auteur, mais Laurence Badie aurait pu l'atténuer. Elle le fera en rodant le rôle. Bernard Blier a dit-on, un avenir de comique fin, mais il n'est pas si sûr, mais là il multiplie les mimiques bêtes, inutiles, il n'est pas bon, il faut dire à sa décharge qu'il est très mal habillé, et un acteur fagoté à ce point est toujours mal à l'aise.

Le décor est simple et sympathique ; non signé, il est sans doute l'œuvre de Marc Camoletti, qui a assuré lui-même la mise en scène, sans grands soins, comme si la pièce pouvait « marcher » toute seule. Marc Camoletti est l'auteur de *Boeing-Boeing*, qui tient l'affiche depuis seize ans. — M. C.

★ Théâtre Michel, 21 h. 10.

La perfection nuptiale

Le nû, spectacle japonais dont la nature a été déterminée à la fin du XIV^e siècle, reste aujourd'hui l'un des événements les plus avancés de l'art du théâtre. Malgré leur austérité, les cinq nû joués au Théâtre d'Orsay, sous l'égide de l'association de la visite qu'a faite Bernard Blier au Japon, ont porté le public d'ici à l'état d'enchantement.

L'ascendant du nû repose d'abord sur une élévation d'esprit et une exigence d'invention. L'amour-passion est-il en jeu, ou le phénomène de la jalousie, ou la douleur de la séparation, pas une seconde l'acteur ne prononcera une parole, n'effectuera un geste, qui seraient l'imitation d'un comportement connu.

On dirait plutôt que l'acteur se déporte, par concentration, jusqu'à l'intensité vraie du plaisir ou de la douleur. Cette intensité, il la cache. Mais c'est l'intensité elle-même qui suscite ce qui nous est concédé à voir : un minimum presque absolu de manifestation.

L' amoureux fou, le jaloux qu'un rien éloigne du suicide ou de la mort naturelle, l'amant séparé qui s'aspécifie dans le vide, se tiennent debout devant nous dans une fixité à tout le moins courtoise. Les lignes du visage ne sont plus sensibles — un masque aurait plus de vie, accrochant peut-être une pichenette de lumière. Le regard n'est pas habité. La voix est portée. Le spectateur reste suspendu à ce paroxysme muet et prostré qui s'interdit le moindre signe de faiblesse. Il y a là, devant nous, dans la lumière, un néant impossible qui enveloppe un infini. Et ce vertige d'équilibre pourrait nous garder des heures à sa merci. Mais l'équilibre cède. Le visage a tourné à peine, le torse se désolente dans un tour imperceptible, et petit à petit se succèdent des gestes qui ne vont former aucune figure connue.

La douleur a fait basculer l'acteur dans l'oubli. Il pourrait être une herbe de nerf prise dans la poigne d'un vent qui ne soit pas ce qu'il veut. Il pourrait être un

grand oiseau lancé sans mémoire, sans dessin, dans les chicanes arrondies d'une pavane nuptiale. Il pourrait être un fou pur dans la cour de l'hôpital, qui fait un massacre de lucioles absentes ou qui bat très vite les avenues d'un labyrinthe imaginaire.

Ainsi l'amour, la jalousie, la solitude, levant librement leurs images propres, leurs figures, sans passer par des tomes qui ont servi à autre chose. Et la règle de faire interpréter les personnages de femmes par des acteurs hommes participe de la même rigueur, parce qu'une femme est femme on pourrait dire presque par soi-même, sur sa lancée, tandis que, pour être une femme, lorsqu'on est homme, il faut l'aimer, se confondre à elle par un terrible recueillement, et justement dans la passion cette contrepartie à lieu, au point que l'un précéderait presque l'autre dans ses sources intimes, et là, sur les planches du nû, l'acteur, par tension soutenue, passe dans l'être de la femme, et il ne lui faut prendre appui que sur un petit masque blanc de rien du tout pour être plus femme que la femme, parce que femme par amour d'elle, par estime d'elle. C'est pourquoi, devant le nû, nous sommes pris d'un accès furieux d'iconoclasme, et nous voudrions qu'aussi les rôles d'hommes soient tous tenus par des femmes, de sorte que l'ensemble de l'interprétation serait d'égalité d'œuvre.

Parce que l'amour-incendie fait oublier l'ordinaire, la démarche des acteurs du nû est plutôt une danse non dansée, leur parole un chant non chanté, leurs propos du jour un poème de terre qui dérive tout droit de la haute poésie chinoise, laquelle exprime les plus secrets éclats d'âme par des choses prosaïques sans poids.



Les Nations à Belgrade

Madeline Renaud et Jean-Louis Barault, avec « La Vie offerte », ouvrent ce 9 septembre la saison du Théâtre des Nations, qui se poursuit jusqu'au 30 septembre, et, cette année, s'ajoute au déjà traditionnel RITEF, Festival international expérimental de Belgrade.

Mira Tralovic et Jovan Cirilov (directeurs du RITEF et de l'Atelier 212, salle expérimentale de Belgrade) parcourent depuis dix ans le monde pour y découvrir toutes les avant-gardes et les faire venir dans leur ville, qu'ils ont dérangée ou à laquelle ils ont apporté un choc. Ils savent se battre et ne pas se tromper. Dans ce pays où les cultures, très régionalisées, tendent à se fermer sur elles-mêmes, le RITEF tient le rôle d'un maître à penser. C'est ainsi que le Festival de Wrocław, en Pologne, étant réservé aux troupes universitaires et marginales, la seule grande manifestation européenne où se rencontrent les créateurs de l'Est et de l'Ouest.

Pour la première fois, trois spectacles de Yuri Lionimov (directeur de la Taganka) sont joués dans le Théâtre des Nations. Le Schiller Theatre de Berlin envoie « En attendant Godot », mis en scène par Beckett lui-même ; de Hambourg vient un « Othello » mis en scène par Peter Zadek ; de Pologne, un « Procès de Dantón » réalisé par Wałdysław Janek. Parmi les autres, « Les Femmes de Médée », de Victor Garcia avec les « Divines Paroles », données dans la grande salle de Chaillot la saison dernière. « La Dispute », de Patrice Chéreau, représente la France, et « Les Iles », de Peter Brook. L'attente cordiale. Bob Wilson vient avec « Einstein on the Beach », écrit à Avignon et qui sera au Festival d'automne à partir du 4 octobre.

À côté de ces grandes productions, le Théâtre des Nations-RITEF invite « Venez et ce jour sera le nôtre », par l'Odin Teatr d'Engelso Barba ; « The Speakers », par le Joint Stock de Londres ; « Sacco », par le Teatro Club de Rome ; « Ink », par le Théâtre national de Reykjavik ; les Mabou, mimes de New-York ; trois découvertes du Festival de Nancy : « Santa », par le Théâtre universitaire de Mexico. Trois troupes de Celje, de Belgrade, de Ljubljana représentent la Yougoslavie. — C. G.

Expositions

DANIEL GRAFFIN A NANTES

Pour la tapisserie, les Nantes ont très bien servi avec le Musée des arts décoratifs où Pierre Chaigneau organise toujours des expositions de qualité. Sheila Hicks, Deakin, le gode Buie, notamment, et pour l'été Daniel Graffin, qui les deux dernières Biennales de Lausanne ont fait connaître, mais dont c'est la première exposition personnelle d'importance.

Daniel Graffin est quelqu'un de jeune, qui a fait bien d'autres choses avant d'aborder la tapisserie et qui, loin de donner dans les toiles improvisées, les franges schévalées, les chichis et les troupes systématiques, sait tirer parti de sa liberté avec sagesse et raison.

De travail sérieux, fini, raffiné mais non sophistiqué, pour des œuvres austères, imposantes, qui forcent le respect ; belles dans leur tenue, dansées dans leur forme et riches dans leur chromatisme. Des œuvres qui ramènent à une double réécriture : jeu de tensions, d'une part, la couleur et son support, de l'autre. Tension des surfaces quadrangulaires ou triangulaires solidement ancrées au mur, au sol et au plafond, écartelées, tassées, surélevées, fêlées, de boudins de tissu noués, de angles tressés, enroulés. Tout est dans la courbe et la concavité calculée, comme un marin calcule sa route pour prendre au mieux le vent dans la voile.

Si certaines pièces font, en effet, penser à de grandes voiles, d'autres évoquent plutôt des tentes, et des abris de nomades de ce Moyen-Orient que Graffin connaît bien, où il a sans doute découvert les vertus particulières de l'indigo, bleu capable de décomposer la lumière et de s'annexer l'ensemble des couleurs du prisme.

Couleurs sombres — grenat, violet, ardoise — veloutées, brillantes, à scruter, mais aussi quelques propositions de toiles écarlates pour accompagner des œuvres intéressantes de rubans de tissu écarlates. La recherche est ouverte. A preuve, les dernières propositions de Graffin, un ensemble assez curieux de volumes enveloppés et sanglés, non pas de vulgaires empaquetages, mais des formes de momies géantes ou de phallus. La symbolique mâle est renforcée par la confrontation avec certaines pièces triangulaires ou quadrangulaires qui ne cachent pas leur féminité.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

Une fillette roumaine de douze ans, Adriana Moten, est la lauréate du concours de dessin organisé à l'occasion de la Semaine mondiale de Venise par l'UNESCO, en collaboration avec les autorités de la ville et de la province.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

Une fillette roumaine de douze ans, Adriana Moten, est la lauréate du concours de dessin organisé à l'occasion de la Semaine mondiale de Venise par l'UNESCO, en collaboration avec les autorités de la ville et de la province.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

★ Châteauneuf, 10 rue de la République, jusqu'au 20 septembre.

Festivals

Un Tchèque et un Français au concours de Besançon

Le concours international des jeunes chefs d'orchestre de Besançon garde une réputation enviable, puisque quatre-vingt-deux candidats, dont vingt-sept ont été invités, sur dossier, à se présenter. Les premières épreuves ont donné lieu à des contestations vives de la part de candidats déçus et de leurs partisans, comme cela se produit dans de tels concours, où les éliminations prennent obligatoirement un tour brutal : il est bien difficile à un concurrent de faire ses preuves et à un jury d'écarter toute injustice sur la seule audition d'une ouverture de Rossini, Smolenski ou Chabrier, destinée à écarter la moitié des candidats. Ce point du règlement est sans nul doute à revoir.

Le jury, présidé par M. Pierre Dervaux, avait retenu pour la finale deux Français et un Tchèque. Le premier, Patrick Villard, est né à Paris, le second, Patrick Villard, est né à Paris, le troisième, Patrick Villard, est né à Paris.

On s'attendait plutôt à une victoire de Petr Altrichter (Tchèque, vingt-cinq ans), peut-être celui-ci n'a-t-il pas eu le temps de faire ses preuves, ou lui a-t-on tenu rigueur d'un instrument qui était défectueux. Le Don Juan de Strauss, mais c'était incontestablement le meilleur musicien des trois finalistes. Dès le début de la Valse des fleurs, on était prêt par le rythme, le mouvement, l'orchestration bien mise en valeur, et Don Juan jetait feu et flamme dans une interprétation prodigieuse, accablant les autres musiciens de ce rythme et contrasté à travers ses multiples épisodes.

Le troisième candidat, Michel Lasserre, de Rouen, était encore

trop inexpérimenté pour imprimer son caractère à des œuvres qu'il se contentait de suivre un peu laborieusement.

L'orchestre des Pays de la Loire, sous la direction de M. Pierre Grossier, qui serait de ces belles qualités de sonorité, de clarté, de précision, de finesse, de puissance, de couleur, de Don Juan, est difficilement acceptable dans un concours de haute qualité musicale.

JACQUES LONCHAMPT.

DES MARIONNETTES GRATUITES A LYON

Le premier Festival de marionnettes aura lieu dans le quartier de la Part-Dieu, à Lyon, du 8 au 14 septembre. Dirigé par Pierre Guillemin et composé comme un hommage au personnage de Guignol (créé à Lyon au début du dix-neuvième siècle), cette manifestation accueillera dix-sept troupes de marionnettes françaises. Toutes les techniques, tous les styles, seront représentés. Les spectacles seront gratuits.

★ Bénévoles : (78) 62-30-13 et, à Paris : 525-25-30.

Le grand prix international « Koussevitzky » a été attribué par le jury du Festival de Montreux à l'enseignant du concours pour violoncelle d'Henri Dutilleul (L.M.I.). Deux disques de la même marque (« Don Quichotte » de R. Strauss, dir. Karajan, et « L'Art de l'Amour de Don Juan » par l'ensemble Kary Music Center) que les sonates et parties pour violoncelle de Bach par Nathan Milstein (D.G.) figurent également au palmarès.

Petites nouvelles

Georg Solti s'est blessé au front d'un coup de sa baguette, alors qu'il dirigeait « Les Noces de Figueira » au Metropolitan Opera de New-York. Le M.L.R. recevait ce soir-là l'opéra de Paris, qui donnait la première représentation de sa tournée américaine.

La représentation n'a pas pour autant été interrompue : les musiciens ont continué à jouer pendant les dix minutes nécessaires au chef d'orchestre pour se faire panser.

LE PALAIS DES GARDES FRANÇAISES

façade du Ciel de la Rue Tournefort

Petits immeubles du 18^e siècle restaurés, façades classiques, cours intérieures pavées à l'antienne.

Hauts plafonds, poutres apparentes, appartements de caractère entièrement équipés, confort digne de notre époque.

Charme paisible dans un quartier très parisien, monde à part en plein cœur de Paris.

Du studio au 5 pièces. Duplex 1^{er} tranche livrable fin 76.

36, rue Mouffetard & 7-11, rue Tournefort PARIS V^e

VENET, ANNETTAGGI, 15 AVENUE MATHIGNON - 75008 PARIS - TÉLÉPHONE 359.98.32

MICHEL COURNOT.

★ Dernières représentations au Théâtre d'Orsay, le jeudi 9 et le vendredi 10, à 20 h. 30.

PRESSE

M. ROBERT HERSANT DEVIENT DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA GESTION DE « FRANCE-SOIR »

La prise de participation du groupe Hersant (50 %) dans la société Presse-Alliance, editrice de la publication *Figaro*, la mise en place d'une nouvelle direction administrative. La répartition des principaux postes est la suivante :

— Directeur général de la gestion : M. Robert Hersant ;

— Directeur de la gestion : M. Jacques Hersant, codirecteur de la publication du *Figaro*, directeur de la publicité *Figaro* ;

— Administrateur général : M. Désiré Goddyn, président du Syndicat de la presse parisienne ;

— Directeur financier, M. André Beaupré, administrateur chargé de la direction des services financiers de la Société de gestion du *Figaro* ;

— Directeur du personnel : M. Louis-Olivier Le Corre, directeur du personnel au *Figaro* ;

— Directeur juridique : M. Jean Allard, directeur de l'administration du groupe Hersant.

A la fête de « l'Humanité »

HEINER MULLER REMPLACE BRECHT

La Volksbühne de Berlin-Est n'ayant pas pu obtenir l'autorisation des héritiers de Brecht et de Kurt Weill pour présenter le *Feld Mahagonny* mis en scène par Matthias Langhoff et Manfred Kasper (le Monde du 9 septembre), la troupe vient à la Fête de l'Humanité avec un spectacle réalisé par les mêmes metteurs en scène, le *Buzukle*, une pièce de Heiner Müller qui porte en sous-titre « Scènes d'Allemagne ». Cinq scènes qui traitent de l'histoire du nazisme, de la nuit des longs couteaux jusqu'à la défilé en 1945. Construite dans la ligne de *Grand-père et misère* du III^e Reich, elle établit un dialogue polémique avec l'œuvre de Brecht, qui la précède de près d'un demi-siècle.

SUCCÈS

NU A L'ÈRE NUE

Revue attractive

MAYOL

16 h. 15 - 21 h. 15

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MARCHÉ COMMUN

**Après la visite à Ankara du président des «Neuf»
Les relations entre la Turquie et la C.E.E.
restent au point mort**

De notre correspondant

Ankara. — La guerre des nerfs continue. La visite de deux jours que M. Van der Stoep et Sir Christopher Soames, respectivement président du conseil des ministres de la C.E.E. et vice-président de la Commission européenne, viennent d'effectuer en Turquie, n'a pas suffi à dissiper les nuages entre les dirigeants d'Ankara et les «Neuf». Souhaitant une «nouvelle donne» dans leurs relations avec la Communauté, les Turcs sont une fois de plus déçus puisque les deux personnalités européennes se sont contentées de renouveler le «paquet de propositions» déjà formulées (le Monde du 6 juillet).

En marge des relations entre la Turquie et la C.E.E., les négociations ont également porté sur la question chypriote à propos de laquelle M. Van der Stoep avait indiqué que les Neuf souhaitent la reprise du dialogue intercommunautaire à Chypre. «La C.E.E. est prête, a-t-il dit, à aider à la recherche d'une solution», se gardant toutefois de suggérer un plan de règlement. Le quotidien turc Terakuman, proche du premier ministre, M. Demirel, croit savoir que les Turcs ont insisté sur leur souhait de régler le consensus avec la Grèce par des contacts directs.

Lors de sa visite à Ankara, M. Van der Stoep a déclaré, le 6 septembre, que Sir Christopher Soames est venu pour «confirmer, et non pour négocier». Des négociations auront en principe lieu à Bruxelles avant la prochaine réunion du conseil d'association prévue le 16 octobre. Celle-ci devait se tenir normalement en juillet, mais fut reportée à la demande d'Ankara, fort mécontent de l'«inertie» des Européens à son égard.

Au cours de leurs conversations, aussi bien les Européens que les Turcs se sont retranchés derrière des prises de position antérieures. Le ministre des affaires étrangères de Turquie, M. Caglayangil, a, pour sa part, indiqué que la proposition d'aide financière de la Communauté (355 millions de dollars) reste bien en deçà de ce que souhaitait son pays, alors que la Banque européenne avait précédemment accordé un prêt de 600 millions, chiffre jugé déjà insuffisant par Ankara. Le Turc, quant à lui, dans une interview télévisée, avait indiqué que la Communauté, qui fournit une assistance financière à d'autres nations, comme les pays du Maghreb, la Syrie ou le Portugal, ne pourrait pas se montrer plus généreuse à l'égard de la Turquie.

Il semble aussi que les Européens soient quelque peu réticents, en particulier les Allemands, à donner le feu vert au processus de libre circulation des travailleurs turcs en Europe, qui devrait se réaliser entre 1978 et 1980. M. Van der Stoep estime que cela ne sera pas facile, puisque la C.E.E. compte cinq millions de chômeurs. M. Caglayangil, quant à lui, demande que les Européens respectent les clauses de l'accord : «Il est faux de penser que les pays européens seront envahis par les ouvriers turcs».

Parmi les demandes de la Turquie figure également l'assouplissement du calendrier de suppression des droits de douane, en vue de soulager les jeunes industries nationales, incapables de résister à la forte concurrence

européenne tant en matière de prix que de qualité. Plus important encore : Ankara estime que les concessions européennes en faveur des produits agricoles sont devenues insuffisantes en raison des privilèges consentis à des pays tiers. Il a été invoqué en réponse les difficultés des agriculteurs européens.

Y aurait-il une nouvelle crise entre la Turquie et la C.E.E. ? Sir Christopher Soames ne pense pas que les relations pourraient être rompues entre «deux alliés naturels qui ont des intérêts communs». L'association se développera, moyennant les rectifications nécessaires, a-t-il dit, sans toutefois cacher sa conviction que l'élargissement de l'Europe nuirait politiquement et économiquement à la Turquie.

Constatait que les Neuf ne semblent pas disposés, du moins dans l'immédiat, à procéder à des révisions, les Turcs sont toutefois un peu déçus. M. Demirel et ses amis du Parti de la justice sont favorables au développement des liens avec la Communauté. En revanche, le partenaire dans la coalition gouvernementale, le Parti du salut national — dont un représentant se trouve à la tête du ministère de l'Industrie — tout comme les experts du Plan, penchent plutôt en faveur de l'abandon de l'idée de devenir membre à part entière de la C.E.E. Le chef de l'opposition, M. Ecevit, et son parti républicain sont, quant à eux, favorables en principe, à la Communauté. Souhaitant toutefois que les industries nationales soient mieux défendues, l'ancien premier ministre dénonce le comportement timoré de M. Demirel dans ce domaine, l'accusant de ne pas avoir encore arrêté de politique claire à l'égard de l'Europe.

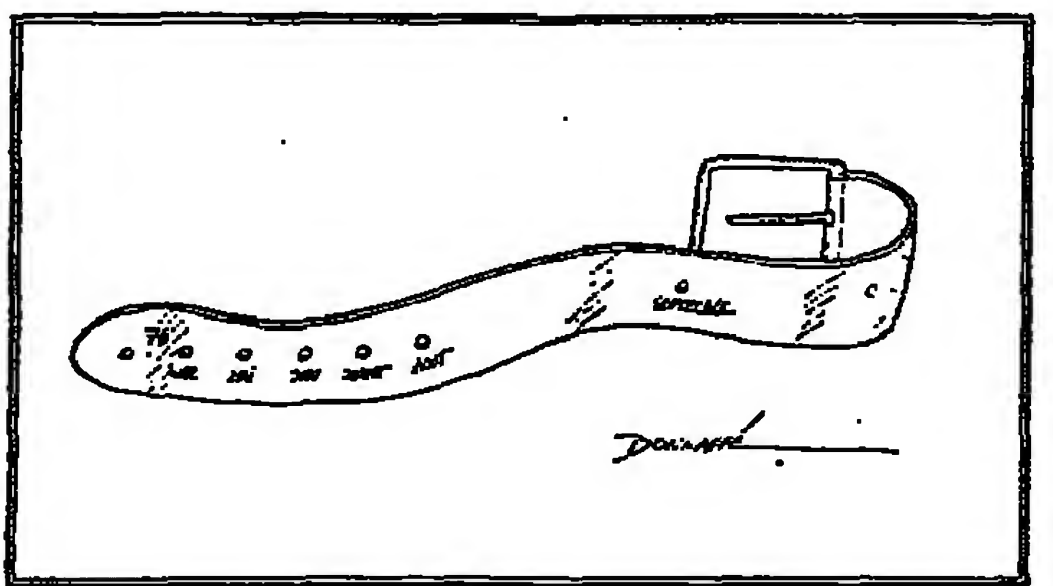
Tout cela semble inciter le gouvernement à adopter une attitude plus ferme. M. Caglayangil a indiqué que la Turquie s'est associée à la C.E.E. avec l'espoir de développer son industrie et de renforcer son économie, et «prendra sans doute les mesures que dictera son intérêt». Est-ce un bluff ? Il faut attendre la réunion du conseil d'association pour savoir si les deux parties auront trouvé un compromis.

ARTUR UNSEL

LES ENTRETIENS DE M. BARRE

**La C. F. D. T. : nous n'avons obtenu
que des réponses évasives ou dilatoires**

« Nous n'avons obtenu que des réponses soit évasives, soit dilatoires », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., après une heure et demie d'entretien, mercredi 8 septembre, à l'hôtel Matignon.



(Dessin de BONNAFFE.)

**LA C.G.T. AFFIRME
N'AVOIR JAMAIS VOULU
ORGANISER
UN «RASSEMBLEMENT
DES MÉCONTENTES»**

Estimant que les grands moyens d'information s'emploient à déformer, à caricaturer les positions de la C.G.T., la confédération dirigée par M. Séguin a publié, le 8 septembre, une longue mise au point. Elle affirme notamment, en réponse à M. Edmond Maire, qu'«il est absolument contraire à la vérité de prétendre à la C.G.T. l'intention de vouloir organiser un rassemblement de tous les mécontents fondé sur le refus de l'impôt».

Elle déclare qu'elle a, d'une part, proposé à toutes les organisations syndicales et professionnelles d'agriculteurs «une concertation sur les conséquences de la sécheresse et les moyens de la réparer», d'autre part, aux autres organisations syndicales représentatives de salariés «une rencontre en vue d'appeler les travailleurs à une action d'ampleur nationale pour la défense du pouvoir d'achat, contre le super-impôt sécheresse sur les salaires». Tous ceux qui désirent être parties prenantes dans ces propositions peuvent avancer «toutes propositions d'objectifs revendicatifs susceptibles de promouvoir l'action la plus large sur une base claire».

À propos des déclarations de la C.F.D.T. sur la hiérarchie des salaires, la C.G.T. explique : « Nous avons toujours exclu de la catégorie des salariés les P.-D.G., les hauts collaborateurs du grand patronat et tous les parasites gravitant autour de lui. Il est clair que les profiteurs doivent subir les rigueurs de la fiscalité. Mais cela reste de toute façon un problème de portée limitée par rapport aux gigantesques profits, souvent spéculatifs, accumulés par les gros détenteurs de la fortune».

● L'INDICE DU TAUX DES SALAIRES HORAIRES DES OUVRIERS, publié chaque trimestre par le ministère du travail, s'est établi à 174,3 le 1^{er} juillet 1976 (base 100 le 1^{er} janvier 1975). La hausse est de 4,3 % par rapport au 1^{er} avril, de 8,5 % depuis le 1^{er} janvier et de 14,3 % depuis un an. Compte tenu de la baisse de la durée hebdomadaire du travail des ouvriers (42,6 heures au 1^{er} juillet au lieu de 42,8 il y a un an), l'augmentation moyenne du salaire effectif a été, pour cette catégorie de travailleurs, de 13,6 % en un an, soit un gain de pouvoir d'achat de 4 %, compte tenu de l'évolution de l'indice officiel des prix ; ce gain a été obtenu pour l'essentiel au cours des six premiers mois de 1976 (3,6 %).

En cours du deuxième trimestre de 1976, l'enquête du ministère du travail révèle que les effectifs occupés ont augmenté de 0,8 % (mais ils sont encore inférieurs de 0,6 % à ce qu'ils étaient il y a un an) et que la durée moyenne du travail est restée stable, comme au premier trimestre.

Politique d'abord...

Vérité en deçà des Alpes, erreur au-delà. Au moment où M. Séguin sortait de chez M. Raymond Barre en lui tournant le dos, présidant un peu plus tard que le premier ministre il n'est tout droit à l'échec, son collègue italien, le leader syndicaliste communiste M. Lama, estimait que M. Andreotti était «parti d'un bon pied».

Le président du conseil italien présentait à ses collègues, le 21 septembre — la veille du jour où M. Barre fera connaître ses desseins — un programme d'austérité destiné à assainir l'économie italienne. Même ennemi numéro un : l'inflation ; même souci dans l'application du remède : ne pas aggraver le chômage ; même recherche pour y parvenir : celle d'un état de solidarité nationale. Mais peut-être pas mêmes moyens d'exécution évidemment...

Comme M. Barre, en tout cas, souhaiterait avoir des interlocuteurs syndicaux du type italien ! Seulement voilà, il l'a dit lui-même avec juste raison : lutter contre l'inflation est un acte politique. M. Georges Séguin, M. Edmond Maire, ne pensent pas autrement. Ils veulent, et c'est bien normal, utiliser cette phase délicate de l'histoire économique de la France pour pousser leurs pions. Le premier a tout intérêt

à réparer ce qu'il n'utilise pas pour en sortir les procédures définies par le «programme commun» de la gauche, autant en emporter le vent. Le second, qui fait de la réduction des inégalités une croisade, trouve là un tremplin idéal, tant il est vrai qu'il y a un rapport dialectique entre l'inflation et la forte disparité des conditions sociales dans un pays.

Le décor va s'éclaircir. La question fondamentale posée à la gauche est celle-ci : son premier intérêt est-il de prouver d'ici aux élections législatives de 1978 qu'il n'y a décidément plus rien à faire avec cette majorité, puisqu'elle n'a même pas su démontrer ses capacités de gestion ? Mais si la redressement de l'économie ne s'opère pas avant les élections, le risque est grand de voir l'ère politique de la gauche s'ouvrir précisément par un programme d'austérité — même si on l'appelle autrement. En arriver là, ne serait-ce pas traumatiser pour tous ceux qui ont attendu l'alternance depuis tant d'années ? C'est ce que pense M. Michel Rocard ; c'est ce que doivent se dire bon nombre de responsables de l'opposition.

Si «tout est politique» aujourd'hui, le membre de choisis la bonne n'est pas simple.

PIERRE DROUIN.

SYNDICATS

Une mise au point de M. Georges Séguin

LA C.G.T. NE MULTIPLIE PAS LES APPELS A LA C.G.C.

M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T. dans une lettre qu'il vient de nous adresser, dément que la «C.G.T. multiplie ses appels à la C.G.C.», comme le Monde l'a indiqué dans son numéro daté du 9 septembre :

« Cette façon de travestir la vérité insinue que la C.G.T. aurait soudain modifié son attitude en matière d'unité d'action et serait obsédée par une alliance avec la C.G.C. »

« Rien n'est évidemment plus absurde. » La C.G.C. n'a reçu de notre part que la lettre adressée aux autres organisations syndicales représentatives proposant l'organisation en commun d'une action d'ampleur nationale. Et vous ne trouverez rien d'autre, ni dans mes déclarations ni dans mes écrits.

« Si nous devions présentement multiplier les appels à l'unité d'action, c'est à la C.F.D.T. que nous les adresserions, et non aux dirigeants d'une organisation qui se sont déclarés satisfaits et rassurés à la sortie de l'audience chez le premier ministre, ce qui laisse clairement entendre qu'ils sont prêts à cautionner sa politique d'austérité. »

« Dans ces conditions, il est peu vraisemblable que nous puissions trouver un terrain d'entente avec eux. » J'ajoute que cela ne met pas en cause l'intérêt que nous portons à l'unité de tous les salariés, ouvriers, employés, ingénieurs, cadres et techniciens. Cette unité peut se concevoir, même sans les dirigeants de la C.G.C. Nous sommes, en effet, que l'organisation la plus représentative des ingénieurs, cadres et techniciens, ce n'est pas la Confédération générale des cadres, mais l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la C.G.T. (U.G.I.C.T.). »

● « LES DÉCLARATIONS DE LA C.G.T. TROUVENT A ON AFFILIATION A LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS », a déclaré M. Otto Kersten, secrétaire général de la C.I.S.L. lors de son passage à Paris, les 7 et 8 septembre. Selon M. Kersten, les positions prises par la C.G.T., notamment dans ses revues, où l'on « minorait » le rôle des syndicats appartenant à la C.I.S.L., ne facilitent pas les contacts et rapprochements. Rappelant que « sans langage commun, il n'y a pas d'action commune », M. Kersten a souligné les divergences plus fondamentales qui existent entre la C.I.S.L. et la F.S.M.

SÉCURITÉ SOCIALE

**LA DESTRUCTION DE CENT
TRENTE MILLE FEUILLES D'AP-
PEL DE COTISATION PAR
M. G. NICOND N'AURAIT PAS
DE CONSÉQUENCES GRAVES.**

M. Gérard Nicoud a mis le feu, mercredi 8 septembre, vers 12 heures, devant la sous-préfecture de La Tour-du-Fin (Isère), à cent trente mille feuilles d'appel de cotisation d'assurance-maladie des non-salariés, et non pas à un million de feuilles comme nous l'avons indiqué dans les dernières éditions du Monde du 9 septembre, sur la foi d'une dépêche d'agence.

Les responsables des caisses nationales d'assurance-maladie estiment que la destruction de ces feuilles d'appel de cotisation n'entraînera pas de conséquences graves : cet acte, qui s'ajoute au vol d'un million cinq cent mille feuilles au mois d'août, a laissé intact les programmes et les bandes-mémoires des ordinateurs qui gèrent les fichiers des cotisants. Il n'entraînera donc qu'un retard dans l'administration des dossiers.

Cette « opération bluff », comme la qualifient certains responsables des mutuelles, vise à protester contre la situation du régime d'assurance-maladie des non-salariés, dont vingt-cinq caisses (sur vingt-neuf) sont actuellement en état de cessation de paiement. Le passage à l'action violente de M. Nicoud — « il ne s'agit pas d'un feu de paille », a-t-il lancé, en forme de menace — s'explique par les difficultés financières du régime d'assurance-maladie.

Renault 5: prix et levier au plancher

Il y a maintenant une nouvelle Renault 5. Son prix 17 900 F clés en main. C'est une vraie Renault 5 amusante, séduisante et un peu snob, comme toutes les Renault 5. La nouvelle Renault 5, c'est une 5 CV, levier de vitesses au plancher et beaucoup de brío. La Renault 5 a des ceintures de sécurité à enrouleur comme toutes les Renault 77. Pour 17 900 F c'est vraiment chouette de rouler en Renault 5.



5CV
Renault préconise elf

Pour toute information s'adresser : R.N.U.R. B.P. 142 92109 Boulogne-Billancourt

LA SÉCHERESSE ET SES CONSÉQUENCES

هكذا قالوا

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

23.7. LA MORT DE MAO TSE-TOUNG

8. ASIE
La santé en Chine : « Neuf cents millions de croisés » (IV), de notre envoyé spécial le docteur Escoffier-Lambiotte.
9. AMÉRIQUES
ARGENTINE : les militaires font état d'importants succès contre les mouvements de guérilla.
10. EUROPE
PORTUGAL : la préparation d'un congrès syndical accroît les tensions entre communistes et socialistes.
11. AFRIQUE
REPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE : M. Vorster annonce prochainement des mesures internes.
12. PROCHE-ORIENT
LIBAN : la situation militaire se dégrade.
13. POLITIQUE
Les activités du premier ministre.
La visite de Mme Giacobini d'Esting en Andorre.
14. OUTRE-MER
POLYNÉSIE : l'élection partielle du 12 septembre et le débat sur l'autonomie.
LIBRE OPINION : fallait-il en arriver là ? par Yves Lencier.

LE MONDE DES LIVRES

- Pages 15 à 18
- LE FOUILLETON de S. Polrot-Delpach : « Bérto s'en va-t-en guerre », de Jean-Luc Benoist.
- LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Le troisième tome des « Romans de la liberté », de Claude Mauriac ; Patrick Grainville et ses « métamorphoses » ; Hortense Dufour à brida abstinu.
- REGARDS NEUFS SUR L'ALGERIE : Un portrait du président boumedienne : les communistes et le nationalisme.
19. JUSTICE
M. Hervé de Vethère a été inculpé d'abus de confiance et d'escroquerie.
 20. EDUCATION
RENTREE SCOLAIRE : M. Haby lance un appel à la modération des revendications.
 21. RELIGION
Mgr Lefebvre à Fontenay.
 22. SCIENCES
Une conférence de presse de M. Jean-Pierre Sesson.
 23. EQUIPEMENT ET REGIONS
COSE : fermet des auto-ntes de désemploie des d'us après les événements d'Algerie.
 - 24-25. ARTS ET SPECTACLES
THEATRE : Happy Birthday.
 - 26-30. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
La sécheresse et ses conséquences : M. Barre avance de huit jours le calendrier du plan d'aide aux agriculteurs.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (21)
Annonces classées (26 à 28) ; Aujourd'hui (21) ; Caract (22) ; « Journal officiel » (21) ; Loterie nationale (21) ; Loto (21) ; Météorologie (21) ; Mots croisés (21) ; Bourse (21).

Le numéro du « Monde » daté 9 septembre 1976 a été tiré à 583 500 exemplaires.

STENOGRAPHIE

Française et Anglaise
formation, perfectionnement
Méthode audio-visuelle
rapide, exclusive, originale

école pallas
Ecole privée de
FORMATION PROFESSIONNELLE
105, rue St-Lazare
75-Paris 9° - 874.79.84
de 8 h 30 à 20 h

Autres disciplines enseignées
DACTYLOGRAPHIE
ORTHOGRAPHE

A B C D F G H

LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALPHABÉTISATION

Plus de huit cents millions d'adultes sont encore analphabètes

Au cours des cérémonies de la Journée internationale de l'alphabétisation, qui ont eu lieu le mercredi 8 septembre, au siège de l'UNESCO à Paris, le pasteur togolais Jacques Koffi Adzomada a reçu le prix Mohammad Reza Pahlavi pour 1976. Le jury international désigné par l'UNESCO a voulu rendre hommage à

ses recherches et ouvrages en faveur de l'utilisation des langues nationales dans les programmes d'alphabétisation des adultes. Le jury a aussi retenu le département d'alphabétisation du ministère de l'éducation et de la culture de la République arabe syrienne en lui attribuant le prix Nadejda Kroupskaja.

Dans le calendrier des Nations unies, la date du 8 septembre est un rappel à la conscience universelle et une invitation à mobiliser les énergies pour lutter contre l'analphabétisme, qui touche plus de 800 millions d'adultes dans le monde. Mais la Journée mondiale de l'alphabétisation, instituée il y a dix ans pour attirer l'attention de tous les pays et surtout des plus développés sur ce que l'on jugeait un des « maux majeurs de l'humanité », a-t-elle atteint son but ?

Depuis que cet appel a été lancé, à la suite de la réunion en 1965 à Téhéran des ministres de l'éducation de la plupart des pays, le « climat intellectuel » a bien changé. Il y a dix ans, on croyait possible, comme le proclamait René Maheu en septembre de cette même année, d'éliminer l'analphabétisme « en une génération », à condition d'y mettre les moyens. L'exemple de Cuba, qui en la seule année 1961 avait réussi à ramener de 23 % à 4 % le nombre d'analphabètes, était là pour le prouver. Aujourd'hui, de telles proclamations paraissent bien utopiques, et des convictions et des enthousiasmes qui reposaient sans doute sur des analyses trop simplistes ont disparu.

Dans la course entre la démographie et l'alphabétisation, en effet, c'est pour l'instant la première qui l'emporte : au cours de la décennie 1960-1970, si la proportion d'adultes analphabètes est passée de 44 % à 34 %, leur nombre s'est accru de soixante millions. Dans les vingt-cinq pays « les moins développés », où le revenu annuel par habitant est inférieur à 100 dollars par an, 80 % de la population ne savent ni lire ni écrire ; et l'on prévoit que, en 1985 encore, moins de 30 % des enfants pourront y être scolarisés.

Une moisson de déceptions

Si l'on ne croit plus guère à une « campagne mondiale pour l'élimination de l'analphabétisme », comme au début des années 60, le « programme expérimental mondial » lancé en 1965 sous l'égide de l'UNESCO avec la collaboration du Programme des Nations unies pour le développement (P.N.U.D.) a aussi apporté sa moisson de déceptions. Ce programme, qui a été appliqué dans des « projets-pilotes » de douze pays, en majorité africains, devait prouver l'efficacité d'une « alphabétisation fonctionnelle » liant l'apprentissage de la lecture et de l'écriture à celui de techniques agricoles ou industrielles, et, en même temps, l'utilité de

l'alphabétisation pour le développement économique. Or ses résultats ont été assez modestes. Certes, des milliers de personnes dans le monde y ont participé, des instructeurs et des administrateurs pour l'alphabétisation ont été formés en nombre inégal ; un matériel d'enseignement considérable a été mis au point dans les pays concernés. Mais les expériences ont eu un rendement scolaire relativement faible, et surtout elles n'ont pas répondu à la question principale sur le rôle « multiplicateur » de l'alphabétisation, au point de faire douter à nouveau de la nécessité de celle-ci pour le développement économique. Le bilan très honnête que l'UNESCO a tiré des projets-pilotes met surtout en relief les obstacles, l'inaptitude de nombreux instructeurs, les limites de la contribution des « experts » étrangers, les incohérences de l'organisation, l'insuffisance de l'infrastructure administrative et de l'intérêt porté par les pouvoirs publics eux-mêmes dans les pays concernés. Les institutions internationales elles-mêmes, UNESCO et PNUD, n'ont pu se mettre d'accord sur une stratégie.

Chute de la livre sterling

Chute brutale de la livre et incertitude persistante sur les cours de l'or, à quelques jours de la troisième adjudication du Fonds monétaire, sont les deux traits marquants du marché des changes, jeudi matin.

En fin de matinée, le cours de la devise anglaise est brusquement tombé de 1,77 à 1,73 dollars quand la Banque d'Angleterre eut décidé de cesser ses opérations de soutien, alors que les ordres de vente déferlaient sur la place de Londres après l'annonce de la grève des gens de mer, considérée comme une grave menace pour la politique des revenus du gouvernement.

Le cours de l'or était fixé, jeudi matin, par opposition, à Londres, à 111,75 dollars l'once contre 111,60 mercredi après-midi.

Démarches pour arrêter la baisse de l'or

En dépit de tous les efforts qui ont été accomplis pour faire de lui, comme on dit, « une matière première comme les autres », l'or, et son prix, reste un problème politique. Dans l'immédiat, la question qui se pose est la suivante : la troisième adjudication du F.M.I. portant sur 780 000 onces (environ 24 tonnes), va-t-elle se traduire par une nouvelle étape dans la baisse du métal précieux ? La première adjudication, qui avait eu lieu le 2 juin, s'était faite au prix de 166 dollars, et la seconde, en date du 14 juillet, au prix de 122,06 dollars. Depuis lors, les cours du marché ont encore fléchi, frôlant même les 100 dollars. La troisième vente aux enchères doit, comme on le sait,

se faire selon une méthode nouvelle qui, techniquement au moins, paraît propre à favoriser la tendance baissière puisque les soumissionnaires seront servis au prix qu'ils auront offert et non pas à un cours moyen dégagé par le Fonds monétaire et par les différentes offres reçues. Mais le F.M.I. fixera, naturellement, un prix minimum au-dessous duquel il ne livrera pas d'or. Plusieurs pays, l'Italie en tête, cherchent à le convaincre de donner un coup d'arrêt à la baisse.

A Rome, lundi et mardi prochains, le sujet sera discuté. Comme précédemment la Banque de France se concentrera avec la Banque nationale suisse avant de faire — éventuellement — une offre.

Lors d'une récente réunion du conseil d'administration du Fonds monétaire, le représentant de l'Italie avait exprimé le souhait que le Fonds monétaire renonce provisoirement à ses ventes d'or ou, tout au moins, réduise les quantités mises aux enchères. Cette demande, que le représentant de la France avait saluée avec sympathie, a été rejetée. Mais les autorités monétaires de Rome n'ont pas été découragées par ce premier refus.

La commission des gouverneurs de banques centrales et des directeurs du Trésor des neuf pays membres, doit se réunir vendredi 10 septembre à Copenhague pour examiner le rapport Duisenberg (ministre des finances des Pays-Bas). Ce rapport, qui demande l'établissement de certains liens entre d'une part les monnaies du « serpent » groupées autour du deutschemark et, d'autre part, les devises qui flottent libre, lire et franc français, restera sans doute lettre morte, car ni la Grande-Bretagne, ni la France, ni l'Italie, ne sont sans doute disposées, ni du reste en mesure, de prendre des engagements à ce sujet. Mais les représentants de l'Italie profiteront de cette réunion pour essayer de convaincre leurs collègues de la C.E.E. d'entreprendre une démarche commune auprès du Fonds monétaire pour que celui-ci accepte de renoncer à ses adjudications de métal précieux. Les Français seront sans doute les seuls à appuyer cette idée, qui n'a pratiquement aucune chance d'être retenue par le comité monétaire.

Quelle que soit la détermination des dirigeants américains à poursuivre leur stratégie d'inflation progressive de l'or, Washington devra sans doute, malgré tout, tenir compte des conséquences qu'une nouvelle chute des cours du métal précieux pourrait avoir sur le crédit de pays qui, telles la France et l'Italie, ont la double caractéristique de posséder d'importantes réserves d'or et d'avoir des monnaies vulnérables.

P. F.

La mort de Mao Tse-toung

M. GUÉNA : un des géants de l'histoire contemporaine.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré : « Certes, le régime instauré il y a bientôt trente ans en Chine par Mao Tse-toung est à l'opposé de ce que nous souhaitons en France. Mais il est normal pour l'U.D.R. de saluer cet homme au moment où il quitte la scène. D'abord parce que ce fut un des géants de l'histoire contemporaine, qui transforma de fond en comble un pays multi-éclaté et modifia l'équilibre mondial ; aussi bien le général de Gaulle le reconnaissait-il comme tel et s'apprêtait-il, en 1970, à lui rendre visite. Ensuite, parce que le communisme chinois, quelque rigoureux qu'il soit, s'est identifié dès l'origine avec la volonté de rendre à la Chine son indépendance et au peuple sa dignité. Il est de l'intérêt de la France que se maintiennent dans l'axe les relations privilégiées entre notre pays et la Chine, nées lorsque, les premiers, nous avons reconnu la République populaire, en 1964, et renforcées lors du voyage du président Pompidou, en 1973. »

M. MITTERRAND : une figure dominante.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste : « Je crois avoir été l'un des premiers hommes politiques français reçus par Mao Tse-toung dans sa résidence de Hang-Cho, il y a plus de quinze ans, à une époque où le gouvernement français refusait de reconnaître l'existence de la Chine populaire. J'ai, depuis lors, suivi avec une grande attention les événements qui ont conduit le système politique chinois à la situation présente sans jamais oublier ce que m'en avait laissé pressentir Mao Tse-toung. »

« Je pense qu'il est inutile de répéter que Mao Tse-toung est la figure dominante dans le monde du dernier quart de siècle. »

M. DEFERRÉ : une œuvre politique et morale.

Pour le président du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche à l'Assemblée nationale, « avec Mao Tse-toung une génération de grands révolutionnaires. L'œuvre qu'il a accomplie est immense, car il a tiré la Chine, à la fois du colonialisme et de la léthargie dans laquelle le système féodal l'avait plongée. Il a fait de la Chine un pays qui travaille, qui réalise, un pays des temps modernes. »

« Pourtant, observe le maître de Marseille, son œuvre n'est pas seulement politique ; elle est également morale car il s'est attaqué à la fois à la drogue, qui était, depuis des siècles, répandue dans tout le pays, et à la prostitution, qui y prospérait. En un mot, il a assaini les mœurs de la Chine. Ne serait-ce qu'à ce titre, on doit lui rendre hommage. »

M. JOBERT : une pierre de la Chine millénaire.

M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, a déclaré :

« Remplacer cette pierre de la Chine millénaire, c'est à la fois une tâche politique et morale. Mao Tse-toung constituera pour quiconque une entreprise périlleuse. »

« De son action et de sa doctrine, je retiens surtout qu'il a su sans cesse remettre en question l'orientation et les résultats obtenus sous sa direction, par un immense effort révolutionnaire et national. »

RÉVOLUTION : il a montré qu'imperialisme et stalinisme ne sont pas inévitables.

Le bureau national de l'organisation communiste Révolution, qui regroupe différents courants d'extrême gauche, compte de nombreux militants marxistes-léninistes :

« L'œuvre théorique et pratique du président Mao Tse-toung a enseigné aux peuples du tiers-monde que l'imperialisme, même le plus puissant, n'est qu'un tigre en papier face à la lutte révolutionnaire de tout un peuple, et que, en comptant sur leurs propres forces, ils peuvent le vaincre et se libérer de la misère par le marché vers le communisme. La grande révolution culturelle pro-létarienne en Chine populaire, sous l'impulsion décisive de Mao Tse-toung, a montré que l'exploitation et l'oppression qui régnaient en Europe de l'Est depuis la période stalinienne, la dégradation rétrograde des principes du marxisme-léninisme, n'étaient pas inévitables. L'expérience révolutionnaire du peuple chinois et la contribution du président Mao Tse-toung ont, pour nous, ouvert la voie que les organisations communistes révolutionnaires d'Europe sont bien décidées à poursuivre jusqu'au bout, jusqu'à la révolution, au communisme, à la liberté. »

LA L.C.R. (trotskiste) : malgré les crises et la bureaucratie, une œuvre immense.

La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) estime : « L'une des plus grandes figures politiques de la révolution prolétarienne du siècle disparut. La stature politique de Mao Tse-toung est à la mesure de l'ébranlement politique que fut la révolution chinoise de 1949. Menant pendant deux décennies, contre les forces intérieures et la contre-révolution de Chang Kaï-chek, contre l'armée d'occupation de l'imperialisme japonais, contre la haine et les interdits de Staline, un peuple de paysans pauvres à la victoire, et sortit la Chine de l'immolation socio-économique ; telle est l'œuvre immense de Mao Tse-toung. Les crises politiques persistantes et la bureaucratie qui se crée en Chine, ainsi que le cours de la politique extérieure chinoise, ne peuvent ternir cette figure historique, qui a contribué à ouvrir les voies de l'espoir à tous les peuples opprimés. »

LA DÉTRESSE DES CHINOIS TRAVAILLANT A L'A.F.P. A PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — Le personnel chinois du bureau de l'Agence France-Presse à Pékin s'est effondré à l'annonce de la mort du président Mao. L'interprète a éclaté en sanglots, alors qu'il traduisait la nouvelle diffusée par Radio-Pékin. Le personnel du bureau, deux hommes et une femme, montrant une tristesse qui n'a rien de commun avec celle observée lors de la mort du premier ministre Chou En-lai, début janvier. Effondrés dans des fauteuils, ils sanglotaient bruyamment, la tête dans les mains. Le directeur du bureau chinois, il est aisé de le prévoir, sera immense, en apprenant la grave nouvelle.

LES ÉMISSIONS SPÉCIALES A LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION

Des émissions spéciales sont consacrées ce jeudi 9 septembre au président Mao Tse-toung : à 19 h 15, une émission spéciale sur la Chine à 20 h 30. — A 2 et FR 3 consacrent la plus grande partie de leur journal de 20 heures à la mort du président Mao Tse-toung.

— FRANCE-CULTURE invite au journal de 19 heures Philippe Devillers et Jean Lacouture. — FRANCE-INTER reçoit au magazine de 19 h 20 Jean Suijin, André Malraux, Maurice Couvre de Murville et Jacques Duhamel. — EUROPE 1 consacre le magazine de Pierre Lesœur de 18 à 19 heures à la Chine et à Mao Tse-toung.

● Coup de grisou : dix-sept morts. Dix-sept mineurs ont été tués et une trentaine d'autres plus ou moins blessés lors d'un coup de grisou qui s'est produit dans la soirée du mardi 7 septembre à la mine de charbon Noyon-Ruiz, à Walbourg, en Basse-Silésie. L'explosion a eu lieu à 550 mètres de profondeur. — (A.F.P.)

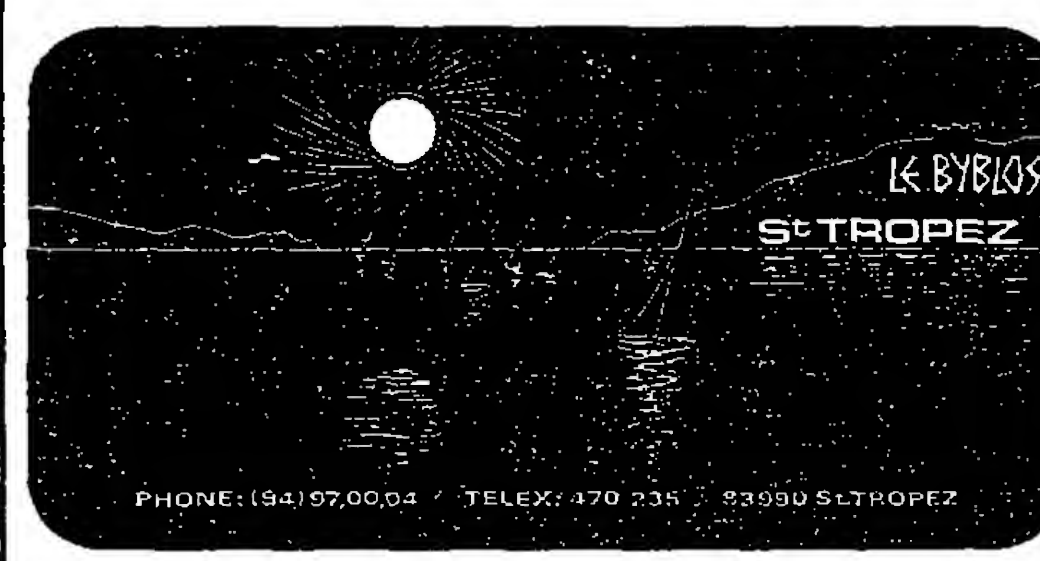
Appelez le 603 76.40

un spécialiste Compta-France viendra chez vous

Il vous présentera les calculateurs Hewlett-Packard, y compris les nouveaux modèles programmables : HP-67 calculateur de poche HP-97 calculateur imprimant. Tous disponibles immédiatement.

CF Compta-France Distributeur agréé 3, rue de la Reine 92100 Boulogne Tél. 603 76.40

HEWLETT PACKARD



Old England a choisi pour vous...

Rentrée des classes

« Tout en écossais pour les petits »		
Kilt	6 ans	125 F
Bermuda	6 ans	148 F
Robe chasuble	6 ans	160 F
Duffie-coat doublé écossais ...	6 ans	248 F
Gabardine doublée écossais ...	6 ans	350 F

et pour les grands, une collection très complète de prêt-à-porter et de bonneterie.

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9°
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30

سكينة المصطفى